n° 430
JANVIER
2015
4,60 € - 7 FS



ALTERNATIVES EN CORSE

ALTERNATIBA : SAUVEGARDER LE CLIMAT PAR LE BAS ?

ARMÉE : OBJECTER À LA JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Stéphen Kerckhove,

de l'association Agir pour l'environnement

La future loi sur la transition énergétique sera-t-elle "une belle loi" (Jean-Vincent Placé), "un début" (Denis Baupin) ou de la "poudre de perlimpinpin" (Michèle Rivasi) ?

1

Si on attend d'une loi qu'elle mette en mouvement la société et orchestre la sortie du nucléaire tout en nous permettant de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, cette loi sur la transition n'est absolument pas à la hauteur. Si on tient compte du rapport de force et du poids du lobby nucléaire à l'Assemblée nationale et au sein du Gouvernement, il est possible d'affirmer que cette loi est "moins pire" que ce que nous aurions pu craindre. Tout l'enjeu est donc de savoir si nous nous battons collectivement pour le "moins pire" des mondes ; au regard de la couardise de la classe politique, transie d'effroi à l'idée de s'opposer aux lobbies énergétiques (EDF, AREVA, Total...), il est peu de dire que nous partons de loin en matière de transition énergétique. Un autre système énergétique présupposerait que les producteurs s'adaptent aux exigences des consommateurs et non l'inverse. Même si la loi énonce un certain nombre d'objectifs, louables en soi, notamment en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, tout ceci n'est compatible qu'à la seule condition de bouter, des enceintes démocratiques, les producteurs d'énergie et leurs porte-paroles "démocratiquement" élus.

Concrètement, quelles sont les avancées, les reculs, les oublis ?

2

La loi peut être résumée en une phrase : "On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment". De fait, cette loi sur la transition énergétique fait le choix du non-choix, tentant de concilier l'inconciliable. Comme toujours avec certains décideurs politiques, la loi doit répondre à des clientèles et faire plaisir à tout le monde. La stratégie du "gagnant-gagnant" est ainsi en passe de devenir l'alpha et l'oméga du Gouvernement. C'est ainsi que la loi peut tout à la fois fixer des objectifs de développement des énergies renouvelables, stimuler la sobriété et l'efficacité énergétique et renoncer à réduire la part du nucléaire ; équation impossible !

Le cas du nucléaire est édifiant. Pour ménager la chèvre écologique et le choux radioactif, la loi affirme que la part du nucléaire dans le mix électrique passera de 75 % à 50 % d'ici à 2025 ; quelques articles plus loin, elle indique aussi que la puissance installée ne pourra dépasser les 63 200 GW, soit la capacité actuelle du parc électro-nucléaire. Soit les deux objectifs sont contradictoires, soit les parlementaires espèrent que la consommation électrique augmentera fortement dans les prochaines années, afin que ces 63 200 GW de nucléaire représentant actuellement 75 % ne représentent plus que 50 % en 2025. Augmentation totalement contradictoire avec cette fameuse sobriété énergétique qui irrigue les discours de tout responsable politique qui se respecte.

De même, la fermeture des réacteurs après 40 ans de service n'a pas été retenue par les députés qui lui ont préféré une enquête publique. Certes, il s'agit d'un nouvel outil "démocratique" ; mais face à la menace nucléaire, tout ceci est bien faible !

Enfin, la loi sur la transition énergétique aurait dû se nommer "loi sur la transition électrique". Comme de mauvaise coutume, les parlementaires subissent l'influence du lobby nucléaire, au point d'en oublier la question des transports. La vacuité de cette loi en matière de mobilité est édifiante. Seule la voiture électrique est abordée et soutenue. Or, le bilan énergétique de la voiture électrique est très loin de l'optimal et aurait dû faire l'objet d'une véritable étude amont avant d'être soutenu. La voiture électrique est à la mobilité ce que le convecteur électrique fut au chauffage individuel. Une façon assez peu habile d'écouler la surproduction électro-nucléaire.

Qu'est-ce que des groupes de pression comme Agir pour l'environnement peuvent faire pour que l'on progresse vers une vraie transition énergétique ?

3

Tout comme la démocratie ne peut se résumer à une élection, la transition énergétique ne pourra se limiter à une loi. Comme de mauvaises coutumes, une grande partie des décideurs ne font que valider les évolutions sociales. C'est peut-être regrettable mais les députés et sénateurs ne voteront une loi de sortie du nucléaire que lorsque les consommateurs auront abandonné EDF pour lui préférer *Enercoop*. Les parlementaires ne soutiendront les énergies renouvelables que lorsqu'ils auront constaté que des milliers de citoyens ont mobilisé leur épargne avec *Énergies partagées* pour soutenir des projets d'énergies renouvelables.

Même s'il ne faut pas renoncer à changer le monde par le haut (via un engagement politique et via les élections), il faut surtout montrer jour après jour, dans les territoires, que des alternatives existent et qu'elles sont viables et mobilisatrices. Si nous réussissons localement, nous réussirons globalement.

Pour en savoir plus :
Association Agir Pour l'Environnement
2 rue du Nord - 75018 Paris - Tél : 01.40.31.02.37
www.agirpourlenvironnement.org

LE MOIS DE LASSERPE

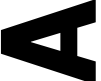
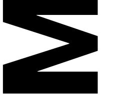
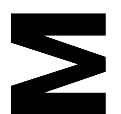











SOMMAIRE

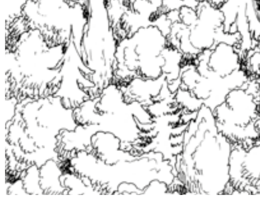
DOSSIER

Dossier coordonné par Michel Bernard

ARTICLES











CHRONIQUES

BRÈVES

QUOI DE NEUF ?

Prochain dossier :
Soutenir les lanceurs d'alerte



VENEZ NOUS VOIR LES 22 ET 23 JANVIER !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. ***Prochaines expéditions : 19 et 20 février, 19 et 20 mars, 16 et 17 avril…***

QUAND L'EXTRÊME-DROITE S'INVITE DANS SILENCE

Nous avons présenté le livre *Too much magic* (n°428, 11/2014) sans avoir fait attention à la maison d'édition *Le retour aux sources*. Or celle-ci est très liée avec l'extrême-droite, les fondateurs flirtant avec les Identitaires.

ART ET MILITANTISME

Pour la préparation d'un numéro sur ce thème, nous cherchons des photos et des témoignages d'actions artistiques réalisées dans un but politique. Cela peut être récent ou non. **Nous en aurions besoin d'ici la fin janvier.**

NUMÉROS RÉGIONAUX

Nous avons déjà publié 31 numéros régionaux.
Numéros épuisés : Alsace (n°218) • Bretagne (259-260) • Limousin (265-266) • Rhône (272-273) • Normandie (278-279) • Isère (285-286) • Aquitaine (291-292) • Franche-Comté (298-299) • Bouches-du-Rhône -Vaucluse (305-306) • Poitou-Charentes (312-313) • Drôme-Ardèche (318-319) • Nord-Pas-de-Calais (325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (331) • Paris (337) • Var-Alpes-Maritimes (342) • Centre (348) • Haute-Garonne et Gers (353) • Seine-Saint-Denis (359) • Savoies (364) • Nièvre et Saône-et-Loire (370) • Lozère et Gard (375) • Val-de-Marne et Essonne (381) • Vendée et Maine-et-Loire (386) • Sarthe et Mayenne (425)
Numéros disponibles : Auvergne (392) • Lorraine (397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (403) • Nord Midi-Pyrénées (408) • Ain (414) • Picardie (419) • Corse (430)
Les prochains devraient être consacrés à : Réunion (été 2015) • Aude, Pyrénées-Orientales, (janv 2016) • Seine-et-Marne et Val d'Oise (été 2016)

Alice Stella

Pierre Pellegri prenant soin de ses fromages



D.R.

Marché de Lumio



D.R.

Renaud Dumont dans son verger, membre de la coopérative Aliméa



Marie Clem's

Art primitif de Jean-Claude Joullian, à la Scopa d'Ajaccio



Marie Clem's

Chambre d'été de Jule, à Franceschu, près de Bonifacio

ÉDITORIAL

Colonialisme, tourisme et alternatives

"Il est encore en Europe un pays capable de législation : c'est l'île de Corse. La valeur et la constance avec laquelle ce brave peuple a su recouvrer et défendre sa liberté, mériterait bien que quelque homme sage lui apprît à la conserver. J'ai quelque pressentiment qu'un jour cette île étonnera l'Europe"

Jean-Jacques Rousseau
Dans *Le contrat social,* 1764.

Sur trois millions de visiteurs par an, combien se sont renseigné sur le passé de la Corse ? Combien savent que pendant deux siècles, l'île de beauté a subi des lois d'exception qui ont détruit sa langue, sa culture, son autonomie alimentaire et énergétique (1). Combien comprennent que le tourisme de masse actuel poursuit, sous une forme de domination plus diffuse, une même volonté d'asservissement ?

Alors que l'économie de la Corse repose aujourd'hui pour l'essentiel sur la vente du soleil et des plages (2), l'heure n'est pas pour tous à la résignation. Cela a d'abord été depuis les années 1970, une montée du nationalisme, malheureusement "piégé" ou dévoyé par le recours à la violence pour une part, par des pratiques mafieuses pour une autre part et plus récemment par une frange de son électorat séduite par les thèses de l'extrême-droite.

C'est également, heureusement, comme partout, des initiatives alternatives. Certaines sont le fait des Corses, d'autres de personnes qui sont venues s'installer sur l'île. Dans les reportages qui suivent, il sera intéressant de noter que parmi les initiatives les plus récentes, se trouvent reliées les questions écologiques, sociales et culturelles : relocalisation de l'économie, autonomie alimentaire, coopération, protection de l'environnement. L'insularité et la question d'une certaine forme de violence ajoutent au débat une nécessaire prise de conscience peut-être plus globale que dans d'autres régions.

Le remarquable travail de l'*association pour une Fondation de la Corse* que nous présentons en premier devrait pouvoir déboucher sur un renforcement des ces alternatives diverses et on se prend à rêver d'une Corse qui comme aux temps des Lumières, nous éblouirait non seulement par son soleil mais aussi par son modèle de société.

Michel Bernard ■

(1) Ce n'est pas totalement fini. Il reste encore des domaines où la loi n'est pas la même dans l'hexagone et en Corse.
(2) L'agriculture ne représente que 2 % du PIB, l'industrie 15 %.

Couverture : Drapeau corse : Les Corses sont sans doute le seul peuple occidental à avoir adopté comme drapeau une tête noire. Ce drapeau a été choisi par Pascal Paoli en 1755. Il existe différentes légendes autour du choix de la tête de Maure (Saint-Maurice ou esclave ?). Initialement, le bandeau était sur les yeux, représentant une victime qui va être décapitée. Le bandeau aurait été relevé sur le front pour montrer sa libération. Ce drapeau a été interdit par l'Etat français de 1769 à 1980.


Marie Clem's

Jean-François Bernardini, initiateur de l'Association pour une fondation de Corse et animateur de nombreuses actions et formations sur la non-violence.

En corse, quand vous voulez savoir où se trouve un lieu, on vous répond en montrant un point sur un poing



Corse, terre de non-violence

Contrairement à l'image véhiculée par les médias continentaux, la Corse présente une histoire éloignée de la violence. Mais l'Etat colonisateur peut-il se permettre de faire passer un autre message ? C'est en tout cas le but que s'est donné l'Association pour une fondation de Corse, qui œuvre pour une approche non-violente des conflits et pour redonner souffle à une identité corse.

POUR COMPRENDRE LA QUESTION DE LA violence en Corse, il faut retourner près de trois siècles en arrière. Jusqu'au 18e siècle, l'île change régulièrement de maîtres : Pise, Gènes, Aragon… En 1755, Gênes est affaibli et un gouvernement corse se met en place et proclame son indépendance, avec Pascal Paoli à sa tête. Ce gouvernement, très influencé par les Lumières (1), sera alors l'un des plus progressistes de l'époque : il est le premier au monde à donner le droit de vote aux femmes (2). Il met en place une université à Corte. A l'époque, Voltaire et Rousseau se disent sous le charme. En 1768, Gênes cède la Corse à la France et Louis XV envoie son armée pour mater les indépendantistes (3). L'île devient officiellement française en 1769. C'est le début d'une longue période coloniale.

RÉGIME COLONIAL

L'armée corse est évidemment dissoute. L'université est fermée et le restera pendant deux siècles (jusqu'en 1981 !). La langue corse est interdite. Les femmes perdent le droit de vote. Différentes mesures sont prises, au fil des ans, qui conduisent à une législation spécifique pour l'île. L'autonomie alimentaire est perdue après la mise en place, pendant 150 ans, d'un système de taxes qui favorise l'importation de nourriture, au détriment de l'exportation (4). Au milieu du 20e siècle, l'Etat français décide que la Corse doit devenir une zone touristique. C'esr le début de la bétonisation des côtes (5).

Des "concessions" sont faites aux notables corses pour les convaincre de coopérer. C'est notamment pour cela que leur sont confiés, en 1945, les établissements de jeux sur l'ensemble du territoire français, ce qui sera la porte ouverte à la gestion de l'argent sale et à la mise en place de réseaux mafieux.

Dans les années 1960, le gouvernement favorise l'arrivée d'une importante population rapatriée d'Algérie, qui va principalement bénéficier des terres de la plaine d'Aléria, sur la côte Est, anciens marécages qui viennent d'être drainés. Les pieds-noirs bénéficient de passe-droit… ce qui conduira à l'affaire d'Aléria (6), événement qui marque la naissance du Front de libération national de la Corse (FLNC), qui dénoncera avec raison la politique coloniale, mais pas forcément avec les bonnes méthodes.

Au fil du temps, le nationalisme corse se disperse dans l'échiquier politique, avec des groupes allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Aujourd'hui, les règlements de compte entre factions nationalistes et la présence d'une mafia très liée à la bétonisation touristique expliquent en partie le nombre de morts violentes dans l'île…

(1) Les Lumières sont un mouvement international de renouveau intellectuel qui, au 18e siècle, dénonce l'obscurantisme et l'arbitraire imposés par les religions et la noblesse. Il débouchera, en France, sur la Révolution française.

(2) Uniquement aux veuves et femmes célibataires de plus de 25 ans, les femmes mariées restant sous la coupe de leur mari.

(3) Il fallut 40 000 soldats pour venir à bout des Corses qui n'étaient que 160 000 à cette période.

(4) Une des conséquences : la région des Agriates, à l'ouest de Bastia, a été une zone de vergers pendant des siècles. C'est aujourd'hui une garrigue renommée "désert des Agriates".

(5) Un quart de siècle après la Côte d'Azur.

(6) Le 21 août 1975, des agriculteurs corses occupent une coopérative vinicole pour en dénoncer les pratiques de cheptelisation — en sucrant le vin, on en augmente le taux d'alcool. Certains portent leur fusil avec eux. L'Etat français y trouve prétexte pour organiser un blocus militaire. La situation dégénère et deux gendarmes sont abattus.



Remise des certificats de non-violence après une formation à l'école de Calenzana, janvier 2013

EU2013

Pour aller plus loin

- *La Corse invisible,* Jean-François Bernardini, Agfb, 2013
- *Non-violence day 2013,* Jean-François Bernardini, Agfb, 2013
- *Lettre à Madame Erignac,* Jean-François Bernardini, Albiana, 2003
- Corse, terre de non-violence ? *Alternatives non-violentes,* 3e trimestre 2013
- *Le Piège d'Aléria,* Edmond Siméoni, Jean-Claude Lattès, 1975

DE QUELLE VIOLENCE PARLE-T-ON ?

Jean-François Bernardini est l'un des fondateurs de l'Association pour une fondation de Corse. Chanteur du groupe très connu *I Muvrini* (7), il s'intéresse à la question de la non-violence depuis son adolescence. A l'époque, il avait lu un des premiers numéros de la revue *Alternatives non-violentes.* Enthousiasmé par les démarches de Gandhi, Martin Luther King et Lanza del Vasto, il s'intéresse de très près au potentiel de la non-violence comme mode de résolution des conflits.

Encore faut-il bien identifier ces conflits.

S'il y a entre 10 et 20 morts violentes par an dans l'île — ce qui, proportionnellement à la population, place la Corse en tête de ce type de violence (8) —, le point le plus étonnant est que 85 meurtres sont restés non élucidés entre 2004 et 2011, soit 18 fois plus que sur le continent. Qui a intérêt à ce que cette impunité perdure ? Selon Jean-François Bernardini, c'est une atteinte grave à la démocratie, un véritable scandale d'état jamais nommé et bien sur le terreau idéal pour consolider les logiques criminelles, qui sont aujourd'hui un fléau planétaire.

Il remarque aussi, à partir des statistiques officielles de la délinquance, que la Corse est la région française où il y a le moins de violence sur les enfants et les femmes, ainsi qu'en milieu scolaire. Et, pour les autres délits, la Corse est légèrement en dessous de la moyenne française.

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population corse vivent donc dans en paix, comme 99 % des Français. Jean-François Bernardini rappelle que pendant toute son enfance, il n'a jamais vu d'acte violent dans son environnement, jamais vu d'armes non plus, à part celles des chasseurs.

Il reste des crimes mafieux difficiles à combattre.

Il reste des actions militantes anticoloniales qui sont justes dans l'esprit mais qui pourraient être plus efficaces en choisissant de renoncer à la violence. Après une trêve annoncée le 8 juillet 2014 par le FLNC, Jean-François Bernardini a été interrogé dans *Corse-Matin.* Il y rappelle que la violence est le fruit d'une souffrance. Et qu'il ne s'agit pas seulement d'arrêter la violence mais bien d'arrêter la souffrance. Plutôt que s'en prendre aux personnes, il faut s'en prendre aux injustices et aux structures qui leur permettent de perdurer. La non-violence, outil du 21e siècle, mise sur la participation de tous. Elle une méthode, un "pouvoir" des sans-pouvoir.

LA NON-VIOLENCE POUR LUTTER CONTRE LES INJUSTICES

Jean-François Bernardini cite le livre *Géostratégie du crime (9) :* selon les auteurs, la criminalité s'installe là où la politique et la justice sont faibles. Il dénonce le maintien de mythes par des déclarations à l'emporte-pièce de nos ministres ou de membres de la justice. Récemment, un procureur de l'île a affirmé qu'il y avait autant d'armes en Corse qu'au Texas. Les chiffres officiels démontrent le contraire : on compte 97 armes pour 100 habitants au Texas, 47 en Suisse, 14,6 en moyenne pour l'Europe, 14,7 en Corse (en gros un fusil de chasse par famille). Le mensonge ne dérange personne. Il cadre avec le portrait robot des Corses et renforce chez eux une auto-image sérieusement ébranlée.

Jean-François Bernardini aime à rappeler que si la Corse a eu sa propre armée, contrairement aux îles voisines (Sardaigne, Sicile, Malte), celle-ci n'a jamais été que défensive.

En 2010, lors d'un de ses concerts, le chanteur d'*I Muvrini* lance l'idée d'une Fondation de Corse ouverte sur les grands défis du Monde, un projet collectif mené par des passionnés de solutions qui inventent, agissent, construisent des réponses et se relient à tous les acteurs engagés face aux défis planétaires. Cela rencontre un bon écho. Ce projet de Fondation UMANI est aujourd'hui en plein développement. Il cherche une voie nouvelle entre Fondation sous égide de la Fondation de France — pas forcément la meilleure solution

(7) I Muvrini a été lancé à la fin des années 1970 par Jean-François Bernardini et son frère Alain. Fils d'un poéte connu dans l'île, ils sont internationalement reconnus pour avoir relancé les polyphonies corses. Ils disposent aujourd'hui de leur propre studio d'enregistrement et de leur label de distribution. Ils ont reçu 8 Disques d'or et deux Victoires de la musique.

(8) Un peu au-dessus de la Seine-Saint-Denis, des Bouches-du-Rhône et de Paris.

(9) Jean-François Gayraud et François Thual, *Géostratégie du crime,* Odile Jacob, 2012



D. R.

Cercle de silence à Bastia, le 11 juillet 2014

— et un statut de Fondation d'utilité publique, qui nécessite, en France, un capital de 2 millions d'euros ! Une association et un Fonds de dotation afc UMANI agissent ensemble, structurent des programmes d'actions et simultanément collectent leur capital auprès de citoyens (adhérents, amis, donateurs), d'entreprises et de municipalités partenaires — sans argent public. Souveraine dans ses diagnostics et ses orientations, l'Afc UMANI a aujourd'hui le fonctionnement réel d'une Fondation dont la seule raison d'être est de construire des réponses et servir le bien commun.

Le 9 avril 2011, l'association lance son programme "Diventemu artigiani di a nò-viulenza - Devenons artisans de la non-violence" et achète pour 6000 € une page de publicité dans *Corse-Matin.* Le texte est dense mais il explique ce qu'est la non-violence, les formations et les aides proposées. Ce pari financier risqué s'avérera gagnant : cela lance beaucoup de débats dans l'île et beaucoup de demandes en retour, bien au-delà de ce qu'ils espéraient.

LA CORSE FAIT SA RÉVOLUTION NON-VIOLENTE

Des conférences sont organisées pour parler de non-violence, puis des formations spécifiques sont mises en place, visant en particulier le public scolaire. En quatre ans, 6200 personnes les ont suivies, ce qui place la Corse en tête des régions sur ce sujet. Depuis trois ans, une Université de la non-violence a fait venir de nombreux intervenants de la mouvance (10).

En octobre 2013, la commune de l'Ile-Rousse a lancé une rencontre de trois jours sur la non-violence. Mille enfants y ont participé. Ils en sont ressortis transformés. Ils ont redécouvert que jadis, dans chaque village, un "paceru" — un sage faiseur de paix — aidait à la résolution des conflits. Ils ont compris que l'on peut vivre un conflit sans violence. Ils ont pu débattre du dicton corse : "Mieux vaut mourir que tuer". Ils ont compris que la violence, dans un conflit, est une complication.

Jean-François Bernardini définit les événements d'Aléria de 1975 comme "un Larzac sans Lanza del Vasto" : la lutte des paysans était juste mais, comme bien souvent, la présence d'un seul fusil, a été une aubaine pour l'Etat. Celui-ci en a profité pour faire monter la tension, jusqu'au drame. Edmond Siméoni, médecin, à l'époque à la tête de l'action aux côtés des paysans, a ouvert aujourd'hui sur son blog un débat sur la non-violence dont il se dit partisan.

Le succès des formations sur la non-violence en mileu scolaire a reçu une juste reconnaissance : le 12 avril 2013, le recteur de l'académie de Corse a invité l'ensemble des responsables d'établissements scolaires à participer à l'action "Devenons des artisans de la non-violence". La mise en place d'un programme para-scolaire, à la rentrée 2014, a été l'occasion de proposer de nombreuses activités autour de la non-violence.

Le débat est remonté au niveau des élus et une commission a vu le jour… mais elle s'appelle "violence". Auditionné par cette commission, Jean-François Bernardini a gentiment "interpellé" les élus sur le choix du nom : "S'il s'agissait d'une commission sur l'économie, est-ce que vous l'appeleriez 'banqueroute' ?"

SAUVER LA LANGUE CORSE

Après deux siècles de domination coloniale, le corse n'est plus parlé que par une minorité d'habitants (11). C'est pourtant une richesse, non seulement pour la réappropriation de la culture de l'île, mais également pour les relations internationales. Jean-François Bernardini rappelle que les bilingues précoces ont plus de facilité pour apprendre d'autres langues : il en parle lui-même cinq !

Aujourd'hui, le corse est réutilisé dans certaines circonstances : émissions de télé (12), panneaux de circulation en deux langues, cours de langue dans certaines écoles… Toutefois, cela

■ **Association pour une fondation de Corse, Fundazione di Corsica,** BP55, 20416 Ville di Petrabugnu cedex, tél : 04 95 55 16 16, afc@afcumani.org, www.afcumani.org

(10) Alternatives non-violentes, Mouvement pour une alternative non-violente…

(11) Sur 300 000 habitants, 70 000 comprennent le corse, mais peu le parlent.

(12) Voir *Silence* n° 429, p.14.


D. R.

Relancer la filière de l'oignon du Cap Corse. Trop venté pour des cultures en hauteur comme les vergers, le Cap Corse avait développé une variété d'oignon : l'oignon de Siscu. Jusque dans les années 1950, il s'en récoltait 500 tonnes par an. Aujourd'hui, on en est à moins de 20 tonnes. Une demande d'Indication géographique protégée (IGP), label européen, a été présentée en 2000, cadrant le mode de production : culture en terrasses, repiquage et arrachage manuels, pas de produits de conservation. L'objectif est que l'île redevienne autonome pour la production d'oignons.
Association de défense et de promotion de l'oignon de Siscu, *Maire de Siscu, lieu-dit Monacaja, 20233 Siscu, tél. : 06 16 22 11 24, oignon.cap.corse@gmail.com*


Alice STELLA

Sauvegarde de la chèvre de race corse. Pierre et Sara Pellegri se sont installés dans un village rural de Castagniccia, au nord-est de l'île, pour devenir éleveurs de chèvres corses. Une "operata", initiative traditionnelle rurale et solidaire, a été organisée avec le village pour clôturer leur bergerie. L'Association pour une fondation de Corse a lancé une opération de parrainage : 287 chevrettes ont été ainsi adoptées.
Pierre et Sara Pellegri, *place de l'Eglise, 20270 Moïta, tél. : 06 16 29 27 96*


D. R.

Renaissance de la châtaigneraie remarquable de Pianellu. A près de 1000 m d'altitude, les châtaigniers multicentenaires de Pianellu étaient à l'abandon depuis un demi-siècle. L'Association pour une fondation de Corse a financé un élagage pour restaurer la plantation (plus de 600 parrainages), et une pépinière a vu le jour avec l'installation d'un jeune castanéilculteur (cultivateur de châtaigniers).
Fanfan Manenti, *propriétaire de parcelle de châtaigneraie, personne ressource au village, tél. : 06 03 22 85 74 -* ***Emanuele Barbieri,*** *castanéiculteur, tél. : 06 71 88 52 63*

n'inverse pas la tendance, car c'est une société toute entière qui vous apprend une langue, et pas seulement un cours "facultatif".

Intervenant dans un lycée, Jean-François Bernardini demande devant une assistance de 120 élèves de 14 à 19 ans, venus dans le cadre d'une formation sur la non-violence, combien d'entre eux parlent une autre langue que le français : dans la salle, il y autant de mains qui se lèvent pour la langue arabe que pour le portugais ou le corse ; sept ou huit à chaque fois. Merveilleuse diversité. Tous les autres ne parlent que le français. Et pourtant , à la question posée plus tard de traduire une simple phrase de 6 mots en langue corse, *« hè megliu à more ch'è tumbà »,* plus un seul doigt ne se lèvera ! Le linguicide programmé est-il bien là ?

RELOCALISER L'ÉCONOMIE

La non-violence lutte contre la résignation, contre la dépolitisation, pour des démarches collectives plutôt qu'individuelles… Jean-François Bernardini, qui a le sens de la formule, affirme qu'au niveau économique, "nous risquons de mourir de soif à côté d'une fontaine."

L'Association pour une fondation de Corse, dans son programme *Terranea* a donc aussi développé un pôle "environnement" qui encourage des jeunes à miser sur les potentialités locales au service de l'autosuffisance alimentaire, pour y créer leur emploi. L'association a déjà permis l'installation de bergers caprins, la remise en état de châtaigneraies, et la remise en production d'une exploitation d'oignons de Siscu dans le Cap Corse (au nord de l'île).

De même que la musique permet d'avancer les bras ouverts, Jean-François Bernardini pense que la non-violence est un moyen d'ouvrir les bras. L'Afc-Unmani a donc aussi des actions d'aides internationales : soutien au peuple Sarayaku en Amazonie, lutte contre le travail-esclave au Brésil, initiation à la non-violence dans le milieu du foot (avec l'AS Saint-Etienne)…

Les sympathisants se multiplient : sur l'île, mais aussi beaucoup dans le milieu de la non-violence et parmi le public du groupe *I Muvrini.* Plus de 3000 citoyens assurent une pérennité fragile mais obstinée et le capital cumulé dépasse 400 000 € (13).

Jean-François Bernardini a été enchanté par la publication, à l'automne 2013, d'un numéro d'*Alternatives non-violentes* sur la non-violence en Corse, un regard "tiers" et il estime très positive la production d'une revue comme *Silence*, qui s'intéresse aux alternatives, aux réalisations saines de la Corse, loin des clichés.

M. B. ■

(13) L'association fonctionne avec une salariée et un conseil d'administration, où les femmes sont très majoritaires (dix femmes pour deux hommes). Il y a le même décalage au niveau des formateurs à la non-violence : douze femmes pour un homme.



Marie Clem's

Abigail Caudron, sa fille
et Frédérique Ceccaldi

Manger local, bio et de saison, c'est souhaitable et c'est possible

L'Association balanine d'agroécologie a entamé un processus de relocalisation de l'alimentation, notamment par le lancement d'un marché de producteurs à Lumio en juillet 2011. Une dynamique qui encourage l'installation en agriculture biologique.

POUR UN CORSE, IL EST DE PLUS EN PLUS fréquent de prendre sa voiture pour aller se fournir dans une grande surface où sont vendus des produits importés. Pourtant, sur l'île, de nombreuses surfaces agricoles de qualité sont disponibles, et un mouvement s'est engagé pour relocaliser l'économie alimentaire, notamment dans la région de Balagne, au nord-ouest de la Corse, autour de Calvi et l'Ile Rousse.

PASSER DU DISCOURS À LA PRATIQUE

Fabien travaille depuis dix ans sur les questions d'agroécologie, de permaculture et de jardinage écologique. Nous l'avons déjà rencontré lors d'un reportage en Seine-Saint-Denis, où il animait le jardin partagé de l'association "Le sens de l'humus", dans les murs à pêches de Montreuil (1). Ayant grandi en Corse, il souhaitait alors revenir sur l'île, ce qu'il a fait en 2010. Il a alors entamé des discussions lors de soirées avec des personnes sensibilisées à l'agroécologie et à la permaculture.

Le point central du débat porte sur l'abandon des terres agricoles de la région de Balagne et sur la possibilité de relancer une agriculture paysanne de proximité. Parmi ceux qui participent aux réunions, on distingue Roberto et Valérie, qui souhaitent s'installer en maraîchage bio, Abigail, arrivée pour la première fois douze ans plus tôt pour des stages scientifiques de biologie, Sibylle, qui a un projet d'arboriculture, Manette, qui a suivi une formation de vigneron et à un projet de maraîchage, Stan, ingénieur en mécanique qui se lance dans la distillation avec des appareils construits par lui-même, Frédérique, technicienne à la chambre d'agriculture… Tout le monde est tenté par les discours de Pierre Rabhi, le mouvement Colibri, la décroissance… et veut passer à la pratique.

Après un an de discussions, il est décidé de se structurer en association pour lancer une première action concrète : créer un marché de producteurs pour favoriser la consommation locale.

UN MARCHÉ QUI PREND DE L'AMPLEUR

Les marchés ne sont pas très courants en Corse. Il existe quelques marchés couverts, comme à l'Ile Rousse où les producteurs sont minoritaires. Celui de Calvi est resté pendant des années très peu utilisé. Jadis, les *tragulini*, marchands ambulants, passaient dans les villages. Ils ont presque totalement disparu avec le développement de la voiture.

■ **Una Lenza da Annacqua, Association balanine d'agroécologie,** 14, avenue de la Place de l'Eglise, 20260 Lumiu, tél : 06 48 94 29 78, unalenza@gmail.com

(1) Voir *Silence* n° 359.



D.R.



Grégory Lombard

La commune de Lumio (1300 habitants, village perché à l'est de la plaine) a accueilli le projet. Un appel est lancé pour y attirer des producteurs locaux. Le premier marché, en juillet 2011, réunit neuf stands. Le processus est enclenché : cela intéresse aussi bien les producteurs que les consommateurs. Dès le mois d'août, ce sont déjà une quinzaine de producteurs et d'artisans qui viennent chaque semaine, et les clients sont au rendez-vous. Après la saison touristique, il est décidé de prolonger jusqu'en octobre, puis succès aidant, jusqu'à Noël. Certains décident alors de poursuivre tout l'hiver… depuis il se tient tout au long de l'année, toutes les semaines.

Il y a aujourd'hui plus d'une trentaine d'adhérents, mais tous ne viennent pas à chaque occasion. Le jour de notre passage, on comptait 18 stands. Au fil du temps, la diversification s'est affirmée : deux maraîchers se sont installés à proximité, et des apiculteurs, éleveurs et pêcheurs se sont joints à l'initiative, de même que des artisans qui transforment des produits alimentaires locaux (biscuits, confiture…). Il y a eu beaucoup de demandes de la part d'artisans d'art ; pour éviter de tomber dans une démarche éloignée de l'agriculture, cela a été limité à des produits en lien avec l'alimentation (poterie, paniers…). L'évolution engagée est de permettre une meilleure autonomie alimentaire.

La dynamique est lancée, et plusieurs autres marchés se lancent, avec plus ou moins de succès, dans plusieurs villes et villages de la région. 3 ou 4 d'entre eux semblent désormais s'installer durablement dans le paysage balanin.

RECONQUÊTE DES TERRES AGRICOLES

Cette démarche coïncide avec un certain regain d'installations agricoles. D'une part, la région n'est pas très développée en matière de production écologique, mais de plus il y a une histoire spéciale liée à la terre en Corse. Pour des raisons "coloniales", pendant près de deux siècles, une disposition spéciale a entraîné des situations d'indivision insurmontables et l'abandon des terres (2).

Pour contourner cet imbroglio, il est possible de créer sur l'île des associations foncières de propriétaires (AFP), qui permettent, sous contrôle de la préfecture, d'utiliser des terrains même sans en connaître précisément tous les propriétaires. Quatorze AFP ont déjà vu le jour en Corse, dont deux en Balagne, dans les communes de Pigna et Lama. Cela permet à un jeune qui veut s'installer d'avoir un seul interlocuteur.

Grâce à cette disposition, on a observé ces dernières années un frémissement dans le domaine agricole, d'autant plus marqué en Balagne que cette région, hors du tourisme, est en hausse démographique, avec de nouveau un lent déplacement des habitants de la côte vers les villages en hauteur qui désormais regagnent de la population.

Après avoir lancé le marché, la deuxième action de l'association a été de mettre en place différentes initiatives pour favoriser l'installation de personnes ayant une démarche locale, si possible bio, ou *a minima* respectueuse de l'environnement.

UN RÉSEAU D'ENTRAIDE

Cela passe notamment par des réunions, des aides administratives et, ce qui crée du lien, par des chantiers participatifs. Ces derniers peuvent réunir jusqu'à 35 personnes en un week-end : gaulage des amandiers, montage d'une clôture anti-lapins… Les participants sont autant des producteurs que des "mangeurs". En échange, les bénéficiaires assurent le pique-nique.

(2) L'arrêté Miot a levé, pendant deux siècles, les droits de succession sur les terres et évité ainsi de payer des taxes. Il n'a été supprimé qu'en 2014. Cela devrait avoir deux conséquences : favoriser l'acquisition de terres agricoles… mais aussi nourrir les désirs des promoteurs.

(3) Primusole, Immeuble Gineparo, 20220 L'Ile-Rousse, tél : 04 95 47 12 61. Les cinq autres points énergie de la Corse se trouvent sur internet : www.infoenergie-corse.com

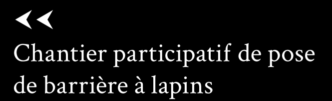
(4) Les AMAP en Corse :

• Jean-Marie et Valérie Brunini, chemin de Fornello, 20230 Santa-Lucia-di-Moriani, tél : 04 95 38 44 78 ou 06 28 69 94 23.

• AMAP Porto-Vecchio, amapovo@orange.fr

(5) Réseau rural corse, Fabien Arrighi, CPIE, tél : 04 95 54 09 86, farrighi@cpie-centrecorse.fr

Marché de Lumio



Chantier participatif de pose de barrière à lapins

Marché de Lumio



Joli Jardin de Julie

La présence de Frédérique, technicienne oléicole à la Chambre d'agriculture, crée un lien entre des porteurs de projets agricoles de petites tailles et l'institution que représente la Chambre d'agriculture.

Fabien, référent local pour l'association de permaculture *Brin de paille*, travaille aussi en lien avec l'université de Corse, où désormais les notions de permaculture ne sont plus inconnues.

DIVERSIFICATION

La présence des producteurs bio dans l'ensemble des activités, sans exigence de labels pour être présents sur le marché, a favorisé le débat entre les différents types de producteurs.

L'association souligne également l'importance d'avoir un modèle économique cohérent sur le plan social. Ainsi, sollicités pour organiser des banquets lors d'événements, ils se sont posé la question de la juste rémunération : on ne peut pas seulement les inviter pour "présenter" leurs aliments, il faut aussi intégrer le coût du travail de restauration.

Ils ont aussi mis en place, avec les producteurs, la vente de paniers garnis de produits qui se conservent, vendus pendant les fêtes de fin d'année (entre 20 et 50 par action). En partenariat, le point info énergie de l'Ile-Rousse (3) organise des jeux d'économie d'énergie en offrant de tels paniers.

Quelques AMAP existent sur l'île (4), et la solution du marché, moins contraignante, est complémentaire. Ils travaillent actuellement sur un système de livraison de produits avec commande par internet.

L'association a adhéré au Réseau rural corse (5), lieu d'échange sur les expérimentations, et interlocuteur de différentes institutions pour débattre des améliorations de législation, d'aides financières, etc. Cela a permis aux membres de

37 producteurs à ce jour

Maraîchers

• Emmanuelle et Paul Fondacci : *maraîchage certifié bio et huile d'olive appellation d'origine protégée (AOP) et certifiée bio,* E Lenze e L'Aliva Balanina, *Santa Reparata*
• Didier Tchakmak : *maraîchage certifié bio, Belgodère*
• Julie Gouin : *maraîchage certifié bio,* Le Joli Jardin de Julie, *Pigna*
• Patrick Perrin : *maraîchage non traité, Montegrossu*
• Virginie Da Luz : *maraîchage et verger certifiés bio,* Ortu di l'Oru, *Suare*
• Emmanuelle "Manette" Taberlet : *maraîchage certifié bio,* A Zucca Bella, *Belgodère*

Arboriculteurs

• Jean-François Leoni : *agrumes non traités, Aregno*

Oléiculteurs

• Julien Fauconnier : *huile d'olive AOP et certifiée bio, Speloncato*
• Thierry Cervoni : *huile d'olive AOP, Muro*
• Daniel Cartayrade : *huile d'olive AOP,* A Sabina di Zilia, *Zilia*

Vignerons

• Marjorie et Richard Spurr : *vin non certifié mais pratiques respectueuses,* l'Enclos des Anges, *Calvi.*

Apiculteurs

• Thierry Bras : *miel appellation d'origine contrôlée (AOC) et produits dérivés,* l'Umbrone, *Lumio*
• Pierre-Henri Carboni : *miel AOC et certifié bio, produits dérivés, Calenzana*
• Camille Comte : *miel AOC, Belgodère*
• Estelle, François et Jean-Claude Gras : *miel AOC et produits dérivés,* A Matricula, *Santa Reparata*

Eleveurs

• Gilles Loubat et Marie-France Battestini : *producteurs de charcuterie fermière et adhérents à l'AOC,* Charcuterie di Petra
• Régine Heitzler : *fromage de brebis fermier mention* Casgiu Casanu, *Muro*
• Jean-Pierre Aurenty : *fromage de chèvre fermier mention* Casgiu Casanu, *Novella*
• Ilda et Cosima Penciolelli : *fromage de brebis fermier mention* Casgiu Casanu, *GAEC a Pasturella, Corte (hors Balagne, exception pour favoriser la diversité de l'offre)*
• Paul Luciani : *fromage mixte chèvre-brebis fermier mention* Casgiu Casanu, *à Venaco (hors Balagne)*
• Fortuné Savelli : *fromage de chèvre mention* Casgiu Casanu, *Belgodère*

Distillation d'huiles essentielles

• Julien Fauconnier et Stan Leclercq : *huiles essentielles certifiées bio, distillation de qualité et faibles volumes, Speloncato*

Patrons-pêcheurs

• Mathieu Taillefer : *pêche locale du jour, Lumio*
• Jérôme et Céline Poggi : *pêche locale du jour, Galeria*

Artisans alimentaires

• Véronique Bergot : *croquants et pâte d'amande, nombreux ingrédients locaux et bio, Croc'Han, Corbara*
• Cécile Françon : *tisanes et macérations de plantes aromatiques et cosmétiques, attentive au choix des ingrédients, principalement en cueillette sauvage, Calvi*
• Pascale Maestracci Fourmy : *biscuits salés, cucciole,* Saliti di Corsica, *Montegrossu*
• Pierre Vincensini : *biscuits, confitures, pâtisseries, tartes salées,* Les biscuits de Babbò, *l'Ile-Rousse*
• Axelle Claveau : *artisan confiseur, nombreux ingrédients locaux,* Axou Confiseries, *Lumio*
• Marie-Ange Castellani : *confitures, caviars & sauces, sels aux herbes, l'Ile-Rousse*
• Ninon Catto : *fabrication de pain au levain et farine certifiée bio moulue sur meule de pierre, Belgodère*
• Nathalie Liccia : *confitures, pâtisserie corse, bastelles, pissaladière,* La Boîte à Gâteaux, *Calenzana*

Plants

• Stéphane Catella : *plants potagers, fleurs, plantes endémiques corses, Reginu*

Artisans d'art en lien avec l'alimentation

• Virginie Bareille : *poterie charte* Strada di l'Artigiani, *Atelier Kinaï, Cateri*
• Carole Fanet : *poterie charte* Strada di l'Artigiani, *Caruli , Aregnu*
• Annick Rony : *vannerie charte* Strada di l'Artigiani, *Vannerie de tradition corse, Calenzana*
• Virginie Torelli : *artisan verrier charte* Strada di l'Artigiani, *Atraverre, Calvi*



Buffet de produits locaux organisé par Una Lenza da Annacqua

D. R.

connaître d'autres initiatives, de savoir ce qui marche ou pas. Un débat s'y tient notamment sur les questions de mobilité, sur le maintien des personnes âgées à domicile…

Pendant les deux premières années, l'association n'a reposé que sur le bénévolat. Désormais, Abigail est salariée, grâce à un contrat aidé financé par le Conseil général. L'association bénéficie aussi d'autres financements pour ses nombreux déplacements (6).

Avec la réforme des activités périscolaires, l'association a répondu aux demandes des mairies en proposant deux modules différents : l'un sur le jardinage, l'autre sur le mieux-vivre ensemble et la communication non-violente (7). Sur 36 communes, une dizaine ont répondu favorablement et l'animation a commencé à l'automne 2014. L'association ne sert que d'intermédiaire, les salaires étant versés par l'Etat directement aux animateurs.

PARLER À TOUT LE MONDE

En ne mettant pas leurs idées sur un piedestal, en ne limitant pas la démarche seulement aux bios, en s'adressant le plus possible à tout le monde, en essayant d'être plus pragmatique que théorique, le petit groupe de départ a su s'élargir, même si le fonctionnement démocratique de l'association reste à améliorer : le choix d'un conseil d'administration au fonctionnement collégial, œuvrant largement au consensus et utilisant les méthodes de communication non violente, aurait nécessité un gros travail de formation et d'inclusion des adhérents, que l'énergie nécessaire à l'animation du marché a pour l'instant mis au second plan. Du coup, certains adhérents ont du mal à comprendre et à s'impliquer dans le fonctionnement de l'association. Pour remédier à cela, l'association envisage désormais d'élargir son conseil d'administration à un collège de "mangeurs" et un collège de producteurs, et de mettre en place une discussion permanente sur tous les sujets liés à son fonctionnement, utilisant notamment les outils internet.

M. B. ■

(6) En Corse, du fait des reliefs, on ne se déplace pas vite : lors de notre tournée en voiture, nous avons roulé à 35 km/h en moyenne.

(7) En lien avec l'Association pour une fondation de Corse, voir p. 5.

Quelques limites possibles à la bio

Radioactivité. Julien Fauconnier est le fils du Dr Fauconnier, qui a alerté dès les années 1990 sur les retombées en Corse du nuage radioactif de Tchernobyl. La polémique est toujours en cours sur les conséquences sur la santé (hausse des maladies de la thyroïde) et on peut s'interroger sur la pollution actuelle des sols. En Balagne, à l'ouest des montagnes, les retombées radioactives ont été plus faibles que dans l'est de la Corse. Des mesures réalisées notamment par la coopérative Alimea (voir reportage pages suivantes) montrent un faible niveau de contamination dans les produits cultivés. Il y a plus de précautions à prendre pour certains produits sauvages (champignons, sangliers…).

Déchets. Pendant des années, la déprise des terres agricoles a permis à des entreprises peu scrupuleuses de se débarrasser à bas prix de différents déchets. Ces dépôts étant clandestins, il y a toujours un risque de pollution des sols pour ceux qui s'installent aujourd'hui sur des terres dont l'historique n'est pas connu.

Pollution aérienne. Pour lutter contre le risque d'incendie en période de sécheresse, les autorités ont été souvent amenées à pulvériser des "retardateurs de flammes" par avion. Bio ou pas bio, tout le monde peut en prendre sur ses cultures. Avec la multiplication des moustiques tigres venues du sud, qui peuvent être porteuses de maladies, les agriculteurs bio craignent des insecticides soient à leur tour répandus par avion et qui pourraient nuire aux abeilles.



D. R.

Récole des agrumes avec Renaud Dumont

Les pomélos poussent dans la plaine



Après la guerre, les plaines marécageuses de l'est de la Corse ont été drainées et de nombreuses exploitations agricoles ont vu le jour, en particulier avec l'arrivée des pieds-noirs d'Algérie dans les années 1960. Certains d'entre eux ont fait le choix de l'agriculture biologique, avec succès.

EN 1986, QUELQUES AGRICULTEURS BIOLOgiques, adhérents à *Nature & Progrès* (1), décident de travailler ensemble pour la commercialisation de leurs productions. A sept producteurs, le minimum légal pour demander le statut coopératif, ils créent *Aliméa*, d'après le mot qui signifie "cédrat" en corse (2). Les premiers coopérants produisent des noisettes, des clémentines, du miel, des légumes… Avec l'apparition du label bio de l'Union européenne en 1992, *Nature & Progrès Corse* connaît une baisse de régime, et la coopérative adopte le cahier des charges européen.

Progressivement, le nombre de producteurs augmente pour atteindre 33 aujourd'hui. Il s'agit de petits producteurs : leurs terres additionnées ne couvrent que 113 ha (3). La première production est aujourd'hui le pomélo, qui n'est cultivé en Corse que depuis les années 1990. Ce fruit, proche du pamplemousse, occupe aujourd'hui une part prépondérante. La coopérative en commercialise 800 tonnes par an. En poids, viennent ensuite les clémentines (400 t). Sur les conseils de l'Institut national de recherche agricole (INRA), diverses variétés ont été introduites, mais pas toujours avec succès (ce qui marche avec des traitements chimiques ne marche pas forcément en bio). Ensuite, il y a les oranges (50 t) dont les ventes baissent à cause d'un coût de production ne permettant pas des marges viables (4), les noisettes (30 t) puis, en plus petites quantités, les citrons, citrons verts, avocats, kumquats (agrume moins connu originaire d'Asie), kiwis, cédrats, et amandes. Les produits sont triés, emballés et expédiés le plus rapidement possible pour la consommation. Ils ne sont pas traités pour la conservation.

POLLUTIONS POSSIBLES

Pour assainir les marais, la Corse a bénéficié de l'aide des Etats-Unis, qui n'y sont pas allés de main morte : tout a été démoustiqué au DDT dans les années 1950. Même si ce produit est interdit depuis maintenant plus de 40 ans, on en trouve encore des traces dans les analyses du sol, mais pratiquement pas, heureusement, dans les fruits.

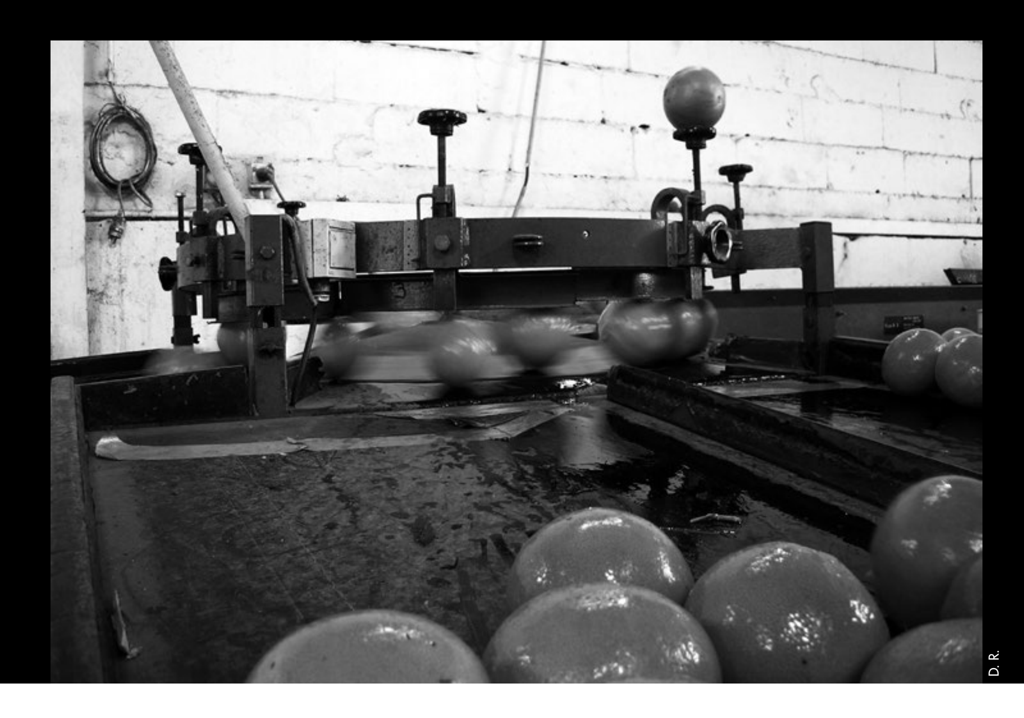
Après Tchernobyl, *Aliméa* a su que le nuage radioactif avait touché surtout l'est de l'île, où se trouve l'association. Des analyses et un suivi ont été réalisés pendant plusieurs années par la CRII-Rad (5). Cela a conduit au refus de vendre des noisettes durant l'hiver 1986-1987, la présence de radioéléments étant trop

(1) Nature & Progrès vient de fêter ses 50 ans. Nature et Progrès, 13, boulevard Louis-Blanc, 30100 Alès, tél : 04 66 91 21 94, http://www.natureetprogres.org

(2) Le cédrat est la plus vielle espèce d'agrume cultivée en Méditerranée (arrivée par la route de la soie pendant l'antiquité). Il ressemble à un énorme citron grumeleux.

(3) On reste loin de la surface d'un seul céréalier de la région parisienne.

(4) Concurrencées par les produits espagnols et marocains.



Calibreuse manuelle d'agrumes

D. R.

Le logo de la coopérative

D. R.

importante. Mais par la suite, les analyses sont devenues plutôt rassurantes. Même s'il existe encore quelques taches de radioactivité dans l'île aujourd'hui, les analyses donnent des mesures largement en-dessous des normes, au niveau de la production.

Le réchauffement climatique modifie la présence des insectes. La lutte biologique s'est développée au sein des vergers bio (6). On craint que, pour faire face à une invasion, les autorités n'ordonnent un traitement généralisé comme cela s'est produit sur le continent (7).

DES NORMES CONTRAIGNANTES

Le transport des fruits est réglementé par de nombreuses normes qui en restreignent la vente : ils doivent atteindre des calibres donnés, ne pas avoir trop de défauts… Ceci conduit à un taux de rejet important. Il existait une certaine tolérance pour les produits biologiques, mais la filière grossiste et magasins, qui fait face aux contrôles de la DDCSPP (ex-Répression des fraudes) impose actuellement toujours plus d'homogénéité.

Il y aussi un problème avec les clémentines précoces dont les quartiers sont mûrs alors que la peau reste partiellement verte : les consommateurs pensent qu'elles doivent être orange brillant pour être mûres, idée renforcée par les producteurs chimiques, qui traitent avant récolte avec des produits de déverdissage pour obtenir la couleur désirée. Or, le réchauffement climatique est sensible ces dernières années en Corse : les agrumes mûrissent plus vite à l'intérieur, et il est donc de plus en plus fréquent que les clémentines, même mûres, gardent une peau verte.

Les fruits hors normes sont consommés localement. Il y a une réflexion en cours pour développer cette vente locale (paniers, marchés…).

Le transport est lui aussi soumis à des normes : avec la multiplication des emballages et la réduction de la taille des cagettes (6 kg au lieu de 10 kg), les capacités de chargement des camions ont baissé de 5 % par palette. Cela augmente à la fois le prix des fruits et le volume des déchets.

Les débouchés sont assurés par des grossistes en bio.



RECHERCHE D'UNE JUSTE RÉMUNÉRATION

Deux salariées assurent le suivi des commandes et la distribution des produits auprès de quelques magasins sur l'île, mais le plus gros est expédié vers le continent.

Contrairement aux coopératives classiques, le prix d'achat aux producteurs n'est pas convenu d'avance ni soumis à une variation selon la date de production (les primeurs étant payés plus chers) et selon la quantité. Ici, la coopérative

(5) CRII-Rad, 29, cours Manuel-de-Falla, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50, www.criirad.org

(6) Utilisation d'hormones d'un sexe pour piéger les insectes de l'autre sexe dans de la glue par exemple.

(7) Voir, par exemple, le procès du viticulteur Emmanuel Giboulot (*Silence* n° 422).


Marie Clem's

Brigitte Etcheber, l'une des deux salariées

assure l'ensemble des opérations liées à la commercialisation, paie l'ensemble des frais, puis ce qui reste est réparti en fonction des quantités, à égalité entre les producteurs, petits ou gros. Des acomptes sont versés au fur et à mesure de la commercialisation, et le reste, une fois les comptes clos.

Comme les récoltes varient d'une année sur l'autre en fonction des aléas climatiques, cette méthode assure une certaine solidarité entre producteurs. Globalement, cela reste modeste : beaucoup d'entre eux ne gardent même pas un SMIC quand leurs ouvriers agricoles sont payés.

Ces derniers, saisonniers, ont longtemps été des immigrés venus du Maghreb et vivant localement. Au début des années 2000, une nouvelle vague est arrivée d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, de plus en plus de demandes viennent des villes corses, crise économique oblige.

RELOCALISATION ?

En septembre, lors de notre passage dans un magasin bio, nous avons trouvé des citrons bio d'Argentine. Si la Corse produit des citrons, les variétés sont saisonnières et ne peuvent assurer la totalité des besoins sur l'année. Il existe des variétés qui produisent toute l'année… mais le climat corse, bien que doux, n'est pas encore assez chaud pour les cultiver.

Pour les autres fruits, ce sont les consommateurs qui poussent à leur commercialisation tout au long de l'année. Cela ne pose pas de problème pour les fruits secs, mais il est évidemment impossible de produire toute l'année des fruits frais.

La volonté de l'Etat de développer encore et toujours le tourisme contribue à augmenter ce déséquilibre entre production et consommation.

Ceci explique que l'essentiel de la production saisonnière d'*Aliméa* est destinée à l'exportation en dehors de l'île.

Dans un secteur économiquement fragile, *Aliméa* essaie de maintenir un fonctionnement coopératif le plus solidaire possible. Solidarité qui peut permettre d'innover et de trouver des solutions.

M. B. ■


D. R.

Récolte des clémentines

■ **Coopérative Alimea,**
Bravone, 20230 Linguizzetta,
tél : 04 95 38 88 74,
www.alimea.fr

➤ Alain Barrinet de l'association Vélocita

➤➤ Laurence de Lolikraton


Marie Clem's


Romain Saada

Un vivier d'alternatives à Ajaccio

A Ajaccio, le "bâtiment de la petite vitesse" est partiellement occupé par la coopérative d'activités alternatives SCOPA, un collectif associatif non hiérarchisé où se retrouvent artistes, artisans et militants.

Le long du port d'Ajaccio, deux grands axes de circulation (1) encadrent la voie ferrée. Près de la gare, un bâtiment bien visible présente un aspect curieux. Devant se trouve un bateau d'une dizaine de mètres de long, aux couleurs bariolées, sur lequel Simon Berner achève la restauration de cette embarcation. Simon, britannique, travaille depuis de nombreuses années dans le port. Il a repéré des bateaux à l'abandon et a négocié pour en récupérer deux. Le premier, coupé en deux, sert de scène de théâtre sur les flancs du bâtiment. Le deuxième, restauré, est destiné à un projet de promenades en mer pour des enfants corses qui n'ont jamais eu l'occasion de monter sur un bateau. Cette opération doit se concrétiser au printemps 2015.

Mise en selle

Alain Barrinet est impliqué dans l'Altertour (2) pratiquement depuis ses débuts. Cet enseignant est passionné par le potentiel des vélos comme mode de déplacement. Avec un ami qui travaille à l'Ademe (3), ils ont mis en place l'association *Vélocita* qui milite pour l'aménagement d'une première piste cyclable dans la commune.

Lorsque, en 2009, la ville lance un appel d'offres pour mettre en place un système de vélos en libre-service, l'association fait une contre-proposition : au lieu d'un dispositif qui profitera surtout aux touristes, elle propose de mettre en place un prêt de vélos aux Ajacciens. Cela coupe l'herbe sous le pied des publicitaires, qui négocient le plus souvent la gestion des vélos contre l'implantation de panneaux de propagande productiviste.

Vélocita a récupéré rapidement une trentaine de vélos qui ont été restaurés. Ils sont prêtés contre une adhésion annuelle de 5 euros puis une participation mensuelle de 3 euros. Il n'y a ni vente ni location, seulement une "mise en selle". Il s'agit d'apprendre aux gens à apprécier le vélo, à l'entretenir, puis à trouver chacun le sien.

Un entrepôt qui fait le bonheur de beaucoup de gens

Vélocita a besoin de place pour stocker et entretenir les vélos. Simon Berner a besoin de place pour restaurer ses bateaux.

La compagnie de chemin de fer met en location un bâtiment inutilisé à proximité de la gare (4). En 2009, Alain, Simon et Esther s'associent pour en louer un quart (5). Le loyer est assez modeste au vu du volume (800 euros par mois). Des travaux d'aménagement sont réalisés : pose d'un plancher pour créer un étage,

(1) Le cours Napoléon et le boulevard Bonaparte, qui prolonge le quai Napoléon… Vous êtes dans la ville natale de…

(2) Chaque année, l'Altertour organise une randonnée cycliste reliant des lieux alternatifs. Voir le programme dans les numéros de juin de *Silence*.

(3) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (établissement public)

(4) Ce grand hangar dit "de la petite vitesse" devait servir à l'entretien du matériel ferroviaire, mais n'est jamais entré en fonction du fait du ralentissement de l'usage du train sur l'île.

(5) Le reste du bâtiment est actuellement occupé par une école de cirque, un mur d'escalade Corsica-Roc et par la compagnie Points de suspension, créatrice de spectacles et animatrice dans le milieu scolaire. L'ensemble est géré par l'association de la Petite vitesse, seul interlocuteur pour le bailleur, qui mutualise les abonnements à l'eau, à l'électricité et à un service de reprographie.





D.R.

Marie Clem's

Cécile Eliche de Franfreluche et tout le tralala

Simon Berner qui répare des bateaux pour des usages solidaires

escaliers, cloisonnement, étagères… 15 000 euros sont investis, surtout payés par les fondateurs. En 2010, ils décident de créer l'association *Scopa* pour animer le lieu. Elle se définit ainsi :

- stimuler l'imagination et faire émerger les pratiques alternatives ;
- promouvoir des pratiques respectueuses de l'humain et de la nature ;
- favoriser et organiser, dans un esprit de convivialité et de solidarité, l'entraide et l'échange ;
- expérimenter une organisation non hiérarchisée.

Scopa est un jeu de mot : c'est à la fois le nom d'un jeu de cartes, d'une plante et l'acronyme possible de Société coopérative de production associative, artisanale, artistique…

Très vite, l'espace disponible attire du monde.

OPERAE

L'association *Operae* est la première à rejoindre Scopa. Elle a pour objet d'aider le monde du travail à penser le travail et les mutations qui le transforment. Pour cela, l'association conçoit et développe des projets artistiques et d'études qui donnent la parole aux personnes concernées.

Elle fait le lien entre l'entreprise et un intervenant artistique (metteur en scène, écrivain, cinéaste, photographe...). Le processus de création artistique, conjointement mûri entre les travailleurs et l'artiste, permet de décaler le regard et de s'interroger sur les représentations du travail.

L'association travaille notamment avec Pôle emploi.

Dans le cadre de Scopa, elle a mis en scène *Quand dois-je partir ?,* une pièce de théâtre qui se déroulait dans le bâtiment, avec une trentaine d'acteurs amateurs membres de l'association Scopa et le public qui se déplaçait de pièces en pièces. Cela reste un moment fort pour le lieu car cette initiative a lancé l'une des rares démarches collectives impliquant l'ensemble des utilisateurs du lieu.

Une affiche d'Operae

CORSICA DOC

Corsica Doc, festival international annuel du film documentaire, existe depuis 2006. Chaque année, en novembre, une quarantaine de films sont présentés, accompagnés de plusieurs prix, d'expositions photographiques…

ART PRIMITIF

Jean-Claude Joulian dispose d'une pièce pour y mener ses recherches artistiques. Il est arrivé en 2011. Il travaille essentiellement à partir de bois de récupération (bois de chantier, bois flotté…) qu'il décore à la manière des aborigènes et des peuples premiers. Au moment de notre passage, il finissait la mise au point d'un petit théâtre portatif inspiré d'un *kamishibaï*, modèle utilisé par les moines japonais. Réalisé en noyer récupéré, il est destiné à être utilisé par sa compagne, qui travaille avec des enfants handicapés. Après avoir ouvert le *kamishibaï*, on raconte une histoire en faisant passer derrière le décor des feuilles dessinées.


Michel Bernard

➤ Le hangar hébergant la SCOPA

➤➤ Jean-Claude Joulian, artiste en art primitif

➤➤➤ L'intérieur du hangar, l'étage en matériaux de récupération

LOLIKRATON

Depuis 2011, Laurence a installé son atelier de confection de meubles et objets en carton à Scopa. Ancienne disquaire, elle s'est reconvertie dans cette activité après avoir été formée par Eric Guiomar, de la compagnie Bleuzen (6). Elle réalise des meubles à la demande et anime des stages de formation pour ceux qui veulent se lancer à leur tour dans cette activité.

Pour compléter ses revenus, elle développe par ailleurs une activité de maroquinerie.

FANFRELUCHE ET TOUT LE TRALALA

Cécile Eliche, costumière et confectionneuse de marionnettes, est arrivée dès le début du projet. Elle a un statut d'intermittente du spectacle et ne manque pas de travail : elle est l'une des seules à exercer ce métier sur l'île, et travaille donc avec la plupart des compagnies de spectacle.

Elle figure parmi ceux qui ont tout fait pour dynamiser une démarche collective au sein de Scopa. Pour cela, elle a mis en place des ateliers de couture nommés "C'est moi qui l'ai fait", où ses outils sont mis à la disposition de ceux et celles qui veulent apprendre à confectionner leurs vêtements.

Pour participer à cette activité, il fallait adhérer à Scopa (2 euros par an), ce qui a beaucoup aidé à élargir le nombre de personnes qui fréquentaient le lieu.

Cécile vient de décider d'arrêter ces ateliers car elle se sent trop seule et regrette le manque d'échanges entre activités.

D'AUTRES ARTISANS D'ART

Saveria Geronimi a créé son activité *Germe créateur bijoux* en 2006 à Londres. Elle travaille surtout le métal et plus particulièrement l'argent. Elle est revenue dans son île natale et s'est installée dans les locaux collectifs de Scopa.

Stéphanie Leger crée des objets de décoration originaux : lampes, encadrement de miroirs, étagères... Elle propose, sous le nom de *Lastena*, des créations réalisées avec un mélange de bois flotté et de palettes.

Emmanuelle Thomas créé des sacs, accessoires... avec du cuir, de la voile et des matériaux de nautisme sous la marque *Latitude 42*.

Barbara Cardone donne sur place des cours de musique et de chant. Outre cette activité professionnelle, elle anime bénévolement une chorale.

UN COLLECTIF QUI SE CHERCHE

Une vingtaine de personnes se retrouvent dans un groupement d'achat mis en place au niveau du bâtiment. *Court-Circuit* entend lutter contre la main-mise des supermarchés et organise deux activités : le regroupement de commandes de produits bios secs (farines, légumineuses, céréales…) directement à un grossiste, et le dépôt sur place de produits locaux (œufs, miel, fromages, charcuterie…) : chaque producteur gère son stock et sa caisse, les personnes qui se servent indiquant sur un cahier ce qu'elles ont pris. Concrètement, avec une vingtaine de personnes, le système fonctionne. Plutôt que de grossir, le but est de favoriser l'émergence d'autres groupes du même genre à Ajaccio, quitte à se regrouper pour certaines commandes. A chaque commande, les personnes extérieures au groupe sont invitées à une réunion d'information puis participent à une commande pour y prendre goût. Un deuxième groupe a ainsi vu le jour, et un troisième est en cours de constitution (7).

Les repas communs et des réunions mensuelles sont les seules activités régulières communes à l'ensemble des utilisateurs des lieux. Si Simon Berner ne semble pas préoccupé par cette

(6) Compagnie Bleuzen, 21, rue de la Chapelle, 91670 Angerville, tél : 01 69 95 21 28, www.compagnie-bleuzen.com

(7) courtcircuit2a@gmail.com


Marie Clem's

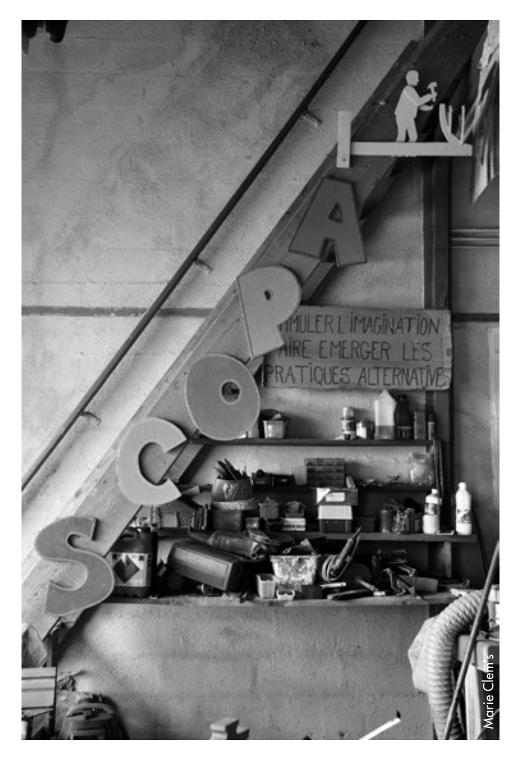


Marie Clem's

juxtaposition d'activités, Alain Barinet a plus de regrets. Il note que le désir de départ de fonder une "zone alternative" n'est pas repris par l'ensemble des personnes présentes aujourd'hui. Lors de l'assemblée générale, une minorité a dû céder sur la question des subventions : seuls trois sur cinquante — deux ayant une activité non rémunérée, le troisième simple adhérent — voulaient rester autonomes vis-à-vis des institutions publiques.

Alain Barinet note aussi d'autres limites. Dans les statuts, il a été prévu un fonctionnement s'appuyant sur la communication non-violente : décision au consensus pour faire avancer les projets quand se présente un désaccord. Certains outils comme le cercle de paroles ont été testés et abandonnés. De fait, le meilleur lieu de résolution des conflits est le repas commun hebdomadaire, auquel participent régulièrement quelques personnes.

Si le lieu s'affirme comme alternatif, Alain Barinet s'étonne du manque de liens avec les activités extérieures. Il cite comme exemple les manifestations en soutien aux Palestiniens pendant l'été 2014 : alors qu'il y a eu entre 60 et 150 manifestants lors de trois rassemblements, on n'y trouvait pratiquement aucun membre de la centaine de personnes qui fréquentent aujourd'hui Scopa.



Marie Clem's

Une tentative de mettre en place une ressourcerie sur place ne s'est pas concrétisée. Après deux "marchés gratuits" qui ont été une bonne ouverture sur l'extérieur, deux personnes ont proposé d'ouvrir une "zone de gratuité" permanente. Il n'y a pas eu de consensus.

Les limites sont donc nombreuses : beaucoup semblent utiliser les lieux sans trop se poser de questions sur sa gestion. Le concept d'autogestion n'est porté que par quelques-uns.

Dans les statuts, il était prévu que l'on ne puisse siéger au conseil d'administration que deux ans. Dans les faits, cela ne marche guère : il y a cinq membres officiels et une dizaine d'invités (un par activité) et même si, officiellement, les noms tournent, ce sont les mêmes qui animent le lieu. Le problème est encore plus profond en assemblée générale, où la centaine d'adhérents n'a pas une vision d'ensemble, beaucoup n'ayant rejoint le groupe que pour participer à l'une des activités.

Pour le moment, cela n'a pas eu de conséquences fâcheuses, mais il y a des inquiétudes. Maintenant que ce navire alternatif a été mis à l'eau et qu'il avance à son rythme, il s'agit de se prémunir contre de possibles tempêtes.

M. B. ■

Contacts

■ **Scopa,** bâtiment de la petite vitesse, Terre plein de la Gare, 20090 Ajaccio, tél : 04 95 51 47 16, http://association-scopa.jimdo.com

■ **Atelier Véliberta,** Alain Barinet, tél : 04 95 51 47 16

■ **Simon Berner,** tél : 06 81 12 44 24

■ **Operae,** Jenny Delécolle, tél : 06 78 26 20 54

■ **Corsica Doc,** tél : 06 13 21 39 87, corsica.doc@orange.com

■ **Jean-Claude Joulian,** tél : 06 74 17 50 73

■ **Lolikraton,** Laurence, tél : 06 18 27 42 52

■ **Cécile Eliche,** tél : 06 13 72 24 40

■ **Germe créateur Bijoux,** Saveria Geronimi, saveria2a@yahoo.fr

■ **Lastena,** Stéphanie Léger, stephanie.leger@orange.fr

■ **Latitude 42,** Emmanuelle Thomas, manouthomas@yahoo.fr

➤ **Jeu des treilles.** Prévues pour accueillir des pieds de vigne de différents cépages, les treilles protègent les façades sud de la chaleur du soleil.

➤➤ **Guy Maestracci, ancien maire et initiateur du projet**



Marie Clem's



Le musée qui n'existait pas encore...

A Patrimonio, capitale du vin corse, à 20 km à l'ouest de Bastia, l'ancienne municipalité a voulu construire un musée en pierre de taille. Aujourd'hui, l'usage du bâtiment, de toute beauté, est en suspens du fait d'un changement d'équipe.

PATRIMONIO, COMMUNE DE 700 HABITANTS, couvre un flanc de montagne orienté à l'ouest, près de Bastia, dont une bonne partie est couverte de vignes. Une quarantaine de familles vivent de la production du vin. Au début des années 2000, le maire, Guy Maestracci, veut engager sur sa commune une démarche cohérente de développement durable. Pour cela, il propose plusieurs actions : développer le logement social, faire classer les terres viticoles (4600 ha de vignes) pour éviter la pression immobilière (le bas de la commune est en bord de mer), et développer une activité d'accueil touristique en lien avec ce qui fait la richesse de la commune. Comme celle-ci accueille depuis plus de vingt ans un festival international de guitare, il est décidé de mettre en place deux pôles d'accueil : un musée du vin, visant les touristes œnophiles, et une académie de guitare, pour accueillir des résidences artistiques.

Guy Maestracci s'intéresse à la "haute qualité environnementale" et, dans un premier temps, pense à une construction en pisé (terre compactée). Il existe déjà quelques réalisations en Balagne, région un peu à l'ouest de la commune, dues à un architecte qui a travaillé au Maghreb. Le maire s'intéresse au travail de l'architecte égyptien Hassan Fati (1) et contacte l'association Cra-Terre (2). Elle lui déconseille la terre car le village est soumis à des vents humides. Elle l'oriente vers la pierre et lui présente Gilles Perraudin.

LAISSE BÉTON !

Gilles Perraudin, architecte qui depuis longtemps s'intéresse à l'écologie, a mené toute une réflexion pour comparer le bilan du béton à celui de matériaux plus nobles comme la pierre, qui était autrefois majoritairement utilisée.

Si le béton est souvent le moins cher à mettre en œuvre, il a une faible durée de vie et, à long terme, la pierre est plus intéressante. De même, son bilan énergétique est défavorable. Mais qui, aujourd'hui, est capable de raisonner sur une période de plusieurs dizaines d'années ? Comment proposer la pierre lorsque la règle pour les communes est de choisir le "moins-disant", c'est-à-dire l'entreprise qui propose le devis le moins élevé ?

Gilles Péraudin est intervenu sur plusieurs chantiers et il a fait notamment la démonstration qu'il était possible d'associer le logement social et la pierre, même avec les coûts de main-d'œuvre actuels.

Il répond également à ceux qui pensent que la généralisation de l'usage de la pierre entraînerait la multiplication de l'ouverture des carrières : pour faire du béton, il faut tout autant de carrières… dans les deux cas, on prélève du calcaire issu de la sédimentation marine — donc lentement renouvelable —, mais la pierre est prélevée une seule fois pour plusieurs millénaires (on recycle aujourd'hui encore les blocs de pierre

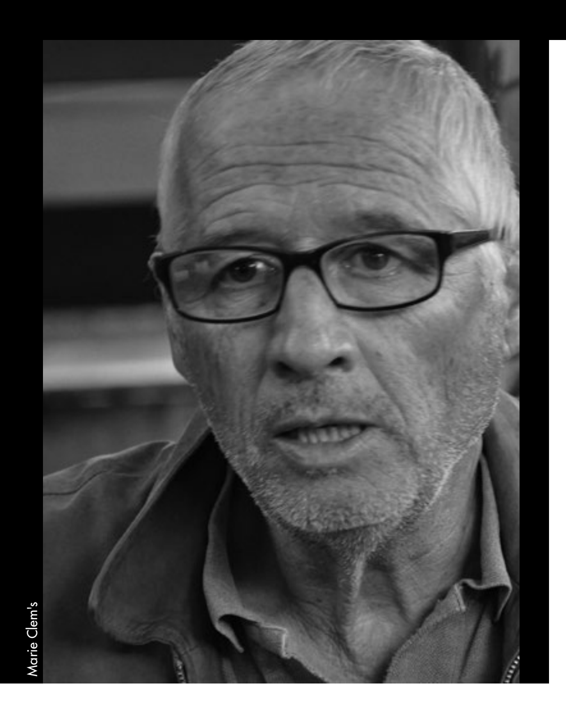
Pour en savoir plus

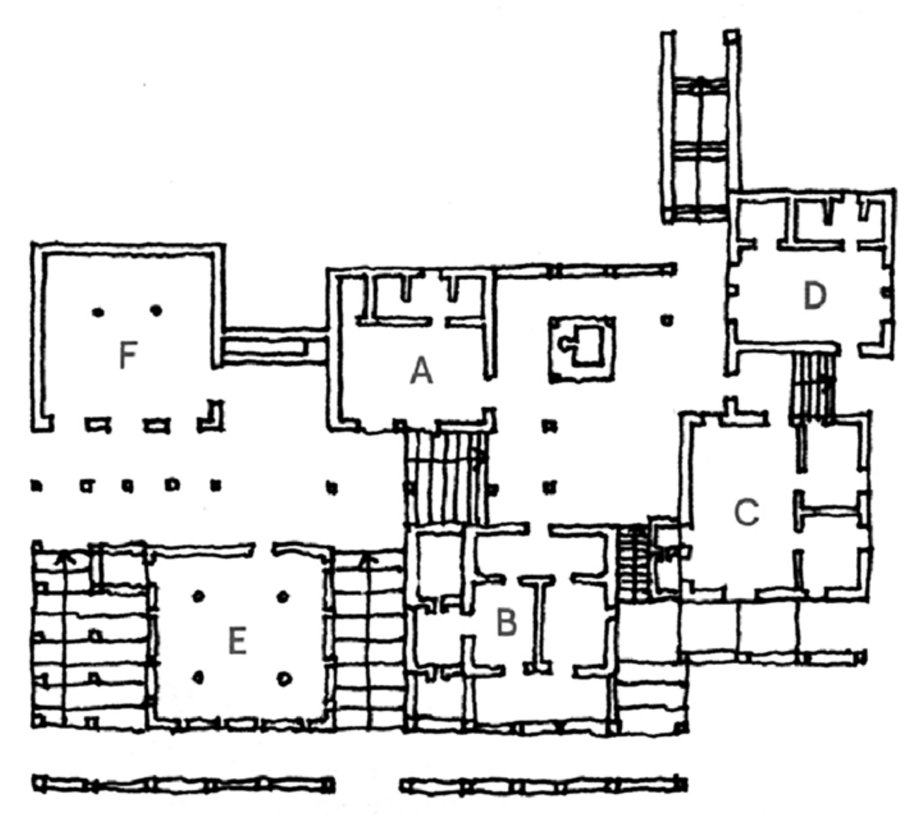
■ *Construire en pierre de taille aujourd'hui*, Gilles Perraudin, Les Presses du réel, 2013, 68 pp.

■ www.perraudinarchitectes.com

(1) Hassan Fati a mené dans les années 1960 à 1990 tout un travail de critique du béton en Egypte, réalisant des maisons en pisé pour les populations pauvres. La terre est issue du creusement des fondations, donc sa mise en œuvre ne nécessite aucun transport. Hassan Fati est le premier lauréat du prix Nobel alternatif en 1980.

(2) CraTerre, 2, rue de la Buthière, 38090 Villefontaine, tél : 04 74 95 43 91





Vue d'ensemble . La surface construire reste modeste : 400 m² de salles intérieures et 700 m² de cheminements extérieurs. Les six bâtiments sont prévus pour :
(A) l'accueil (billeterie, sanitaires, local technique) ;
(B) les bureaux (archives, local du personnel, vestiaires) ;
(C) une salle de réunion pour le syndicat des vins ;
(D) un gustarium pour la dégustation ;
(E) un espace terroir avec une boutique de vente ;
(F) un espace vinothèque et stockage des vins.

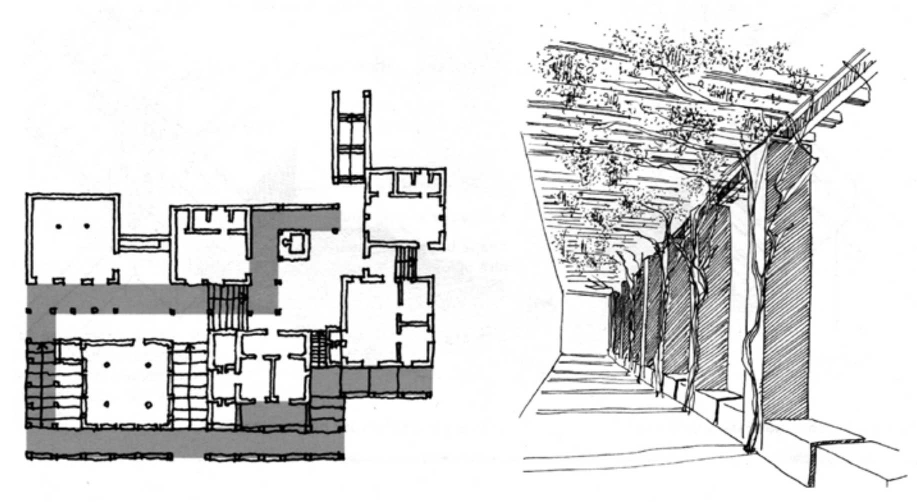
taillés par les Romains), alors que le béton doit être renouvelé au moins tous les siècles.

UN MUSÉE DU VIN ET UNE ACADÉMIE DE GUITARE

Le projet représente un énorme investissement pour une commune de cette taille : 2,2 millions d'euros. Le maire obtient l'aval du conseil municipal et le soutien de l'association des vignerons, en échange d'un engagement : le projet sera entièrement financé par des aides extérieures.

Guy Maestracci réunit cette somme : 600 000 euros proviennent du programme Pôle d'excellence rurale mis en place par le gouvernement Villepin. Il bénéficie ensuite de programmes européens qui doublent cette somme. Enfin, le million manquant est trouvé par mécénat dans le réseau qui anime le festival de guitare.

Gilles Perraudin commence à travailler sur le projet en 2008. Il observe les constructions en pierres de l'île et découvre les *pagliaddiu*, petites maisons en pierres sèches (3). Il s'en inspire pour concevoir le musée sous forme de six pièces indépendantes, avec des voies de circulation extérieures. Pour éviter la surchauffe en été, il met en place une climatisation naturelle : des treilles avec des vignes comme pare-soleil sur les murs sud, ce qui permet de présenter les différents cépages présents dans l'île, et des circulations d'eau dans des bassins. En hiver, quand les vignes ont perdu leurs feuilles, les murs sud bénéficient de la chaleur du soleil. La terre fertile extraite lors des fondations est répartie sur les toits, pour créer une couverture végétale qui assure une bonne isolation contre le chaud et le froid. Le terrain étant en légère pente, une double circulation est possible : par des escaliers aménagés entre les bâtiments et par des sols en pente douce qui les contournent. Les charpentes sont en pin laricio, un résineux local. Une carrière située près de Bonifacio, au sud de l'île, fournit les pierres,



Bassins et treilles. La treille permet de présenter différents cépages de vigne et fournit également de l'ombre en été, pour éviter la surchauffe des murs et abriter les visiteurs.
La circulation d'eau joue un rôle similaire. Elle s'arrête en hiver et la chute des feuilles des vignes expose les murs au soleil, à la mauvaise saison.

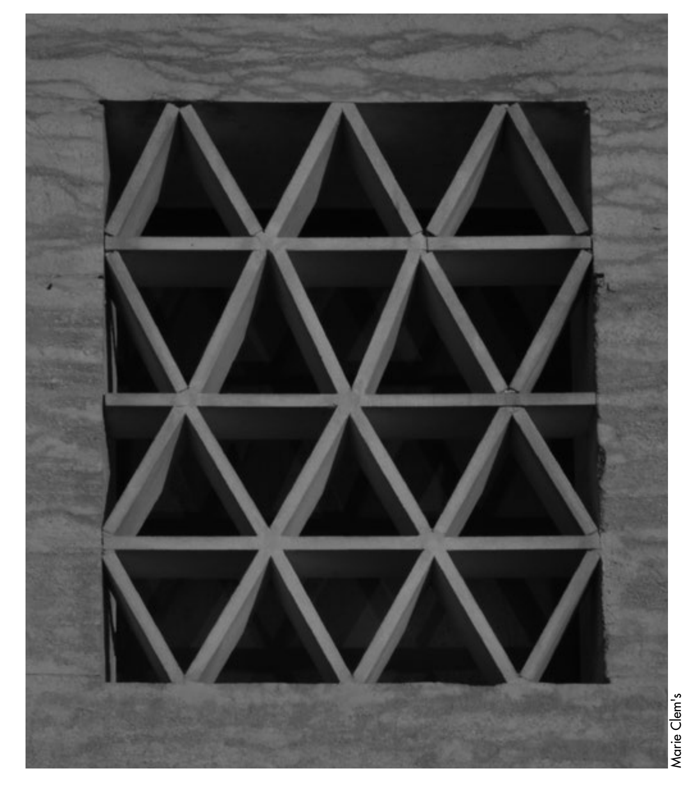
(3) Appelée *borie* dans le sud de la France, *truli* en Italie…



Vue intérieure de la charpente et des arrivées de lumières sous le toit. La charpente est très solide pour pouvoir supporter le toit végétal.

Marie Clem's

Claustras de pierre. Placés devant les fenêtres, les claustras, eux aussi réalisés en pierre, jouent un rôle de pare-soleil. De nombreuses autres astuces favorisent l'entrée de la lumière naturelle, sans pour autant provoquer de surchauffe : un lanterneau placé au sommet du toit permet une entrée indirecte, des fentes entre les murs et le toit laissent entrer une lumière réfléchie. L'épaisseur des murs assure la diffraction de la lumière. Enfin, les treilles des vignes divisent la lumière verticale, trop crue.



Marie Clem's



Marie Clem's

Vue des pierres du mur. Les murs mesurent 60 cm d'épaisseur, les murs de refend (structure porteuse intérieure), 30 cm, les murs de séparation, 12 cm. Tout est en pierre.

mais elle fait faillite pendant le chantier. Il faut importer le reste d'une carrière de Provence, et le transport maritime entraîne un surcoût de 4 %. Le chantier prend fin en 2011.

IMBROGLIO POLITIQUE

Pendant la construction, la crise économique se déclare, ce qui provoque des débats au sein du conseil municipal : de plus en plus de voix s'élèvent pour critiquer le futur coût de fonctionnement : certains estiment trop optimistes les estimations de 25 000 visiteurs par an (4), sur lesquelles reposent le financement de six salaires et des frais de fonctionnement.

Guy Maestracci fait alors un autre montage financier, toujours avec de l'argent public, pour assurer une grosse part des frais de fonctionnement, en particulier l'autonomie de l'académie de guitare. Mais cela prend du temps et le budget n'est bouclé que fin 2013.

Pendant ce temps, les bâtiments restent vides et la situation s'envenime. Contre le maire sortant, soutenu par le PRG, une liste se présente, menée par le premier adjoint, José Poggioli, et soutenue par quelques personnes de droite et des nationalistes modérés.

Guy Maestracci est battu (5) et la nouvelle équipe municipale annonce une révision du projet. Mais, alors que des mots très durs ont été échangés pendant la campagne électorale, la nouvelle municipalité se rend compte que l'on ne peut pas faire n'importe quoi avec un bâtiment qui, bien que vide, commence à attirer du monde simplement par son intérêt architectural. Actuellement, les débats sont toujours en cours…

M. B. ■

(4) La Corse accueille 3 millions de touristes par an, un chiffre toujours en hausse malgré la crise économique.

(5) On compte 30 candidats pour 15 sièges. Les élus ont remporté entre 368 et 345 voix, Guy Maestracci n'en obtenant que 296.



Marie Clem's

La maison de Jean-Yves Torre

Droits paysans



Jean-Yves Torre milite depuis de très nombreuses années pour le droit de cultiver les terres à l'abandon, pour favoriser l'entraide locale et internationale, préserver l'environnement et vivre simplement.

LA RÉGION DE VICO, À L'ÉCART DES CIRcuits touristiques, connaît une baisse démographique, et les terres abandonnées y sont nombreuses. C'est sur des terres d'abord occupées illégalement, puis régularisées, que Jean-Yves Torre, enfant du pays, a développé de multiples activités : agriculture surtout vivrière, accueil écologique touristique et travail du cuir. Non sans mal…

PARCOURS MILITANT

Son oncle était berger dans les montagnes. Enfant, il l'accompagne et veut faire le même métier. A l'âge de 15 ans, en pleine effervescence post-soixante-huitarde, il quitte le domicile familial et commence un périple en dehors de l'île. Sur le Larzac, il découvre les communautés de l'Arche (1) et y reste un moment. Il rejoint des communautés en ville, vit de petits boulots pendant un temps, puis revient s'installer dans son village natal avec sa compagne.

Il retape une vieille ferme trouvée par son oncle, et développe une activité de berger avec quelques dizaines de chèvres et de brebis. S'inspirant des démarches d'autonomie rencontrées dans les communautés, il suit des formations de tisserand pour utiliser la laine des brebis, et de sellier pour en exploiter le cuir. Il relaie l'information autour de nombreuses luttes. Il crée un groupe local du Mouvement pour une alternative non-violente (2). Cela ne plaît pas forcément à ses voisins plus traditionalistes. En 1974, alors qu'il est absent, sa maison est incendiée et son troupeau abattu, les cadavres disposés en cercle autour des ruines de la ferme.

Il quitte alors son village natal et se retrouve un temps dans un squat à Ajaccio. Il développe son activité de travail du cuir, se forme au tissage. Il s'investit dans le local, notamment en solidarité avec les gitans et les petits pêcheurs en difficulté. Ne voulant pas rester en ville, il rejoint une communauté à la campagne, près d'Ajaccio.

En 1975, il assiste à la naissance du Front de libération national corse (FLNC), et participe à quelques actions autour du refus de projets touristiques, de la défense de la culture corse… mais il s'en éloigne après le plasticage d'une ferme appartenant à un paysan d'origine continentale, qui vivait en symbiose avec son environnement, plasticage qui ne repose pas sur des raisons politiques mais sur des rivalités. Il suit alors de plus loin ce mouvement qui se diversifie sur tout l'échiquier politique, pour certains en lien avec des pratiques mafieuses. Jean-Yves Torre a beau trouver que les raisons de l'apparition de ce mouvement sont justes, il est foncièrement contre les méthodes employées.

Au moment de faire son service militaire, il devient objecteur de conscience puis insoumis. Arrêté par la gendarmerie, il est envoyé dans un camp militaire en Allemagne où, après six mois, il fait une tentative de suicide. On le place alors dans un camp psychiatrique

(1) Fondées par Lanza del Vasto, ces communautés essaient de vivre selon les principes de la non-violence de Gandhi. Voir www.arche-nonviolence.eu

(2) MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25, http://nonviolence.fr



La scène et le bar hors du festival Aqua in festa

Jean-Yves Torre

Festival Aqua in festa

Marie Clem's

pendant trois mois, puis on le réforme. Quand il revient, la communauté a disparu.

Il en rejoint une autre installée dans une ferme, mais un an après, celle-ci est détruite par un incendie de forêt. La vague communautaire reflue progressivement. De nombreux urbains rejoignent la ville, d'autres familles restent en s'installant plus classiquement à leur compte.

PAYSAN ACTIVISTE

C'est à cette époque, en 1978, qu'il est accueilli par une personne de Vico qui lui signale le site où il est encore aujourd'hui.

Il rencontre le propriétaire d'une maison en ruine, un vieux paysan, et passe un accord oral : pas de loyer en échange de la restauration de la maison. Il commence à défricher autour des terres sans se soucier de savoir qui sont les propriétaires. Les vieux du village l'encouragent alors que les jeunes l'évitent.

Pendant cette période de vie plus stable, il a trois enfants : une fille et deux garçons.

En 1990, le propriétaire meurt. Son fils demande alors le départ de la famille. Jean-Yves Torre fait valoir l'accord d'occupation oral, mais rien n'y fait et une procédure d'expulsion est engagée. En 1992, il doit quitter la maison. Heureusement, entretemps, il a réussi à acheter l'une des parcelles, de 3,5 ha, avec une partie où le rocher affleure et une autre labourable. Il construit une maison sur le roc et continue à cultiver d'autres parcelles, 3,5 ha en tout, dont les propriétaires sont identifiés, et avec qui il souhaite aujourd'hui formaliser un bail. Il exploite aussi sept autres hectares, dont les propriétaires sont inconnus… et qu'il occupe sans bail depuis plus de trente ans (3).

En 2009, une nouvelle fois, sa maison brûle… L'enquête conclut à un court-circuit électrique. Ils vivent un temps dans une yourte acheté par une souscription solidaire et une nouvelle maison construite en terre-paille voit le jour. La solidarité locale est dynamique… car, entretemps, il est devenu un militant reconnu pour ses nombreuses actions. Mais il a quand même perdu toutes ses archives, sa bibliothèque, ses instruments de musique…

DES UTOPIES RÉALISÉES

Jean-Yves Torre a fondé en 1979 le réseau *Utopie droits paysans*, qui mène des actions liées à la terre et au social, parfois en lien avec *Via Campagnola,* la branche corse de la Confédération paysanne (4). Ce réseau mène une réflexion sur la possibilité de vivre en Corse sans dépendre du tourisme, en accueillant les plus défavorisés, en redéveloppant des projets agricoles… Dans les terres qu'il occupe, Jean-Yves Torre a retrouvé d'anciens systèmes d'irrigation très astucieux dont une partie a pu être restaurée. La Corse, bien qu'au sud, ne manque pas d'eau car les pluies sont abondantes sur les reliefs. La disparition de l'agriculture a été provoquée par différentes astuces "coloniales" visant à valoriser les importations venant du continent (5).

En 2005, Jean-Yves décide de lancer un festival sur ses terres afin de sortir les gens des villes. Le festival *Acqua in festa* (eau en fête) a lieu en mai pour éviter une participation trop touristique (6). Particularité : il ne bénéficie d'aucune subvention. Le budget est minime et sa réalisation repose essentiellement sur la participation de nombre de bénévoles de la région. Une scène permanente a été autoconstruite, face à laquelle se trouve un bar qui sert de stockage et de séchoir pendant le reste de l'année. Le festival accueille des stands associatifs et syndicaux, des groupes de musique, de danse, de théâtre… Un chapiteau sert de salle de cinéma. Un petit millier de personnes se retrouvent ainsi chaque année pour débattre des alternatives possibles.

(3) En théorie, selon le code rural, un terrain occupé pendant plus de trente ans sans aucune réclamation des propriétaires devient la propriété de celui qui l'occupe.

(4) Via Campagnola, Campu Vechju, 20230 Linguizetta, tél : 06 11 51 81 37, www.viacampagnola.com

(5) Voir premier article, page 5.

(6) Prochaine édition les 8, 9 et 10 mai 2015.


Marie Clem's

D.R.

Jean-Yves Torre est aussi relais local de *Kokopelli* et producteur de semences (7). Enfin, il s'est associé à d'autres artisans pour tenir un magasin à Ajaccio, où il est permanent un jour par semaine (8).

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En 2012, il participe à une Mission internationale pour la Palestine. Les autorités israéliennes font alors pression sur l'Europe pour empêcher le départ des militants au niveau des aéroports. Jean-Yves Torre, qui a réussi à embarquer à Nice, est arrêté par l'armée israélienne, interrogé pendant quatre jours par le Mossad (les services secrets), puis embarqué de force dans un avion pour Paris où il passe encore quelques heures en garde à vue. Résultat : il est interdit de séjour pour dix ans sur le territoire israélien… et aux Etats-Unis.

En 2010, il apprend le projet de Marche des sans-terres en Inde, mené par Ekta Parishad (9). Il y voit beaucoup de similitudes avec la situation agricole corse et lance le projet d'une marche en Corse. Beaucoup de groupes le soutiennent. Rajagopal, l'un des leaders du mouvement indien, vient faire une conférence lors de son passage en Europe. Deux ans de préparation… Il est décidé de marcher de supermarché en supermarché pour dénoncer la politique d'importation de produits alimentaires industriels, puis de terminer à la préfecture pour dénoncer la disparition des terres agricoles : bétonnées sur la côte, en friche en montagne. Le jour de la marche, le 17 octobre 2012, le groupe ne compte qu'une trentaine de personnes. Si le déroulement de la marche est satisfaisant, le manque de participants est troublant.

Jean-Yves Torre lance alors une réflexion sur le rôle d'internet. De plus en plus d'informations circulent entre les milieux militants mais on voit se développer nombre d'actions virtuelles (signature de pétitions en ligne) qui ne sont suivies d'aucune action sur le terrain. Comment peut-on ainsi développer la solidarité et changer le monde ?

S'IMPLANTER

Un éco-camping et un gîte bénéficiant du label *Accueil paysan (10)* ont vu le jour sur ses terrains, surtout fréquentés par des militants en vacances. Une table d'hôtes esr élaborée par Laura qui, avec les produits du jardin, propose des plats entre Caraïbes et Corse. Cela permet d'agréables rencontres. Jean-Yves Torre aimerait qu'une autre famille vienne s'installer sur place : il y a l'eau, les terres et les bâtiments pour cela. Si vous aussi, vous avez l'âme d'un paysan activiste, si vous appréciez la devise du lieu "créer, inventer, résister, désobéir", n'hésitez pas à lui rendre visite.

M. B. ■


D.R.

➤ Festival Aqua in festa

■ **Utopia, Droits paysans,** L'Aliva, Vico, tél : 04 95 26 69 72.

(7) Association Kokopelli, 22, cap de l'Ourm, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 67 69 87, http://kokopelli-semences.fr

(8) Art'Isula, 57, rue Fesch, 20000 Ajaccio, tél : 04 95 50 54 67, http://artisula.com

(9) Voir *Silence* n° 405. www.peuples-solidaires.org/jansatyagraha/ et www.ektaparishad.com

(10) Accueil paysan, 9, avenue Paul-Verlaine, 38100 Grenoble, tél : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com



➤ Tablée avec Reinhard, Romain, Andy et Élise

➤➤ Jule et Élise récoltant des tomates

➤➤➤ Totem à l'entrée



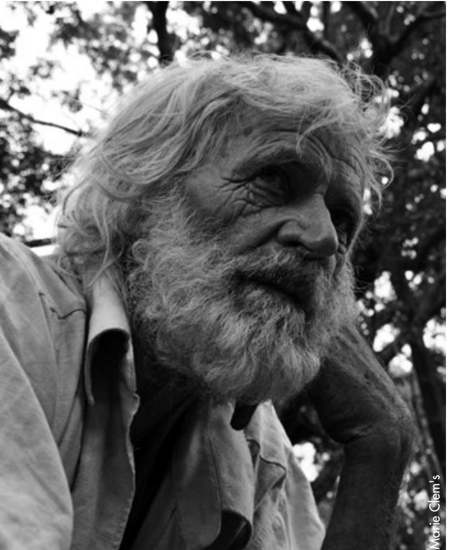
Il existe encore des lieux sauvages...

En Corse du Sud, dans la région de Bonifacio, vit discrètement depuis trente ans, une petite communauté paysanne, protégée des pressions immobilières par un couloir aérien.

REINHARD TREDER, SA COMPAGNE MARIA et son fils arrivent dans la région en 1983 après quelques expériences communautaires antérieures. Les premiers terrains sur lesquels ils s'installent leur sont prêtés. Ils ne sont pas constructibles car ils se trouvent dans l'axe de l'aéroport de Figari Sud-Corse : des avions passent bruyamment régulièrement au-dessus de leur têtes. "Deux univers cohabitent, mais un seul connaît l'existence de l'autre".

D'énormes éboulements de granit ont laissé, en bordure des champs, un paysage chaotique avec quelques grottes. C'est dans ces grottes et quelques cabanes que s'installent différentes personnes, au départ majoritairement allemandes. Le nombre de personnes qui vit sur place varie avec le temps et selon les saisons (pas plus d'une douzaine au creux de l'hiver).

Après quelques années de tâtonnement, en 1994, le groupe décide de fonctionner en communauté et de partager ses ressources : il s'agit de "bien vivre ensemble dans le partage des biens". Ils défrichent et mettent en culture plusieurs potagers disséminés entre les blocs de granit, et entretiennent quelques prairies pour une surface totale de 8 ha. Leur vie est sobre : ils ont l'eau courante mais pas l'électricité. Quelques activités externes à la communauté permettent de disposer du peu d'argent que nécessite un tel mode de vie.



➤ Reinhard Treder

UNE COMMUNAUTÉ PAYSANNE

La situation du foncier au départ est assez floue. Une procédure est engagée contre eux qui se terminent par une expulsion en 2008. Il est heureusement possible de se réinstaller sur une parcelle voisine et la générosité des habitants des villages, des voisins et de l'association Droits Paysans (1) leur permet de reconstruire un lieu de vie paisible.

(1) Voir reportage précédent


Marie Clem's


Marie Clem's


■ Francischu, route de Bonifacio, 20131 Pianottoli-Caldarello, tél : 06 47 46 23 99

Aujourd'hui, six personnes vivent sur place à l'année. Reinhard Treder, âgé de 73 ans, est la mémoire du lieu. Andy, paysagiste, allemand, 46 ans, travaille à l'extérieur et vit ici depuis 7 ans. Jule, allemande, 34 ans, avec son fils Kisaja, 12 ans se sont installés il y a quatre ans. Elle est apprentie chamane et seule végétariene. Elise, 30 ans, et Romain, 29 ans, en couple depuis sept ans, sont arrivés en février 2014 initialement pour un stage en wwoofing (2) et ont décidé de rester. Elise développe une activité de bijouterie. Les conversations se tiennent en français, allemand et anglais.

Des cercles de parole se déroulent une fois par semaine. C'est l'occasion de dire son humeur, de parler de ce qui fonctionne et de ce qui coince, d'organiser le planning de travail. Les repas sont un autre moment collectif. Sinon, chacun dispose de temps et d'espace privés.

Tous les travaux agricoles sont faits à la main : fauchage du foin, tonte des brebis, préparation du sol et des espaces de culture, bois de chauffage, moulure du grain pour la farine et fabrication hebdomadaire du pain… Les chantiers les plus importants, comme le nettoyage de la bergerie ou le défrichage d'une nouvelle parcelle, se font collectivement.

Randonner, aller à la rivière, à la plage, faire du bâteau sont aussi des moments collectifs.

Ici, la notion de "travail" n'a pas de raison d'être : il y a des tâches à faire, tous les jours. Il n'y a pas de vacances, car peut-être le sont-ils tout le temps.

UNE VIE ENTRE LES ARBRES ET LES ROCHERS

Il y aujourd'hui des cabanes, une yourte, une caravane et une kerterre (3). Kisaja dispose de sa propre cabane perchée dans un arbre. Jule, sa mère, vit dans la yourte en hiver et dans une grotte en été. Une cabane sert de salon et de cuisine pour tous, les autres ont des chambres privées.

Outre les 8 ha dont il est officiellement locataire, le groupe entretient près de 50 ha de prairies et y garde des troupeaux de brebis et de vaches. Au fil des ans, les sols des potagers ont été enrichis et les arbres fruitiers se sont multipliés, offrant quantité de fruits. Une cave permet le stockage de nombreuses conserves pour passer la saison hivernale. Les essaims d'abeilles ont été détruits par le varroa et ils vont essayer de recommencer à implanter des ruches. Dans le temps, le nombre de bêtes (brebis, canards, poules) a varié.


Marie Clem's

Romain dans un des potagers

On observe quelques concessions à la technique moderne : un capteur photovoltaïque permet de recharger un téléphone portable. Un groupe électrogène au fuel alimente quelques machines-outils spécialisées, dont un tour à bois. Andy est le seul à disposer d'un véhicule à moteur.

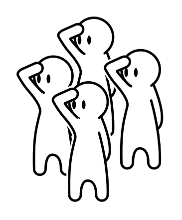
L'expérience montre qu'une vie simple, en lien avec la nature, est possible. "Le monde du bruit et de la vitesse a permis localement le maintien d'un monde lent et silencieux, entre deux avions" (4). Il y a toutefois une grande différence d'activités entre l'été, riche en visites, et l'hiver, qui reste rude. L'expérience a su se renouveler au fil du temps et est toujours prête à accueillir de nouveaux volontaires.

M. B. ■

(2) Wwoof : réseau international de volontaires pour travailler dans des fermes biologiques. Les stagiaires travaillent à mi-temps en échange du gite et du couvert, sans autre rémunération. www.wwoof.fr

(3) Construction circulaire en forme de dôme, dont la structure porteuse est en roseaux ou en bambou, lestée de terre. Le premier essai n'a pas fonctionné : le poids de la pluie après un orage a provoqué l'effondrement du toit.

(4) Seulement 3 ou 4 en dehors de la période touristique, mais jusqu'à une trentaine en été.



Alternatives en Corse

❶ Bières Ribella et restaurant Médusa



D.R.

En 2009, Pierre-François Maestracci se lance dans la fabrication d'une bière locale bio. Il doit pour cela convaincre des paysans de produire l'orge et le houblon nécessaires. Il lance la commercialisation de la bière dans le restaurant Minotaure, à Bastia, puis étend son réseau commercial sur l'île. Avec 400 hl de production annuelle, il n'arrive pas encore à satisfaire la demande locale, et n'envisage pas de commercialisation hors de l'île.

En 2011, il ouvre, à côté de sa brasserie, le restaurant La Médusa avec l'idée d'en faire le premier restaurant de l'île *slow food* : les viandes sont toutes fournies localement par des producteurs corses. Quant aux fruits et légumes, ils proviennent pour une bonne partie du potager et du verger qui jouxtent le restaurant. Lorsque vous commandez une salade de tomates en été, le serveur les cueille devant vous ! Le succès est à la clé, même si les prix sont élevés.

♦ *Bières Ribella, Pierre François Maestracci, www.ribella.fr*

♦ *Restaurant Médusa Garden Club, route de l'Eglise, hameau de Canale, 20253 Patrimonio, tél : 06 23 16 41 25*

❻ Festival du vent



Dirigé par Serge et Carina Orru, en lien avec notamment le WWF et Nature & découverte, ce festival était bizarrement organisé depuis Paris, chaque année en octobre depuis 1992. Au fil des ans, de nouveaux partenariats de plus en plus éloignés de l'écologie se sont manifestés et, il y a quelques années, les initiatives les plus alternatives de l'île en ont été rejetées. En partenariat avec Air France et Corsica Ferries, ou encore des entreprises comme Unilever (la multinationale qui voulait fermer Fralib près de Marseille), ce festival faisait la part belle au "développement durable" des entreprises au détriment de l'écologie. Nous avons entendu de nombreuses réactions très négatives lors de notre tournée en Corse, au moment même où l'édition 2014 était annulée.

♦ *Festival du vent, La petite folie, chemin de Grottazalda, 20260 Calvi, tél (Paris) : 01 53 20 93 00*

PADDUC, ce n'est pas encore ça !

Les collectivités territoriales de Corse ont mis en place le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) pour résoudre les problèmes actuels de l'énergie : avec 3 millions de touristes chaque été, l'île voit sa consommation énergétique grimper en flèche aux beaux jours. Actuellement, deux centrales thermiques au fuel, à Bastia et Ajaccio, produisent l'essentiel de l'électricité. Fortement polluantes, elles rejettent des suies dans les deux villes et provoquent diverses mobilisations associatives.


D.R.

Éoliennes du Cap Corse, au nord de l'île

Le PADDUC envisage un timide développement des énergies renouvelables. Il y a déjà quelques éoliennes sur le Cap Corse (au nord), un certain nombre de maisons solaires, des barrages hydroélectriques, mais on reste très loin de l'autonomie énergétique. S'il est envisagé que celle-ci soit atteinte dans les années à venir pour les 300 000 personnes qui vivent à l'année sur l'île, la question du tourisme reste entière.

♦ *Corse Energies Environnement, espace info-énergie Plaine et Centre Corse, energies2b.com*

❷ ♦ *Soleil Energies Economies, Cartarana, 20169 Bonifacio*

❸ ♦ *Aghjasole, Claudine Mattéi, immeuble Mattéi, Les Quatre-Chemins, 20137 Porto Veccio, tél : 04 95 72 13 25*



❹ Cap vert

Depuis une vingtaine d'années, l'association Cap Vert, en Haute-Corse, conserve et régénère des variétés anciennes de fruitiers et d'espèces potagères indigènes corses. Elle dispose également d'une boutique de produits locaux et participe à des événements. Elle était en pleine restructuration au moment de notre passage.

♦ *Cap Vert, Cepita, 20228 Luri, tél : 04 95 35 05 07, http://associationcapvert.jimdo.com/ association.capvert@wanadoo.fr*



❺ U levante

U Levante est une association de protection de l'environnement, née en 1986 pour empêcher l'urbanisation en haute montagne du site classé de la vallée de Restonica. Elle est intervenue sur des dossiers comme la pollution des rivières, de la mer, la collecte sélective des déchets, la pollution à l'amiante, la pollution atmosphérique, les décharges sauvages… Elle est la correspondante sur l'île de France Nature Environnement, et la principale association qui empêche les investisseurs de bétonner davantage.

♦ *U Levante, route du Pont de l'Orta, 20250 Corti, http://www.ulevante.fr*

Centre d'écotourisme



Gilles Vandernoot et Pascale Tourrenc proposent cinq gîtes en matériaux écologiques. Ils sont membres de différents réseaux, dont un réseau local d'approvisionnement en produits bios avec des producteurs locaux. Le lieu accueille de nombreux stages (botanique, Qi Gong, rencontre Colibri…).

Ils sont également membre de l'Association méditerranéenne pour l'éco-développement des espaces ruraux (AMEDER), qui participe à la restauration des châtaigneraies et promeut les métiers du bois. Cette association a permis la naissance, en 2012, d'une scierie coopérative.

❼ ♦ *Centre d'écotourisme, Gilles Vandernoot et Pascale Tourrenc, route d'Anghione, 20221 Cervioni, tél : 04 95 38 19 20, www.ecotourismecorse.com*

❽ ♦ *Scierie coopérative, association I legni di Castagniccia, Pantaléon Alessandri, hameau de Petricaghju, 20229 Nucariu*

❾ Bouge ta Corse



Ce "magazine des énergies positives" s'intéresse à la sphère de l'économie sociale et solidaire de l'île. Trois femmes le dirigent : Céline Robillart, directrice et photographe, Eva Mattéi, journaliste et Anaïs Baconnier, graphiste. Le premier numéro a paru en février 2014 et le tirage atteint 5000 exemplaires. Une vingtaine de journalistes y participent et un réseau de colporteurs se met en place pour le diffuser.

♦ *Bouge ta Corse ! Collectif d'éducation populaire, 3, cours Favale, 20200 Bastia, tél : 04 95 60 28 34 ou 06 85 42 07 15*



Et également

» Agri bio

♦ **Annuaire des producteurs en agriculture biologique** disponible sur le site d'Inter bio Corse, pôle agronomique, 20230 San Giuliano, tél : 04 95 38 85 36, www.civambiocorse.org

♦ **Saveurs naturelles,** 16, boulevard Albert-Premier, 20000 Ajaccio, tél : 04 95 50 50 06. *Alimentation biologique et boulangerie*

♦ **U cavaddu senza nome,** Ranfone 20100 Evisa http://ucavaddu.fr/plan-dacces/ *Apiculteur, camping à la ferme. Jardinage et traction animale. Accueil Wwoof (réseau de volontaires pour travailler dans les fermes biologiques).*

♦ **Asinerie alta rocc'anes,** U Paradisu 20127 Serra di Scopamene, tél : 06 83 40 70 48, www.altaroccanes.com *Petite structure agricole d'activités autour de l'âne. Education à l'environnement pour tout public. Châtaigneraie. Accueil Wwoof.*

♦ **Bernard Labbé,** Favalli, 20131 Pianottoli-Caldarello, tél : 04 95 71 86 18 *Producteur de fraises, framboises, figues, légumes ; chambres d'hôtes et tables d'hôtes avec les produits locaux. Maison écologique et assainissement par filtres plantés.*

♦ **Béatrice Bacci,** 5, rue Leclerc, 20137 Porto-Vecchio, tél : 06 10 66 55 96, www.facebook.com/safran.portovecchio *Institutrice et productrice de safran.*

♦ **Les aromatiques de l'Ile de beauté,** hameau Ferrucio, 20137 Porte-Vecchio, tél : 04 95 70 34 64, stephane.rogliano@nordnet.fr, www.baladeavecunnez.fr. *Horticulture d'adaptation et de reproduction de plantes sauvages, jardin conservatoire, agrotourisme, balades pour découvrir les plantes odorantes de la nature.*

♦ **Philippe et Annie Belanger,** L'ortulinu, quartier Longone, route de Santa-Manza 20169 Bonifacio, tél : 06 07 13 24 52, philippe.belanger@wanadoo.fr. *Vente à la ferme d'avril à septembre. Marchés à Bonifacio, Porto-Vecchio, Lecci et Propriano. Huile d'olive, légumes de saison, confitures et coulis, sirop. Production diversifiée non standardisée en relation avec les rythmes de la nature. Accueil Wwoof.*

♦ **Espace nature,** 41, boulevard Paoli, 20200 Bastia, tél : 04 95 31 64 26. *Magasin bio, local et de saison.*

♦ **Ferme écologique de Sajabicu,** 20213 Penta di Casinca, tél : 06 34 09 26 69

♦ **L'Ortu,** route de Venzolasca, 20215 Vescovato, tél : 04 95 36 64 69. *Restaurant végétarien à 90 % bio*

♦ **Oshadi,** L'Aliso, 20217 Saint-Florent, tél : 04 95 37 00 21. *Magasin bio, santé, massages huiles essentielles*

♦ **Biofée,** Le Bio buffet, Casa Bresil, 20221 Santa-Maria-Poggio, tél : 04 95 38 50 42 ou 06 88 04 12 74, www.facebook.com/biofee. *Buffets et plats cuisinés à base de produits bios prioritairement locaux. Soirée à thèmes.*

♦ **Domaine du Gros-Chêne,** 20225 Avapessa, tél : 06 80 06 97 81. *Culture écologique de fruitiers de collection. Aucune production intensive, mais participation au maintien du potager et du verger de collection. Accueil Wwoof.*

♦ **Jardins traditionnels du Cap Corse,** Cepitta, 20228 Luri, tél : 04 95 35 05 07

♦ **Les Abeilles du berger,** Maison Blanche, pont de l'Onéo, 20230 San Giuliano, tél : 04 95 33 45 12 et 06 85 92 31 65. *Apiculture en Haute-Corse. Accueil Wwoof.*

♦ **Domaine Petricajola,** chemin de Rapale, 20232 Oletta, tél : 06 17 07 60 24. *Paysan apiculteur, confitures artisanales, fruits, pâtisseries.*

♦ **Le potager du Nebbio,** route de San-Griolo, 20232 Oletta, tél : 04 95 60 64 16 ou 06 17 17 45 53. *Située au pied du Cap Corse, entre Saint-Florent et Oletta, cette ferme s'étend sur 12 ha de champs parsemés de chênes et d'oliviers centenaires. Elle produit des fruits et légumes bios ainsi que de l'huile d'olive, vendus directement sur les marchés ou à la ferme. Une partie de la production alimente un restaurant à la ferme. Accueil Wwoof.*

♦ **Domaine de Vaitella,** Village, 20245 Galéria, tél : 04 95 34 38 24 et 06 37 48 18 40. *Producteurs récoltants de vin, éleveur bovin. Le troupeau circule librement en montagne en saison estivale. Accueil Wwoof.*

♦ **U Marsulinu,** Marsolino, 20245 Galéria, tél. : 06 20 27 51 51. *Elevage d'ovins dans la vallée du Marsulinu, fabrication et affinage de bruccio. Accueil Wwoof.*

♦ **U Granu anticu,** Le Fort, 20270 Aléria, http://granu.anticu.mon-site-orange.fr. *Association pour la promotion des variétés anciennes de céréales en plaine orientale.*

♦ **Domaine Nepali Corsica,** route de Casevecchie, 20270 Aghione, tél : 06 76 48 32 48, http://domaine-nepali-corsica.jimdo.com/la-ferme-pedagogique/ *Produits transformés à base de safran, légumes frais, ferme pédagogique, découverte des énergies renouvelables, dégustation. Natascha et Raphaël, installés depuis 2011. Accueil Wwoof.*

♦ **Les jardins du Puntigliollu,** Alzithone, 20270 Ghisonaccia, tél : 04 95 56 39 20 et 06 04 03 24 61, www.aghione.fr/article-134-Les_Jardins_du_Puntigliollu.html *Ferme en polyculture-élevage, depuis plus de 20 ans en agriculture biologique. Maraîchage de plus de 40 variétés de fruits et légumes, vente directe à la ferme et sur les marchés, transformation. Location d'ânes aux promeneurs. Accueil Wwoof.*

♦ **L'Assiette verte,** route du Stade, 20600 Furiani, tél : 04 95 39 23 69. *Restaurant 100 % bio privilégiant les produits locaux. Formule végétarienne.*

♦ **La Roulotte,** R. N. 193, Id Canale, 20600 Furiani, tél : 04 95 34 47 08, www.la-roulotte.fr *Magasin d'alimentation biologique.*

» Culture

♦ **Festa di a Biodiversita** en octobre à Aghjone, Econatura, Toni Pieri, U Casone, 20270 Aghione, tél : 06 98 02 03 30, http://econatura.free.fr/crbst_59.html

♦ **Festival des Alternatives,** organisé par Alternatiba en Haute-Corse, en mai 2015 par Attac Bastia, CCFD-Terre Solidaire, UTL, Bouge ta Corse…

♦ **Jean-Charles Adami,** professeur de corse, agriculteur, défenseur de la tradition en mouvement, tél : 06 88 77 89 01, voir reportage de Via Stella : http://vimeo.com/75327245

♦ **Groupe d'action locale du Centre-Corse,** Casa Pastureccia, Village, 20250 A Riventosa, Jean-Louis Achard, tél : 09 67 08 93 03, galcentrecorse@live.fr. *Né en 2007, ce groupe travaille, avec l'aide d'un financement européen Leader, à la mise en place d'initiatives de développement local dans les zones montagneuses en déprise démographique.*

♦ **Revue Fora, la Corse vers le monde,** Association Ubiquità, Tour 4, Résidence de Montesoru, 20600 Bastia, contact@revue-fora.org *Revue semestrielle qui à chaque numéro met en confrontation la culture corse avec celle d'un autre pays. Une dizaine de numéros parus.*

» Environnement

♦ **http://contrelincinerateurcorse.o-zi.com**

♦ **A Noscia Tarra,** 12, Pisciavecchia, Précojo, 20137 Porto-Vecchio. *Association de défense de l'environnement, en particulier du littoral et de l'espace maritime du canton de Porto-Vecchio. Née en 2007.*

♦ **Parc naturel régional,** B. P. 417, 2, rue Major-Lambroschini, 20184 Ajaccio, tél : 04 95 51 79 10.

♦ **Association IDEES** (Information diffusion écologie environnement santé), Granaghju, 20200 Santa-Maria-di-Lota, tél : 06 73 56 50 90

♦ **Isbulecamare,** 3, avenue Casazza, 20214 Calenzana, tél : 06 80 41 67 23, isbulecamare@free.fr, http://isbulecamare.free.fr. *Association de défense du patrimoine marin.*

♦ **In Terra Corsa,** Gare SNCF, B. P. 39, 20218 Ponte-Leccia, tél : 04 95 47 69 48, www.interracorsa.com. *Découverte de la Corse au travers d'activités de pleine nature, protection de l'environnement.*

♦ **Collectif Pour une saine gestion des déchets en Corse,** Colette Castagnoli, présidente, ce.c@mic.fr *Ce collectif a vu le jour en 2006 pour contrer un projet d'incinérateur, et a obtenu gain de cause en 2011. Il promeut le tri et le recyclage.*

♦ **Conservatoire du littoral,** Résidence Le Saint-Marc, avenue du Juge-Falcone, 20200 Bastia, tél : 04 95 32 38 14, corse@conservatoire-du-littoral.fr. *Le Conservatoire du littoral est très actif en Corse. Il a acheté 5700 ha en bord de mer dans le Désert des Agriates, 665 ha au Cap Corse, 207 ha au niveau des falaises de Bonifacio… et une soixantaine d'autres sites remarquables en bord de mer.*

» Habitat

♦ **Casa-Mat Ecoconstruction,** Canale, 20100 Sartène, tél : 04 95 71 07 77. *Matériaux destinés à l'habitat écologique.*

♦ **Soleco,** Georges Guironnet, Le Village, 20226 Occhiatana, tél : 04 95 61 30 50. *Aide à l'écoconstruction.*

» Paix

♦ **Manifeste pour la vie des femmes corses.** *Cet appel, initié fin 1994 à Bastia est signé, début 1995, par 2000 femmes. Le 11 février 1998, trois jours après l'assassinat du préfet Claude Erignac, elles appellent à descendre dans la rue pour demander la paix sur l'île. Selon la police, 18 000 personnes manifestent à Ajaccio, 15 000 à Bastia, sans compter les autres villes : au total, plus de 40 000 personnes, femmes en tête, soit 15 % de la population. C'est comme si 10 millions de personnes descendaient dans la rue dans la métropole ! En 2012, l'association a brièvement réapparu, le temps d'adresser une lettre au candidat François Hollande.*

♦ **Essais nucléaires.** *En 1958, le désert des Agriates, zone sèche et peu habitée à l'ouest de Bastia, fut convoitée par l'armée pour y installer un site d'essais nucléaires… qui ira finalement à Moruroa.*

♦ **MAN-Corse :** *projet de groupe dans l'île, prendre contact avec* Paule Legrand-Serra, tél : 04 78 70 24 60, legrandpaule@orange.fr

♦ **Marie Cervoni,** *jeune professeure d'histoire géographie dans un collège de Bastia, formatrice en non-violence dans son établissement, prête à donner des conseils pour d'autres établissements :* marie.cervoni123@orange.fr

♦ **Corte 96,** corte96@orange.fr, http://corte96.pagesperso-orange.fr/index.htm *Groupe de réflexion éthiques sur la société corse, a été créé en 1996 après le colloque de l'Eglise de Corse, à l'Université de Corse. Le groupe cherche à développer une dynamique de paix. Il dénonce notamment les liens entre les pressions immobilières, le tourisme et le grand banditisme. Il est animé par Jacques Orsoni, professeur émérite à l'université de Corse, Sampiero Sanguinetti, journaliste, François Pernin, chirurgien à l'hôpital d'Ajaccio, Marie-Antoinette Raccat, retraitée, et Gaston Pietri, prêtre du diocèse d'Ajaccio.*

» Politique

♦ **http://1000ideespourlacorse.wordpress.com/**

♦ **Association IDEES** (Information diffusion écologie environnement santé), www.idees-corse.org, Granaghju, 20200 Santa-Maria-di-Lota, tél : 06 79 07 29 62 Sébastien ou 06 11 47 77 88 Marie Pascale ou 04 95 31 99 15

♦ **EELV / AEIV Corsica,** http://corse.eelv.fr

» Santé

♦ **Association Inna Terra,** 20233, Sisco, http://innaterra.canalblog.com. *Association de promotion du maternage en Corse.*

» Solidarités locales

♦ **Esol, épicerie solidaire,** 5, rue des Terrasses, 20200 Bastia, www.epiceriesolidaire.org

♦ **Isatis,** 10, avenue Emile-Sari, 20200 Bastia, tél : 04 95 32 26 26, www.isatis.org. *L'association Isatis a pour but de favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes souffrant de troubles psychiques, suivant leurs besoins. Ferme à Ascros, dans la montagne, avec une chèvrerie, une fromagerie, et des pavillons d'hébergement pour 30 personnes. Aussi présent à Ajaccio et Porto-Vecchio.*

♦ **Falepa,** villa Michaud, chemin de Biancarello, 20090 Ajaccio, tél : 04 95 26 65 46, falepa2a@wanadoo.fr *Association d'entraide sociale, réinsertion par la récupération et mise en place d'un garage solidaire.*

» Vivre ensemble

♦ **Association Terra incognita,** Fondale, 20270 Tallone, tél : 06 23 74 39 70 ou 07 77 06 56 85, http://fondalecorsica.jimdo.com/, fondalecorsica@gmail.com *Animation d'un écolieu, développement d'un accueil éco-touristique, projet de création d'un réseau d'éco-volontaires.*

♦ **Communauté Vitulettu,** 20234 Pietricaggio, tél : 04 95 35 93 31, info@vitulettu.org. *Installée depuis 1997 dans un village abandonné à 800 m d'altitude sur le mont Caldena. Agriculture bio, apiculture, foresterie, recherche de vie simple, autonomie, Chamanisme.*



Alternatives

» Chronique : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

Au son de la musique "verte", suite

Je vous propose de continuer notre chemin avec la musique buissonnière, musique surprenante que l'on fait naître au sein de nos doigts avec des plantes glanées au bord des chemins.

Le premier jeu que je vous présente s'appelle le *Trica-traca.* En vous promenant dans une prairie sauvage, vous trouverez probablement des cardères, une plante qui était utilisée autrefois pour peigner et démêler la laine brute. Elle est aussi appelée le *cabaret des oiseaux*, car nos amis à plumes se désaltèrent dans les feuilles et ses graines sont aussi très appréciées...



D.R.

Choisissez une plante sèche. La partie qui nous intéresse est la tige, en forme de fourche à trois dents. Avec un gant ou un autre objet, enlevez d'abord les épines présentes le long des tiges.

Avec votre sécateur préféré, vous prélevez cette fourche, en raccourcissant la tige du milieu. Coupez ensuite un autre morceau de tige sur le reste de la plante, qui sera positionné plus tard dans le sens horizontal. Cette baguette doit dépasser les deux extrémités de la fourche. Un petit bout de cardère sera mis au milieu de ce bâtonnet grâce à un petit trou (pointe de couteau ou vrille et un peu de colle à bois pour la durée). Mettez le petit bâton de la baguette au sein de la tige centrale de la fourche (qui est creuse).



D.R.

Pour faire sonner l'instrument, faites tourner la tige centrale en vous frottant les mains de gauche à droite. Il doit se produire un clac-clac comme un bruit de crécelle. Vous pouvez aussi gratter la fleur de cardère sur votre main ou sur une autre inflorescence pour faire des rythmes.

Le claquoir servait à rythmer la musique et les danses populaires ou à faire tout simplement du bruit. On pouvait utiliser des morceaux de bois, des lanières d'écorce, des tiges de maïs, un morceau de bambou ou de canne de Provence.



D.R.

Avec la canne de Provence : choisissez un entre-nœud long et épais. Enlevez un des deux nœuds, fendez de ce côté en deux sur les 2/3 de la longueur, écartez les deux parties en coinçant à la base un fin morceau de bois. Ligaturez si besoin la base pour éviter l'éclatement.

Pour jouer, utilisez comme les cuillères : tenir l'instrument au niveau de la ligature, et frapper l'extrémité contre l'autre main.

Le tambour à friction est un instrument qui existe encore au Brésil (la Cuica) et qui était présent un peu partout en Europe sous des noms variés. Il est constitué d'une caisse de résonance cylindrique, recouverte d'une membrane, à travers laquelle une tige de bois est fixée. Le joueur frotte la tige avec les mains ou un chiffon humide, de la peau vers l'extérieur, ce qui produit des vibrations transmises par la membrane.



D.R.

Le tambour à friction fonctionne aussi avec une ficelle fine ou un crin de cheval fixé au milieu de la membrane par un nœud. De l'autre côté, la ficelle se termine par une boucle, qui va être frottée dans une rigole d'une baguette de bois. En mouillant le bâtonnet, on obtient des bruits proches de la grenouille que l'on peut moduler.

Le cylindre peut être fabriqué avec un bambou épais, avec de la terre cuite, un bout de bois creux, un morceau de bambou ou encore dans une boîte de conserve. Ce jeu permet de produire des bruits de grenouille. La membrane peut être en vessie de porc, en peau de bête ou être réalisée avec quelques couches de papier kraft et de colle à papier peint.

Enfin, le racleur est un instrument que l'on gratte avec une baguette pour marquer un rythme. La fabrication de cet instrument est simple. Vous pouvez utiliser une tige de renouée du japon ou de canne de Provence. Choisissez un diamètre assez large, à partir de 5 cm le résultat est intéressant. Coupez un entre-nœud, en gardant un seul opercule et en éliminant l'autre.

Grâce à une lime fine, creusez des stries parallèles sur tout le long du tube tous les demi-centimètres. Les frottements peuvent être faits avec un éclat de bambou bien sec, un rayon de vélo ou un pic à brochette.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
5, rue de la Paix, 93500 Pantin,
mishelu@riseup.net

» Paris

Quilombo

Créée en 2002, la librairie Quilombo, spécialisée dans la critique sociale fonctionne en autogestion (avec 2 salariés et 4 bénévoles). Indépendante, elle ne compte que sur ses propres ressources et se cantonne dans un local de 35 m². Aujourd'hui, elle cherche à s'agrandir et a l'opportunité d'acheter le local adjacent de 15 m². Des travaux sont prévisibles. En conséquence, la librairie cherche des donateurs pour l'aider à financer cet investissement. Vous pouvez soit faire un don, soit faire des achats de livres. *Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 21 07, www.librairie-quilombo.org*

» Toulouse

Coopérative d'habitants

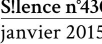
Depuis 2008, l'association *La Jeune Pousse* cherche à créer une coopérative d'habitants sur Toulouse. C'est fait ! avec son premier fruit : Abricoop.

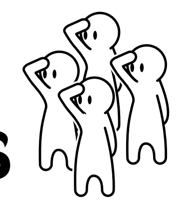
D.R.

Début 2017, les 17 foyers coopérateurs d'Abricoop, soit 27 futur-e-s habitant-e-s âgé-e-s de 0 à 80 ans, seront collectivement propriétaires d'un immeuble de l'îlot réservé à l'habitat participatif sur l'écoquartier de la Cartoucherie.

Avec l'agence toulousaine *Seuil-architecture*, ils participent à la conception de leurs propres appartements et des espaces partagés : buanderie, salle commune, hall avec stationnement vélos, trois chambres d'amis, espaces de rangement, toit-terrasse... Ensuite, les abricoopains et les abricoopines assureront ensemble la gestion de l'immeuble.

Pour en savoir plus :abricoop.fr, cooperative.abricoop@gmail.com

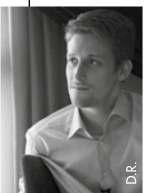






Prix Nobel alternatif

Fondé en 1980, le *Prix Right Livelihood* est décerné chaque année dans l'enceinte du Parlement Suédois, et souvent désigné comme "le Prix Nobel alternatif". Il récompense cette année :



D.R.

♦ **Edward Snowden** (Etats-Unis), 31 ans, ancien officier de la CIA et de la NSA qui a eu le courage de révéler au public, à partir de mai 2013, les techniques d'écoutes mises en place au niveau mondial pour une surveillance à grande échelle. Il est aujourd'hui réfugié en Russie pour échapper aux services secrets des Etats-Unis.



D.R.

♦ **Alan Rusbridger** (Grande-Bretagne), 61 ans, journaliste à *The Guardian.* Responsable du site internet du quotidien, il a été celui qui a diffusé largement les documents transmis par Edward Snowden.



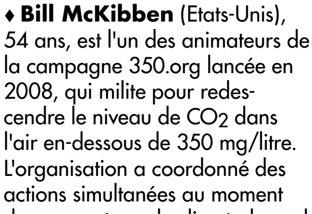
D.R.

♦ **Asma Jahangir** (Pakistan), 62 ans, juriste qui depuis une trentaine d'années se bat pour le respect des droits humains dans son pays. Elle a beaucoup fait pour faire progresser la condition des femmes. Elle a été la première femme nommée à la présidence de la Cour Suprême.



D.R.

♦ **Basil Fernando** (Hong-Kong / Chine), 70 ans, premier animateur de l'AHRC, Commission asiatique des droits humains, il a mis en place un système d'appels urgents qui permet de venir en aide rapidement aux personnes persécutées. Cette associations est aujourd'hui présente dans 12 pays asiatiques.

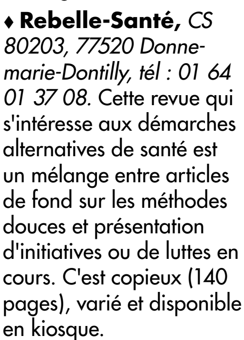


Nancie Battaglia

♦ **Bill McKibben** (Etats-Unis), 54 ans, est l'un des animateurs de la campagne 350.org lancée en 2008, qui milite pour redescendre le niveau de CO_2 dans l'air en-dessous de 350 mg/litre. L'organisation a coordonné des actions simultanées au moment des sommets sur le climat, dans plus de 180 pays.

Médias

♦ **Passerelle Eco,** *Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, www.passerelleco.info.* Dans le n°54, un long reportage sur la municipalité de Saillans, village drômois qui tente l'expérience d'une gestion collective de la vie municipale.





♦ **Rebelle-Santé,** *CS 80203, 77520 Donnemarie-Dontilly, tél : 01 64 01 37 08.* Cette revue qui s'intéresse aux démarches alternatives de santé est un mélange entre articles de fond sur les méthodes douces et présentation d'initiatives ou de luttes en cours. C'est copieux (140 pages), varié et disponible en kiosque.

♦ **L'âge de faire,** *9, chemin de Choisy, 04200 Peipin, tél : 04 92 61 24 97, www.lagedefaire-lejournal.fr* La revue de l'écologie pratique est en difficulté financière après trois années déficitaires. Elle a besoin de remonter ses abonnements (à partir de 20 €) de 9000 à 11 000 pour retrouver l'équilibre.

» **Chronique : Bonnes nouvelles de la Terre**

En partenariat avec :



Sur le campus de Bordeaux, la récup' s'organise

Ateliers, bricolage, troc… Sur le campus de l'Université de Bordeaux, la récupération des objets est lancée avec *Etu'Récup*.

Le facile à acheter est tout aussi facile à jeter. On peut le voir dans les déchetteries de France, où des meubles parfaitement utilisables côtoient de l'électroménager non trié et des vélos à peine rouillés. Face à ce constat, les étudiants et leurs associations du campus de Bordeaux se réunissent et innovent.

De tout à petits prix

L'aventure a débuté en mars 2014, mais le projet mûrit depuis 2012. Initialement conçu comme une simple ressourcerie, il a pris une autre dimension sous la direction d'Aurélie Schild. *"Le constat était désolant"*, dit-elle. En juin, les étudiants qui partent laissent derrière eux meubles et autres appareils électroménagers alors qu'en septembre, les nouveaux arrivants achètent du neuf au prix courant.

Le projet veut répondre aux besoins des étudiants du campus, mais pas seulement. L'offre ? *"En gros, tout ce qui peut servir à un étudiant, des livres, des meubles, de l'électroménager élémentaire. Tout le monde pourra faire ses menues réparations, et ses petits achats"*, indique Aurélie.

Il y a actuellement deux tarifs, étudiant et non-étudiant, mais Aurélie envisage d'instaurer sous peu une grille de prix indexés sur des critères sociaux. Les profits générés par la vente serviront à financer l'acquisition des outils nécessaires à la récup' et au travail de réhabilitation, ainsi qu'à rémunérer les deux salariés de l'association.



D.R.

Aurélie se remémore l'expérience du *Reggae Sun Ska Festival*, qui s'est tenu au mois d'août 2014 dans le Médoc. *"On a fourni au staff du festival cinquante vélos de notre création réalisés à partir d'épaves de bicyclettes"* s'amuse-t-elle.

Dans la proue du bateau *Le vent debout*, le restaurant universitaire du campus de Pessac, les ateliers de fabrication et de réparation de vélos commencent, au nombre de deux par semaine, allant de *"répare ton frein"* à *"ponce ta chaîne"* ajoute Frederic Fernandes, étudiant lusophone à Bordeaux 3, très investi dans l'association.



Recréer du lien

Etu'Récup crée du lien à différentes échelles. *"On dit souvent que le campus de l'université de Bordeaux, qui s'étale sur Talence, Pessac et Gradignan, est un lieu abandonné, perdu. Une de nos volontés est de recréer des liens entre les étudiants, les riverains et le personnel de l'université, mais également entre Talence, Pessac et Bordeaux, trois villes de la CUB"*, complète Johana Cavatore, administratrice d'Etu'Récup. Et pour ce faire, *"on réunit les gens autour d'activités. On apprend ensemble et par nous-mêmes. Ensuite, on fait circuler le savoir, c'est aussi ça le but"*.

Johanna s'étonne que, face à ce pas de côté qu'est *"le concept de gratuité"*, les gens sont gênés. Selon elle, c'est *"le signe de tout ce qu'on a perdu avec le capitalisme et il faut se ressaisir de tout cela"*.

Benjamin Pietrapiana ,
pour *www.reporterre.net*

Etu'Recup, *Le Bateau, RU 2, Campus de Pessac, tram B arrêt Doyen Brus, http://eturecup.org.*



Climat

Le Rhône va voir son débit baisser

Réunis à Lyon, le 1er décembre 2014, les experts invités à l'initiative de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, sont unanimes : le débit du Rhône ne peut que baisser dans les années à venir du fait du réchauffement climatique. Celui-ci fait fondre les glaciers qui alimentent le fleuve, la neige qui tombe sur les Alpes fond plus vite et l'évaporation le long du cours d'eau augmente. Le débit du fleuve pourrait baisser de 30 % d'ici 2050. Parmi les conséquences prévisibles : la remontée de l'eau de mer dans les rizières de Camargue (déjà observée une première fois en 2011), une moindre disponibilité pour l'irrigation et pour le refroidissement des réacteurs nucléaires, lesquels chauffent alors l'eau à une température trop élevée détruisant la faune aquatique.


D.R.

Automne chaud

Le mois d'octobre 2014 a été l'un des plus doux de l'histoire de la météo en France (battu seulement par 2001 et 2006), avec une température supérieure à la moyenne 1981-2010 de 2,4°C. La température est particulièrement élevée le long des côtes, la température des mers étant exceptionnellement élevée. En octobre, elle était en moyenne supérieure de 4°C à la normale, aussi bien dans l'Océan atlantique, que la Manche, la Mer du Nord et la Méditerranée. Ce réchauffement des océans explique aussi la douceur observée dans des pays comme l'Allemagne, la Norvège ou encore l'Espagne et le Portugal. A l'inverse, la Russie, loin des mers, a connu une arrivée de l'hiver précoce.

En novembre, nous étions encore au-dessus des normales saisonnières (+2 à +3°C du nord au sud). C'est l'automne le plus chaud depuis 1900 à l'exception de celui de 2006. Pour 2014, Météo-France annonce une température record sur les 11 premiers mois. Et la tendance est mondiale : sur les dix premiers mois de 2014, jamais la température n'avait été aussi chaude.

Santé

Pilules contraceptives et embolies pulmonaires

Début 2013, l'association pour une information médicale indépendante Formindep mettait en garde publiquement contre les dangers des pilules contraceptives de 3e génération à base de drospirénone au motif que ces médicaments occasionnaient un surcroît d'embolies pulmonaires. Il s'en est suivi une baisse importante de leur usage, la prescription passant de 50 % à 25 % des pilules. Fin 2014, le bilan rendu public par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (ANSM), révèle que cette baisse de prescription est associée à une baisse du nombre d'hospitalisations pour embolie pulmonaire de 11,2 % chez les femmes en âge de prendre la pilule. A éviter donc.

Formindep, 1100 Rue Faidherbe, 59134 Fournes-en-Weppes, tel : 01 79 73 60 93.


D.R.

Quand les laboratoires font fermer un service de soins contre le cancer

Dans la plupart des services d'oncologie (soins contre le cancer), des "protocoles" d'essais thérapeutiques sont proposés aux patients pour tester de nouveaux traitements. Mais cela sans qu'on explique bien aux patients que ces "essais" ont des effets secondaires moins bien maîtrisés. Il s'agit souvent de particules fournies par des laboratoires qui y trouvent un moyen de renouveler sans cesse les médicaments ou de techniques avec des appareils coûteux qui rapportent aux fabricants.


Nicole Delépine
D.R.

Au CHU Raymond-Poincarré de Garches (Haut-de-Seine), le Dr Nicole Delépine dirigeait jusqu'à l'été 2014, le service d'oncologie pédiatrique (enfants ayant un cancer). Nicole Delépine avait adopté comme position de n'utiliser que des protocoles validés, dont les effets secondaires sont mieux connus et dont on peut donc anticiper les correctifs à apporter aux traitements. Résultat : alors qu'en moyenne 60 % des enfants sortent guéris après leur passage dans un centre d'oncologie, celui de Nicole Delépine affiche un taux de réussite supérieur à 80 %.

Ceci a irrité aussi bien les laboratoires que les fabricants, mais également d'autres centres dont les enfants ont été retirés pour être placés à Garches. Le 7 août 2014, après la mise en retraite de Nicole Delépine, le service a été fermé, provoquant la colère des quelques 200 familles dont les enfants étaient soignés sur place et qui ont dû rejoindre un autre hôpital qui ne dispose pas des mêmes équipements. Regroupés, les parents ont porté plainte pour délaissement de malades. La Ligue des droits de l'homme est intervenue auprès de Marisol Touraine, ministre de la santé. Des parents ont fait une grève de la faim.

Il est clair que ceci est une vengeance par rapport au livre écrit par Nicole Delépine Le cancer, un fléau qui rapporte dans lequel elle explique que certains traitements nouveaux peuvent coûter jusqu'à 150 fois plus cher que les traditionnels… sans garantie de résultat.

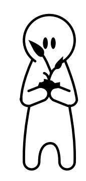
Depuis août 2014, Nicole Delépine a gagné devant le tribunal le droit de cumuler emploi et retraite. Deux de ses collègues ont également gagné contre leur mise à pied alors qu'ils étaient qualifiés pour poursuivre la gestion du service. On peut suivre l'affaire :

♦ www.enfants-cancer-garches.fr

♦ www.ametist.org

♦ www.nicoledelepine.fr

(source : *Rebelle-Santé*, novembre 2014)



» Charente-Maritime

Contre l'hyper-incinérateur

A Echillais, sur la rive du fleuve Charente près de Rochefort-sur-Mer, le groupe Vinci projette de construire un incinérateur géant pour remplacer deux incinérateurs déjà existants et brûler 75000 tonnes de déchets par an. Il est prévu d'y associer également un tri mécano-biologique, procédé très controversé aujourd'hui pour son impact environnemental. Le projet a été dévoilé par l'association *Pays Rochefortais Alert'* (PRA) qui s'y oppose. Ce projet est en effet contradictoire avec une politique de transition énergétique et de réduction des déchets à la source. Il devrait coûter au moins 100 millions d'euros à la collectivité, et pose problème en terme d'impacts environnementaux et sanitaires. Pour en savoir plus : *Pays Rochefortais Alert', BP 40006, 17620 Echillais, www.pays-rochefortais-alert.org.*

Contre la *Center Parkisation* du monde !

Le groupe *Pierre et Vacances* cherche à ouvrir en 2018 un *Center Parc*, sorte d'usine à loisirs, au Rousset, entre Cluny et Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire (Bourgogne), sur une superficie de plus de 80 hectares au cœur d'une zone forestière. Il comprendra notamment une zone de "serre-piscine" maintenue artificiellement à 29° toute l'année par une chaudière à bois. Les collectivités locales pourraient participer à hauteur de 85 millions d'euros à ce projet à usage et profit privés. Les opposants dénoncent l'inutilité du projet, le coût pour les contribuables, les problèmes écologiques (eau, forêts…).

A Poligny, dans le Jura (Franche-Comté), l'association de veille *Le Pic Noir* est née également face à un projet de *Center Parc* entre Plasne, Le Fied et Barretaine et dénonce tant ses conséquences environnementales (déforestation, bétonnage, gaspillage d'eau et d'énergie) que sociales et fiscales (88 millions d'euros financés par l'argent public). Les élus affirment que le projet est déjà bouclé mais le dossier a été monté dans la plus grande discrétion.

A Roybon, dans l'Isère, près de Saint-Marcellin, plus de 500 personnes ont manifesté le 30 novembre 2014 contre un autre projet. *France-Nature Environnement* a annoncé que l'on allait vers un nouveau Sivens avec 110 hectares menacés. Le chantier déjà entamé fait l'objet de nombreuses dégradations nuit après nuit.

♦ **Association le Pro-Geai du Rousset,** www.centerparc-le-rousset.org.

♦ **Association Le Pic Noir,** 1, rue de la Miséricorde, 39800 Poligny, www.lepicnoir.fr.

♦ **Pour des Chambarrans sans Center Parcs,** chez René Meynier, 1910, route de la Verne, 38940 Roybon, www.pcscp.org

» Pesticides

Epandages aériens toujours autorisés



Alors que plus de 18000 personnes se sont exprimées lors de la consultation publique du 23 juin au 15 juillet 2014 pour demander l'interdiction des épandages de pesticides à proximité des lieux de vie, l'arrêté finalement publié au journal officiel le 19 septembre 2014 maintient la limite à 50 m comme auparavant… une limite qui n'a aucun sens compte tenu des courants d'air et de l'imprécision des trajectoires des engins volants. Alors que le Grenelle de l'environnement de 2007 prônait la division de moitié des pesticides d'ici 2018, voici une occasion ratée.

Pêche de bons thons

90 % des Français ont des boîtes de thon dans leurs réserves alimentaires. 95 % sont pour des méthodes de pêches respectueuses, ne mettant pas en péril les espèces pêchées. 79 % sont prêts à payer 20 centimes de plus par boîte pour avoir un thon pêché dans des conditions durables. Ce sont les résultats d'un sondage CSA réalisé pour le compte de Greenpeace, début septembre 2014. Et Greenpeace de publier dans la foulée une étude sur l'origine du thon selon les marques. Il en ressort que seuls Phare d'Eckmühl et Système U gère à peu près correctement leur approvisionnement.

Nanoparticules contre plancton

Les nanoparticules sont utilisées dans les crèmes solaires pur filtrer les rayons ultraviolets. Problème : ces particules se dispersent dans l'eau quand on se baigne. David Sanchez-Quiles, de l'Institut méditerranéen d'Espagne vient de réaliser une thèse qui montre que ces nanoparticules perturbent la croissance du phytoplancton, à la base des chaines alimentaires marines. Dans combien de dizaines d'années osera-t-on interdire les nanomatériaux dans les crèmes solaires ?

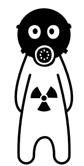
Deux fois moins d'animaux sauvages en 40 ans

Selon le rapport *Planète vivante* du WWF, paru fin septembre 2014, basé sur le suivi de 10 380 groupes d'animaux sur un territoire donné, appartenant à 3038 espèces vertébrées, les effectifs (en nombre d'individus, pas d'espèces) ont baissé de 52 % entre 1970 et 2010. Ce déclin touche plus les zones tropicales (-56 %) que les zones tempérées (-36 %). L'Amérique latine est la plus affectée (-83 %). L'étude a analysé ce qui se passe dans les zones protégées : si le bilan est moins catastrophique, cela baisse quand même (-18 %). Les causes de cet effondrement sont connues : déforestation, urbanisation, défrichement pour l'agriculture intensive… mais aussi changement climatique.

Un ara dans la forêt amazonienne



Luc Viatour



Nucléaire

Occupons les ronds-points !

Le 15 novembre 2014, le Réseau Sortir du nucléaire a lancé une opération "occupons les ronds-points". Avec banderoles, affiches et tracts, environ 80 ronds-points ont été occupés pour cette première journée nationale. Cette action facile à organiser devrait se renouveler prochainement pour occuper plus de ronds-points.



SDN Bugey

» EPR

Fraude sur les cotisations sociales

Un rapport de la Cour des comptes publié le 17 septembre 2014 dénonce les fraudes aux cotisations sociales. Parmi les 1445 infractions relevées par ces magistrats, on découvre le cas du chantier de l'EPR à Flamanville où au moins 460 travailleurs ont été présents dans le cadre de sous-traitance à des entreprises étrangères, lesquelles n'ont pas payé les cotisations sociales en France.

» Catastrophe de Fukushima

Secrets et mensonges

La loi sur le secret entrera en vigueur le 10 décembre 2014. D'une part, cette loi met fin au secret des sources pour les journalistes. D'autre part, 19 ministères et agences nationales, dont l'Agence de Régulation Nucléaire, la NRA auront la possibilité de classer secrets des documents. Ceux-ci pourront être détruits 30 ans après qu'ils aient été classifiés, sur accord du 1er ministre. En attendant, le gouvernement persiste à nier les évidences. Par exemple, à soutenir que rien ne permet d'établir un lien entre le développement des cancers et l'accident nucléaire et à dispenser des conseils de santé du genre : *Pour se bien porter il faut se lever tôt et aérer son habitation...* Mieux : le *New York Times* signale que des médecins japonais réclament l'arrêt des contrôles de la thyroïde, car *si le nombre de cancers augmente rapidement, cela provient du stress provoqué par les contrôles !*

Malheureusement les organismes indépendants ne tiennent pas les mêmes discours : une étude médicale conclut que les 23 quartiers de Tokyo sont contaminés à un niveau supérieur à celui observé à la limite de la zone interdite de Tchernobyl et annonce que les analyses sur les cellules sanguines des enfants de moins de dix ans présentent des taux d'anomalies inquiétants.

Un grand nombre de parents qui ne se fient plus aux contrôles médicaux publics demandent des contre-expertises. Voici les résultats des analyses effectuées sur des enfants de moins de 16 ans au moment de la catastrophe (moins de 19 ans aujourd'hui) résidant dans les préfectures de Ibaraki et Chiba (nord de Tokyo). Sur 1818 enfants examinés, 1139 (63 %) présentent déjà des anomalies thyroïdiennes : kystes ou nodules.

Un collectif de médecins de la région de Fukushima a confié à des médias qu'ils se sont vu interdire de communiquer leurs observations à propos des difficultés sur les grossesses et enfants mal-formés. Un des médecins a répondu à un journaliste : "on peut s'attendre à un million de cancers supplémentaires".

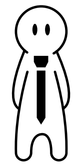
"10 millions de personnes vivent dans un environnement très radioactif " d'après un rapport de l'Institut du réacteur de recherche de l'Université de Tokyo, cartes à l'appui. On aurait dû évacuer dans certaines directions jusqu'à 60 km du réacteur. Les statistiques publiées sur le site du Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales annoncent quant à elles que les doses limites sont toujours parfaitement respectées. Ce que contredit un journaliste du *Figaro* qui a constaté que les chiffres affichés par les détecteurs et mis à disposition du public étaient en moyenne un tiers plus bas que ceux de son dosimètre. Sans parler des taux très élevés près des sacs de décontamination recouverts de bâches vertes.

Un autre journaliste qui faisait le trajet sur la RN6 (laquelle vient d'être ouverte au public, car décontaminée) a mesuré la pollution avec son compteur. Celle-ci variait de 0,23 (minimum toléré) à 19,51 microsieverts/h : 85 fois la limite fixée.

Heureusement, grâce à la loi sur le secret, ces réalités ne laisseront aucune trace... pensent-ils.

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net



Politique

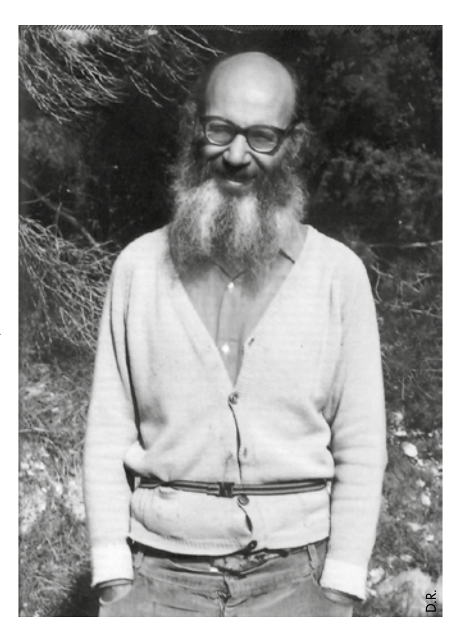
» Grands projets inutiles

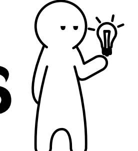
François Hollande pour des référendums locaux !

"Un mauvais projet doit être arrêté rapidement. Pour débloquer une situation, un référendum local vaut toujours mieux que le fait accompli". C'est ce qu'a déclaré François Hollande dans son discours lors de la Conférence environnementale, le 27 novembre 2014, faisant allusion au cas du barrage de Sivens.
Alors oui, allons-y ! Rappelons que 60 000 personnes en Haute-Marne ont signé une pétition pour demander un référendum sur la question de l'enfouissement des déchets à Bure.
Et faisons le même en Bretagne pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Et ailleurs…

Alexandre Grothendieck

Alexandre Grothendieck est décédé le 13 novembre 2014 à l'âge de 86 ans. Ce génie des mathématiques s'est distingué par ses nombreux engagements politiques. En 1966, il refuse la médaille Fields, la plus haute distinction pour un mathématicien. Il est très actif pendant Mai 68. En 1970, il démissionne de l'IHES, Institut des hautes études scientifiques, pour dénoncer son financement par le ministère de la Défense. Avec Pierre Samuel et Claude Chevalley, deux autres mathématiciens, ils fondent le groupe *Survivre et vivre*, groupe à la fois écologiste et antimilitariste. Ayant obtenu un poste de mathématicien au Collège de France, il choisit d'y donner un cours "Faut-il continuer la recherche scientifique". Il est le premier à être exclu du Collège de France. Il poursuit sa carrière à l'université de Montpellier, participe à des initiatives communautaires et refusera différents prix honorifiques tout au long de sa vie. Depuis 1990, il vivait retiré en Ariège. Récemment les éditions L'Echappée ont publié *Survivre et vivre, critique de la science, naissance de l'écologie* qui reprend l'essentiel des textes politiques d'Alexandre Grothendieck. Un antidote au capitalisme vert.


D.R.



Logements économes, c'est mal parti !

Dans les constructions collectives de logements neufs, la règlementation technique de construction RT2012 fixe, entre autres, la consommation d'énergie. Adoptée en juillet 2010, elle prévoit un maximum de 50 kWh/m²/an, ce qui correspond à une norme "basse consommation". Elle devait initialement entrer en vigueur le 1er janvier 2013, mais le précédent gouvernement avait accordé une dérogation jusqu'au 1er janvier 2015. Le 20 novembre 2014, le gouvernement a de nouveau cédé aux exigences des promoteurs et la dérogation a été prolongée jusqu'au 1er janvier 2018.

Enigme : la RT2020, déjà adoptée, prévoyait qu'à partir du 1er janvier 2021, les bâtiments deviennent à énergie positive (BEPOS), c'est-à-dire qu'ils doivent produire plus d'énergie qu'ils n'en consomment. En quelle année sera-t-elle réellement appliquée ?



Pierre Aime

Détection des fuites de chaleur par thermographie

Dans le logement collectif ancien, ce n'est pas mieux. Une étude datant de mai 2014, de l'UFC-Que Choisir montre l'échec des politiques incitatives : seuls 134 000 logements ont bénéficié de cette rénovation en 2011… bien loin des objectifs annoncés.

L'objectif d'une baisse de 38 % d'ici à 2020 de la consommation d'énergie du bâti, objectif fixé par le Grenelle de l'environnement, est en voie d'être perdu.

Pétrole : tarifs en baisse

La production de gaz de schiste aux Etats-Unis et la baisse de la demande en Asie du Sud-Est du fait du ralentissement de l'économie font que, depuis mi-2014, la production de pétrole dépasse la demande. Conséquence : son prix a baissé (d'environ 35 % entre juin et décembre 2014). En Europe, la baisse sensible a toutefois été moindre car parallèlement l'euro a perdu de la valeur sur le dollar. A court terme, cette baisse du prix pénalise l'économie russe… ce qui peut expliquer que le gouvernement des Etats-Unis vienne en aide aux compagnies investies dans le gaz de schiste. Cela signifie-t-il que cela peut durer ? Rien n'est moins sûr. D'une part, l'exploitation des gaz de schiste aux Etats-Unis est d'autant moins rentable que le prix du pétrole est bas ; d'autre part, quand le pétrole baisse, cela relance généralement sa consommation (on réutilise plus sa voiture à budget constant).
On est dans la phase de "tole ondulée" annoncée par les spécialistes : quand le prix monte, cela enclenche des crises qui ralentissent l'économie, donc freine la consommation, et font baisser les prix, ce qui relance l'économie… Cela durera tant qu'il sera possible de suivre la demande en période de haute consommation.



Nabil al-Jurani

» Gardanne

La forêt brûle

Le projet de transformation de la centrale thermique de Gardanne en centrale bois suscite de plus en plus d'opposition (voir dossier de *Silence* n°428, novembre 2014). Toutefois, si plus de 400 personnes ont manifesté le 5 octobre 2014 à Gardanne, il y avait peu d'habitants de la commune. Une vingtaine d'élus avaient fait le déplacement, donc certains venus des zones forestières menacées. Des délégués CGT de l'Office national des forêts étaient présents. Une autre manifestation s'est tenue le 16 octobre à Florac devant le siège du Parc National des Cévennes qui a signé un accord de partenariat avec l'électricien E.On. Il y avait environ 200 personnes. Une rencontre avec des ouvriers du site a permis de savoir que les rapports entre syndicats et E.On sont tendus et qu'ils souhaitent avant tout le maintien d'une activité de production électrique, mais ne tiennent pas spécialement à l'usage du bois.



D.R.

Manifestation sur le marché de Gardanne, le 5 octobre 2014

Début novembre 2014, des convois de bois sont arrivés à la centrale pour des essais de déchiquetage. Des essais qui ne se passent pas sans mal… les jardins du voisinage ayant bénéficié d'importantes retombées de poussières.

Des coupes de bois ont également été repérées sur la Montagne de Lure (Alpes-de-Haute-Provence). Si le projet de centrale au bois à Gardanne voit le jour, ce seront 30 hectares de coupe rase par jour…

Les voitures électriques ne séduisent pas grand monde

Le gouvernement a beau offrir une prime de 6300 euros pour l'achat d'un véhicule électrique, il n'y a eu que 13 000 voitures électriques vendues en 2013 (0,6 % des ventes). Les raisons des réticences : un prix fort élevé (prime déduite, la première voiture reste encore à 15 000 euros), des contraintes pour la gestion des batteries importantes, et un manque évident d'autonomie qui ne convient que pour des voitures de ville.

Arnaud Montebourg a annoncé le 5 juin 2014, que le gouvernement envisageait d'augmenter la prime après les faibles ventes du premier trimestre 2014 (baisse de 26 % par rapport à 2013). Les voitures électriques sont pour leur grande majorité achetées par des collectivités publiques qui communiquent dessus. Les particuliers roulant électrique ne sont pas nombreux !

Une yourte aux normes RT2012

La réglementation thermique RT2012 est a priori prévue pour des bâtiments neufs et fixe de bas niveaux de consommation d'énergie (trois fois moins que la précédente RT2005). Peut-on l'appliquer à un habitat léger ? C'est le défi relevé par la Maison voyageuse, avec une yourte qui peut donc bénéficier d'un permis de construire classique : isolée en laine de mouton, avec une toile étanche, un sol accueillant 200 mm d'isolant, de larges fenêtres, le modèle est même en dessous des limites fixées : elle ne consommera, à surface équivalente, qu'entre 3200 et 4500 kWh par an (selon les usages) contre 6550 kWh par an pour la norme. Maison voyageuse insiste aussi sur l'énergie grise, c'est-à-dire l'énergie qu'il faut dépenser pour la construction. Une yourte ne consomme que 15 000 kWh pour sa construction contre 500 000 à 1 000 000 kWh pour une maison individuelle. En intégrant l'"énergie grise, sur 30 ans, la yourte consomme donc de 6 à 11 fois moins qu'une maison.
La Maison voyageuse, Eco-habiter léger, Sourbins, 12270 Najac, http://yourtes.net



D.R.



Paix

EELV sait-elle encore ce qu'est la non-violence ?

Dans une tribune cosignée avec un général, dans *les Echos* du 27 octobre 2014, François de Rugy, co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale écrit : *"Réduire la voilure de notre programme de simulation - dont le coût global est passé de 2,8 milliards en 1999 à 6,6 milliards en 2009 - et abaisser le stock minimal de nos têtes nucléaires, sur le modèle du Royaume-Uni, libérerait immédiatement plusieurs centaines de millions d'euros. Sans remettre en cause l'existence de la dissuasion nucléaire, l'ensemble de ces adaptations pourraient faire économiser environ 1 milliard d'euros par an jusqu'à la fin de la loi de programmation militaire (2019). Ces sommes seraient réaffectées aux équipements et moyens de fonctionnement des forces conventionnelles.*
La France pourrait ainsi tripler sa dotation annuelle aux opérations extérieures pour garantir un meilleur dimensionnement des contingents déployés en Afrique et au Moyen-Orient (…)".


François de Rugy

Jusqu'à maintenant, EELV s'est toujours prononcé pour le respect du droit international, à savoir la suppression des armes nucléaires. Là, on ne fait plus que quelques économies. Et en plus on les utiliserait pour tripler nos interventions colonialistes ! René Dumont ou Solange Fernex doivent se retourner dans leur tombe !

» Chronique : Le nucléaire, ça boum !

Le Mégajoule commence ses tirs

Décembre 2014, le Laser Mégajoule commence ses premiers tirs. Objectif : mettre au point l'arme nucléaire du 21e siècle. Une arme nouvelle, déclenchée par un laser, adaptable à tous les théâtres de conflits, les petits comme les grands. L'invention qui banalise l'arme nucléaire.

C'est le programme "simulation", un mot qui laisse penser qu'il ne s'agit pas d'essais nucléaires. Faux, ce sont de vraies explosions. Miniatures par rapport à une bombe nucléaire, "seulement " 5 kilos de dynamite. Qu'importe, le vocabulaire permet de faire croire à un projet acceptable.


CEA

Le projet est inacceptable pour plusieurs raisons. La première est évidemment qu'il s'agit de pérenniser l'arme nucléaire pour longtemps. Le Sénat a précisé le chiffre : 50 ans, rapport 668. Donc il faut disposer d'un grand laboratoire, d'équipes de physiciens de haut niveau, d'un budget conséquent. Le Mégajoule donne toutes ces satisfactions.

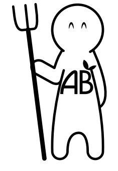
La deuxième raison est politique, c'est la plus grave. Prévoir ce type de modernisation avec un nouveau type de bombes, des bombes à fusion pure et déclenchement laser serait une percée dans la course aux armements. Message pour les proliférateurs en tout genre : l'arme nucléaire est l'arme de demain, on vous empêche de proliférer mais nous, nous n'envisageons pas de nous en passer. En violation complète des objectifs officiels du Traité de non-prolifération. Pire, en violation du Traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires qui devrait concerner les essais en laboratoire du Mégajoule.

La troisième raison est le gaspillage que le Mégajoule représente. Initialement estimé à 1,2 milliards d'euros en 1995, la facture atteint maintenant 7,2 milliards. Et ce n'est certainement pas la note finale… Les militaires eux-mêmes commencent à faire la grimace car ils se sentent défavorisés pour obtenir du matériel… pour faire la guerre. Le gaspillage concerne aussi la recherche sur l'énergie de fusion car le Mégajoule, à finalité militaire, est couplé à un autre laser, le "Pétawatt", qui est prévu pour une recherche d'énergie nucléaire "civile". Avec de mini-explosions, il pourrait chauffer de l'eau (ne rions pas…) afin de faire tourner une turbine pour de l'électricité… Un projet qui détourne des sommes utiles à la recherche sur les énergies renouvelables. Le meilleur réacteur nucléaire n'est-il pas le Soleil ?

Enfin, il est navrant de ne déceler aucun esprit critique sur ce projet. Quelques personnalités politiques dénoncent ces activités mais ce n'est pas suffisant pour une remise en cause. Des associations militantes comme Négajoule! se battent sur le terrain, mais l'ambiance est à l'inertie. Un sursaut contre le nucléaire militaire serait salutaire pour tous, en premier lieu pour la "Route des lasers" en Aquitaine avec une reconversion du Mégajoule à la recherche civile non nucléaire. La France pourrait initier, avec l'Europe, une politique de désarmement nucléaire mondial avec l'abandon de nos armes nucléaires totalement inutiles pour assurer notre sécurité.

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité

Negajoule, http://negajoule.free.fr.



Agri-bio

» Marseille

Quand la bio coûte moins cher

Les Paniers marseillais fonctionnent un peu comme les AMAP, mais avec une douzaine de producteurs regroupés en amont. Malgré le développement de la bio, celle-ci continue à conserver l'image d'une alimentation de privilégiés. Les Paniers marseillais ont voulu en avoir le cœur net et ont commandé une étude comparative des prix entre leur système de paniers et d'autres modes d'approvisionnement. Le suivi a été fait entre juin 2013 et mai 2014 sur un an. Les résultats sont parlants. Le système des paniers (15 € par panier, prix constant pour un poids moyen de 6,7 kg) est :

♦ 2 fois moins cher qu'en boutique spécialisée en bio (30,31 € de moyenne sur l'année),

♦ 1,3 fois moins cher qu'en hypermarché (produits non bio) (19,26 € de moyenne)

♦ 1,3 fois moins cher que pour un restaurateur qui se fournit chez un grand distributeur en bio (19,11 € de moyenne).

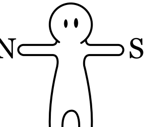
On remarque que c'est en hiver que les écarts sont les plus faibles, en été qu'ils sont les plus grands. Sur un an, le panier marseillais permet d'économiser 765 € par rapport à une boutique bio et 217 € par rapport à un hypermarché.

Si le système des paniers a des inconvénients (principalement, on n'est pas maître du contenu du panier), il permet d'acheter des fruits et légumes bio moins cher que par les autres modes de commercialisation, y compris le conventionnel.


D.R.

Comme le font remarquer les auteurs de l'étude, ce n'est là que la face émergée du système car en plus les circuits courts solidaires ont beaucoup d'autres avantages : ils favorisent une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement, limitent la consommation énergétique et la consommation d'eau.

Les Paniers marseillais, 555, rue Saint-Pierre, 13012 Marseille, tél : 04 91 53 14 70, 06 95 45 96 94, www.lespaniersmarseillais.org



» Chronique : En direct de nos colonies

Burkina-Faso : un régime françafricain renversé par son peuple

En 27 ans de pouvoir, Blaise Compaoré était devenu un pilier régional de la Françafrique. Une façade démocratique et de puissants soutiens, tels une Ségolène Royal assurant en 2011 que le Burkina pouvait *"compter sur [elle] pour redorer son image"* ou un Laurent Fabius vantant en 2012 les *"relations excellentes"* entre les deux pays, étaient suffisants pour le rendre fréquentable en France. Dans la crise en cours au Mali, cet allié fut reçu par François Hollande dès septembre 2012.

Compaoré pensait donc pouvoir modifier la Constitution afin de se présenter à sa succession en 2015. Mais des associations de jeunes et l'opposition structuraient depuis des mois le rejet populaire de ce projet et multipliaient les manifestations depuis 2013. L'annonce officielle du projet de révision constitutionnelle, le 21 octobre 2014, mit le feu aux poudres. Dès le 28, le nombre de manifestants décupla, dans des marches pacifiques. Cependant la répression policière entraîna des réactions dont s'emparèrent les médias occidentaux, trop contents de parler de *"violentes manifestations"*. On retiendra pourtant ces images de centaines de milliers de manifestants, les mains nues et avançant parfois les bras en l'air face à une armée qui, très majoritairement, refusa le 30 octobre de tirer sur la foule et se replia. Celle-ci, appelée par certains responsables de la société civile à *"prendre ses responsabilités"*, poussa Compaoré


D.R.

vers la sortie. Si les tractations au sein de l'État-major laissent planer un risque d'entente entre militaires pour garantir l'impunité à certains d'entre eux, cette stratégie permit de limiter le nombre de victimes (une trentaine de tués selon l'opposition, dont plusieurs par la garde personnelle du frère du despote déchu). Elle a surtout permis d'obtenir le départ de Compaoré (contrairement au Cameroun où, en 2008, malgré plus de 150 morts, le dictateur Biya est parvenu à modifier la Constitution...).

Après dix jours de flou, la transition s'est engagée, toujours sous pression populaire, en vue d'élections en novembre 2015. Les autorités civiles et militaires à la tête du pays devront, d'ici là, conserver la confiance de la rue, notamment en ne protégeant pas les piliers du régime. Mais Compaoré lui-même échappe pour le moment à la justice nationale et internationale : exfiltré par les forces spéciales de l'armée française le 31 octobre, dans une opération dont on ignore le bilan (*"il y a eu des attaques, il y a eu des réponses"*, dira Hollande le 3 novembre), il a trouvé refuge en Côte d'Ivoire puis au Maroc. Paris protège ses affidés, pour éviter le grand déballage sur l'assassinat en 1987 du président Thomas Sankara et sur le soutien à des rébellions criminelles en Sierra Leone, au Libéria, en Angola, en Côté d'Ivoire et au Mali... Autant d'affaires où les services secrets français ont été impliqués. Et, comme après la chute du Tunisien Ben Ali en 2011, les autorités françaises ne tirent cette fois encore aucune leçon : fin novembre, Manuel Valls s'est rendu chez le dictateur tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 24 ans, confronté lui-aussi à une contestation populaire qu'il venait de réprimer dans le sang.

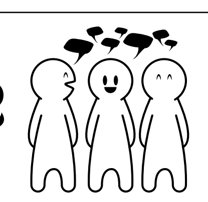
Thomas Noirot

Survie, *107, boulevard Magenta, 75010 Paris, http://survie.org.*

Peuples indigènes contre parcs naturels

Alors que se tenait à Sydney (Australie), du 12 au 19 novembre 2014, un congrès mondial des parcs naturels organisé par l'IUCN, Union internationale pour la conservation de la nature, des organisations indigènes et Survival international ont mené des actions pour dénoncer la politique menée par certaines grandes organisations comme le WWF, Nature Conservancy et United for Wildlife (du prince Charles d'Angleterre), impliquée dans des déplacements de population au nom de la protection de la nature. Survival International a publié un rapport qui montre que la plupart des zones protégées mises en place se font avec l'expulsion illégale des peuples indigènes, que ces derniers sont accusés de "braconnage" parce que la chasse est pour eux un mode de subsistance, qu'ils sont souvent arrêtés et torturés, parfois tués. Survival international dénonce l'hypocrisie de ces associations car les peuples indigènes sont remplacés par des touristes, la plupart du temps bien plus nombreux et plus destructeurs du milieu naturel et même dans certains cas par des chasses privées de gros gibier. Des témoignages ont été présentés : Bushmen au Botswana, Pygmées au Cameroun, Indiens dans des réserves pour les tigres en Inde…

Société



Terres agricoles périurbaines

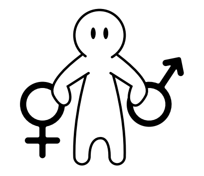
Une étude publiée dans *Environnemental Research Letters* (Etats-Unis) estime que 67 millions d'hectares sont cultivés en milieu urbain, soit 5,9 % des terres cultivées. 456 millions d'hectares (soit 40 % des terres cultivées, se trouvent à moins de 20 km d'un centre urbain de plus de 50 000 habitants. Ces terres sont les plus menacées par l'extension des agglomérations, mais subissent également la concurrence au niveau des usages de l'eau. La revue interroge sur l'avenir de ces terres précieuses pour notre équilibre alimentaire.

Grenoble supprime les panneaux publicitaires

A partir du 1er janvier 2015, 326 panneaux publicitaires (227 "sucettes", 20 colonnes et 64 panneaux 4x3 m) vont disparaître de Grenoble. La méthode est simple : la nouvelle municipalité a décidé de ne pas renouveler le contrat le reliant avec l'annonceur JC Decaux. La municipalité a calculé que cela représentait une surface de plus de 2000 m². Les grands panneaux vont être remplacés par des arbres, les "sucettes" vont être reconverties en partie en panneaux d'expression associative. La municipalité avait fait un sondage : les trois quart de la population trouvaient la publicité trop envahissante. La commune se prive ainsi d'un revenu annuel de 150 000 euros.







Femmes, hommes, etc.

» Marseille

Ça pulse autour de la sexualité



D.R.

L'association Pulse s'intéresse à l'éducation à la sexualité. Elle est née de la rencontre d'une éducatrice spécialisée et d'une art-thérapeute qui ont fait le constat de l'absence d'actions sociales dans ce domaine pourtant au centre de nos vies. Elle entend porter la sexualité dans le champ politique en redonnant à chacun-e plus d'autonomie et plus de liberté. La sexualité est liée au plaisir, à l'épanouissement de la personne, mais aussi sur les rapports sociaux, les questions de domination, de discrimination… L'association propose des rencontres diverses en lien avec différents réseaux (Planning familial, CODES, APEAS…) : animations de rue, ateliers d'éducation populaire, accompagnement individuel ou collectif… *Pulse, 93, La Canebière, BL 226, 13001 Marseille, tél : 07 82 04 72 26, http://asso-pulse.fr*

» Bruxelles

Atelier périnée

Discussion sans tabou des femmes autour du rôle du périnée, de la vulve, du vagin… Cela se passe aux Ateliers du périnée organisés à Bruxelles par l'association Femme et santé. Animé par une professeure de yoga, on peut prendre conscience de certains muscles peu contrôlés et repartir avec des exercices à faire chez soi, dans les transports en commun… L'association propose de nombreux autres ateliers. *Femmes et santé, avenue Lambeau, 24, 1200 Bruxelles, tél : (32) 2 736 51 01, www.femmesetsante.be*

» Grenoble

La Chorageuse

La Chorageuse est une chorale féministe non mixte qui se réunit les premier et troisième dimanches du mois au dernier étage du centre social Chorier-Berriat, rue d'Alembert, de 18h à 21h. La chorale se retrouve en non mixité afin d'évoluer dans un climat de bienveillance, de confiance et de sororité. Les femmes sont les premières concernées, les mieux placées et les plus fortes pour combattre le patriarcat et chanter ensemble des chants féministes.

Contact mail : choralefeministe@listes.gresille.org

annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Agir ensemble

■ **Larzac.** Colporteur de décroissance, cherche amis-es pour acquérir ensemble 60 hectares au cœur des Causses et créer petite communauté. *Thierry, tél : 06 46 05 64 63.*

■ **Brocéliande.** L'association d'écologie pratique a l'opportunité de disposer d'une maison en parfait état attenante à son lieu, au cœur de la forêt de Brocéliande. Cette maison permettrait d'accueillir des personnes âgées ou handicapées en participation libre, ne pouvant pas camper sur le terrain et qui souhaitent aussi participer à l'émergence d'alternatives aux impasses et duretés de notre société. Nous cherchons des personnes motivées pour réaliser un placement sans intérêt financier en achetant ensemble cette maison. *Téléphoner à Alexis, tél : 02 99 07 87 83.*

■ Jeune Objectrice de Croissance, recherche de l'aide pour pouvoir vivre en accord avec ses idées. Pour cela, j'aurais vivement besoin de personnes qui pourraient m'apprendre où trouver et comment monter une yourte, comment récupérer et nettoyer l'eau de pluie par des moyens naturels, comment fabriquer de l'électricité, comment cultiver biologiquement, se fabriquer un abri, des toilettes sèches, improviser un four en pierre, se servir du feu, cuisiner avec les moyens du bord, bref des trucs de scout quoi. *Merci d'appeler le 06 66 08 27 56 ou contacter par courriel : gwenaelle.rabille@laposte.net ou par courrier : Rabillé Gwenaelle, Poste Restante, 5, rue Charles-de-Gaule, 49130 les Ponts-de-Cé.*

» Vivre ensemble

■ **Hautes-Alpes.** Homme, 64 ans, activité professionnelle en rapport avec écologie, développement durable, cherche une personne qui serait intéressée par un projet d'habitat mitoyen région Gap-Veynes, sur des principes de construction simple, petite surface habitable, sur terrain à trouver, espaces partagés (jardin, garage, buanderie), calme et silence importants. *A réaliser en 2015. Tél : 06 82 13 80 72.*

■ Couple 31 et 26 ans, lui menuisier, elle fromagère, avec deux enfants de 10 ans et 3 mois, cherche terrain associatif ou écolieu pour venir s'y installer en yourte dans un esprit de partage et de mutualisation des biens. Nous avons des connaissances en maraichage, élevage et bricolage. Région indifférente. *Contact : 06 78 81 66 20, aurore040904@gmail.com*

■ Recherche des personnes pour expérimenter un nouveau modèle de société, par le biais d'une communauté anticapitaliste et écologiste. *Intéressés appeler le 06 66 08 27 56 ou contacter par courriel : gwenaelle.rabille@laposte.net ou par courrier : Rabillé Gwenaelle, Poste Restante, 5, rue Charles-de-Gaule, 49130 les Ponts-de-Cé.*

■ **Rhône.** Projet d'habitat coopératif dans la ZAC de Sathonay Camp. Notre groupe compte actuellement 7 foyers et souhaite accueillir de nouveaux coopérateurs. Nous souhaitons être une quinzaine de foyers. Le lieu sera intergénérationnel. La commune proche de Lyon est très bien desservie par les transports en commun. Plus d'informations sur notre groupe sur le site d'Habicoop. Réunion d'information le samedi 31 janvier 2015. *Pour plus d'infos, nous contacter : contact@coopengerm.org*

■ **Haute-Saône.** Disposons d'un terrain d'environ un hectare en partie constructible, à 20 km de Besançon. Nous souhaitons rencontrer des personnes / familles intéressées par la construction d'un habitat participatif (charte de fonctionnement et de valeurs à définir en commun). *Merci de nous contacter, tél : 06 70 93 76 46, hubert.joly@visiautom.fr*

» Recherche

■ Afin de constituer une collection complète de Silence pour les Archives de l'Etat de Belgique, les Amis de la Terre Belgique recherche les numéros de Silence datant d'avant 1995. Si vous pouvez leur en offrir, prendre contact avec *Jean-Philippe Body, body.jeanphilippe@gmail.com*

» Immobilier

■ **Puy-de-Dôme.** A vendre ancienne ferme bio (5ha), avec bâtiments fractionnables en 5 lots de 10 à 20 000€/ventes à terme (viager++). Réponses par la poste uniquement. Les rencontres ici peuvent se faire à n'importe quel moment, à condition qu'il y ait du zen et de la révolte mêlés, et non mailés. Pour vos réponses, expliquer l'urgence, le petit capital dispo demain matin et LES motivations, le nombre de personnes (enfants souhaités), les rêves... *François Carriat, Barrot, 63330 Le Quartier, tél : 04 73 85 97 43 (répondeur).*

» Divers

■ **Haute-Garonne,** stage "Vivre l'expérience d'une communication Authentique, Bienveillante et Créative" (5 jours) les 20, 21, 22 février 2015 et un week-end en mars 2015 à Launac (31). Pour créer et animer des espaces où chacun prend pleinement sa place ; contribuer à la réalisation d'un objectif personnel ou commun ; mieux vivre et coopérer avec soi-même, en duo, en famille, en équipe ; goûter à la relation d'équivalence et à la créativité qu'elle libère pour faire des choix, passer à l'action, résoudre les tensions qui balisent le chemin. Observation des faits, expression reliée des émotions et des besoins fondamentaux, formulation d'une demande ou d'un objectif, écoute empathique de soi et d'autrui, acceptation de l'inacceptation, soin des regrets, cercle de conciliation intérieure, détection et transformation des croyances limitatives, usage protecteur de la force, initiation aux cercles restauratifs, introduction aux cercles sociocratiques. Inscription jusqu'au 10 février 2015. *Contactez-nous : lataste.clemence@gmail.com ou isabel.estevez@wanadoo.fr Pour plus d'informations : http://equivalence-creative.com/formations/*



Ne vivons plus comme des esclaves !

Le film « Ne vivons plus comme des esclaves » sur les alternatives développées en Grèce depuis le début de la crise, film de Yannis Youlountas, a dépassé le million de spectateurs en ne tournant que de manière alternative ! Il sera projeté en présence du réalisateur le 22 janvier à **Genève**, le 29 janvier à **Saint-Geniès** (Gard), le 30 janvier à **Bollène** (Vaucluse), le 31 janvier à 14h30 à la médiathèque, dans le cadre du festival Mémoires en résistance, à **Digne-les-Bains** (Alpes-de-Haute-Provence), le 4 février à **Marseille**, à 14h30 au Centre social et culturel del Rio (15e), le 13 février à **Toulon** (Var), le 14 février à **Aubagne** (Bouches-du-Rhône)…

Plus d'infos sur le film : http://nevivonspluscommedesesclaves.net

Marseille
Chaine humaine antinucléaire
31 janvier
sur le Quai des Belges (Vieux port)…
Programme sur : www.chaînehumaine.fr ou par téléphone au 07 77 20 27 71.

Dijon
Réseau Sortir du nucléaire
31 janvier et 1er février
Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" et des plus de 900 groupes adhérents. Rapports d'activités, stratégie et nouvelles campagnes…
Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, www.sortirdunucleaire.org

politique & société

Loire
La presse écrite a-t-elle un avenir ?
23 janvier à 20h15
Espace José Cuadros, MJC, Saint-Chamond. Projection et débat.
Coordination culturelle, 2A, rue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.

Drôme
Ecoentrepreneur
29 janvier au 2 février
Le centre agroécologique des Amanins propose un séminaire d'intelligence collective dédié aux entrepreneurs, consultants et citoyens investis avec la participation de Rodolphe Balz (Université de l'avenir), Dyril Dion (Colibris), Jean-Guy Henckel (Jardins de Cocagne), Philippe Leconte (la Nef), Didier Perreol (Ekibio), Pierre Rabhi (Colibris), Samuel Rouvillois (philosophe et théologien).
Centre des Amanins, 26400 La roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

environnement

Notre-Dame-des-Landes
Occupation de terres contre l'aéroport
maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.
Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

décroissance, transition

Drôme
Séjour bonnes résolutions
1 au 4 janvier
Le centre agroécologique des Amanins propose une "pause" bonnes résolutions pour démarrer positivement l'année. Land'art, jeux coopératifs, débats philosophiques, découverte de la nature, alimentation saine…
Centre des Amanins, 26400 La roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

Isère
L'urgence de ralentir
16 janvier
Le collectif "Transition des Lauzes", dans le nord-Isère, organise une projection du film de Philippe Borrel "L'urgence de ralentir", en présence du réalisateur.
Au collège les Pierres-Plantes de Montalieu à 20h30. transitiondeslauzes@gmail.com

Liège
Agir autrement ? Oui, mais (pour)quoi ?
17 janvier, de 9h à 17h
A Beau-Mur, 48, rue du Beau-Mur, à Liège. Journée de formation pour prendre le temps d'échanger, rencontrer des intervenants et réfléchir autour d'initiatives, de manières d'agir différentes, dans le domaine de la consommation, de la culture, de l'économie… Quelles sont les valeurs que portent ces initiatives ?
Cefoc, laeticia.godfroid@cefoc.be

Belfort
La décroissance comme solution à la crise
5 février à 20h
Au Centre culturel et social des Résidences Bellevue, 4, rue de Madrid, à Belfort. Conférence de Serge Latouche, professeur émérite d'économie à l'université de Paris-Sud. Entrée libre, libre contribution aux frais.
Association belfortaine d'information sur les limites de la croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél : 03 84 58 18 84.

éducation

Ile-de-France
Eduquer dans la nature, une pratique à développer
5-9 janvier
Rencontres organisées par la dynamique nationale Sortir, qui milite pour que les enfants puissent sortir dans la nature malgré les contraintes administratives restrictives qui s'exercent sur les différents acteurs. Six circuits d'itinérance seront proposés : réserves naturelles, au berceau de l'impressionnisme, etc.
Organisé par Réseau Ecole et nature, Graine Ile-de-France, et les scouts et guides de France.

Réseau École et Nature, Parc Club du Millénaire, Bâtiment 31, 1025 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, tél : 04 67 06 18 68, http://biodiversite.reseauecoleetnature.org/sortir.

énergies

Genève
8e année pour l'indépendance de l'OMS
Tous les jours



Depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.
Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

films, spectacle, culture

Tours
Lire au Jardin
6 au 26 janvier
La librairie Lire au Jardin accueille une exposition de Paul Sego "bouts de bois, modestes sculptures" complétée le 23 janvier par un atelier d'écriture "écrire au jardin" animé par Mary-Elise Batilot.
Librairie Lire au Jardin, 5, rue Constantine, 37000 Tours, tél : 02 47 47 13 12, www.lireaujardin.com

habitat

Allier
Dinanderie
26 janvier-6 février
Avec Jean-Claude Lots. Approche biodynamique.
Au Foyer Mickaël, Les Béguets, 03210 Saint-Menoux, tél. : 04 70 43 96 27, www.foyer-michaël.com

s!lence

Jura
Silence, on cause !
Jeudi 8 janvier de 18h30
À 20h, collation-débat à l'Agence Au quai ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue *Silence* du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".
Contact : Julien Da Rocha, darocha.julien@gmail.com / 06 17 09 47 60.

Lyon
Expédition de S!lence
Jeudi 21 et vendredi 22 janvier
Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Drôme
Rencontres de l'Écologie au Quotidien
Dans la Biovallée du 22 janvier au 8 février 2015 et à Die du 22 janvier au 2 février 2015

Thème de l'année : *Ralentir… vers une sobriété heureuse.* Toute la manifestation a lieu à la salle polyvalente de Die sauf indication contraire.

- **Vendredi 23 janvier :** 17h Co-construire une gouvernance participative communale, commune de Saillans et de Grenoble / 20h30 Film *L'Urgence de Ralentir* avec P.Borrel / 22h30 Concert RAP, Groupe MK la Conscience
- **Samedi 24 janvier :** 14h Economie Circulaire A. Chabrol, N.Sizaret / 16h Rencontre du Réseau International des Eco-Régions / 16h30 Le Droit à l'Alimentation, Ol. De Schutter /18h Inauguration des Rencontres / 21h Bal Folk Bal de l'Ephémère
- **Dimanche 25 janvier :** 14h Rencontre du Réseau International des Eco-Régions, de la Biovallée de la Drôme / 17h Conf. Gesticulée "Tic tac, le temps, c'est de l'argent" P. Cazeneuve /17h Film *Cultivez Local* de P. Viron / 20h30 Comment Nourrir l'Humanité au 21e siècle B. Parmentier, C. Héraudeau-CCFD, Association Rés'OGM Info
- **Lundi 26 janvier :** 14h Tourisme Culturel / 17h Tourisme lent / 17h Film *Nourrir l'avenir* / 20h30 Film *World Café La pandémie du nouveau Monde*
- **Mardi 27 janvier :** 17h Film *Débat Une douce révolte* de M.Poutte /20h30 Dérèglement Climatique : Quels modes de vie en 2050, Asso. 4D, J. Lindgaard
- **Mercredi 28 janvier :** 14h Les Ressourceries / 16h30 Quelle Education pour les Enfants ? Ecoles Alternatives / 20h30 Ecologie de l'Enfance -A. Stern
- **Jeudi 29 janvier :** 14h Habitat Bioclimatique/Habitat Partagé / 17h Un Territoire, une Eau, Coucou Services / 17H30 Spectacle des Semences et des Hommes / 20h30 Ralentir… vers une Sobriété Heureuse P.Rabhi - M. Rivasi
- **Vendredi 30 janvier :** 14h Film Débat *le Revenu pour la vie* de M.Le Sauce/16h Conférence Gesticulée d'A. Lecointe / 18h Débat Revenu de base / 20h30 Théâtre Forum "Ralentir ?" Cie de l'Etincelle / A Valence- 20h30 Maison des Société Salle Haroun Tazieff - rue Saint-Jean/la Forêt des Chambaran et le projet de Center Park, Frapna 26 / 22h30 Concert Faranumé à Die
- **Samedi 31 février :** 10h Film Débat *le Revenu pour la vie* de M. Le Sauce / 10h L'Economie Circulaire C. Sorez, Greta Viva 5, N. Sizaret, 14h Film débat *Les Déportés du libre échange* - Tafta avec MM Robin /14h Voies Vertes et Pistes Cyclables, Frapna-26, JM Faton / 17h Film Débat *Sacrée Croissance*. Avec MM Robin / 21h Bal Folk Trad Bal O'Gadjo
- **Dimanche 1 février :** 17h Film *En quête de sens* Marc de la Ménardière, N. Coste /17h World Café Mobilité et Territoire, A. Maillard / 20h30 La croissance, et après ? A. Sinaï et Y. Cochet
- **Jeudi 5 février :** Saillans - Salle Municipale, 17h Comment Economiser l'Energie Mairie de Saillans / 19h Soupe / 20h30 Concert de chansons : Instants d'Eternité. Avec Morice Benin et Dominique Dumont (voix, guitare).
- **Vendredi 6 février :** Loriol Cinéma Espaces 20h30 Film : *l'Urgence de ralentir* de Philippe Borrel
- **Dimanche 9 février :** Livron - Salle Municipale 19h Film *La Pandémie du nouveau monde*

Ecologie au Quotidien, Le Chastel 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56
Programme complet : www.ecologieauquotidien.fr

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

Appel à volontaires pour le climat

Du 5 juin au 26 septembre 2015, le vélo 4 places d'Alternatiba parcourra 5000 kilomètres pour le climat entre Bayonne et Paris. Symbole de la transition écologique, de la solidarité et de l'effort collectif, ce drôle de vélo traversera 180 territoires de 6 pays Européens, pour porter encore plus fort le message d'Alternatiba : non seulement les alternatives au dérèglement climatique existent, mais en plus, elles contribuent à construire un monde meilleur : plus juste, plus solidaire, plus convivial, bref, plus humain ! Afin de préparer ce tour bien à l'avance, Alternatiba lance dès maintenant un appel à volontaires. Si vous voulez faire partie de l'aventure, rejoignez les volontaires du Tour Alternatiba sur *www.alternatiba.eu/volontaire*



D.R.

Alternatiba : sauvegarder le climat par le bas ?

La dynamique des Alternatiba a pris son essor depuis 2013 : ce sont dans des dizaines de villages des alternatives qui ont été ou vont être organisées en France et ailleurs d'ici la conférence climatique de l'ONU de Paris en décembre 2015. Comment se situe ce mouvement parmi les acteurs sociaux et politiques mobilisés contre le changement climatique ? Entretien avec Guillaume Durin, politologue, participant à Alternatiba.

***Silence :* Comment est née l'idée de réaliser un premier Alternatiba à Bayonne en 2013 ?**

Guillaume Durin : En 2012, les membres de l'organisation écologiste basque Bizi ont décidé de ne pas se laisser gagner par le fatalisme, tout en suivant plusieurs intuitions. Ils relayaient toutes les journées climat, pourtant à cette époque la mobilisation fonctionnait de moins en moins bien. La première de leurs intuitions venait du calendrier. Le prochain rapport du GIEC allait à coup sûr dresser un sombre constat. La seconde intuition était qu'il est possible de mobiliser autrement. Comment ? En partant des solutions, en mettant en valeur le changement positif auquel elles participent. Une coopérative d'habitat dans un immeuble éco-construit implique un surcroît d'intelligence collective. Elle crée par ailleurs du lien, de la redensification urbaine et de l'efficacité énergétique. Lorsqu'elle se connecte avec une épicerie solidaire, une association d'éducation populaire, une scène ouverte, une recyclerie et/ou une coopérative d'énergie, ce tissu d'interactions devient vecteur d'une transformation à la fois accessible, émancipatrice et désirable.

La stratégie d'Alternatiba est d'ouvrir le champ des partenaires au-delà des mouvements traditionnellement engagés dans l'écologie et contre le changement climatique. Comment cet élargissement peut-il se faire sans diluer le message politique ?

Partager en conscience ce n'est pas diluer. Partager nécessite tout d'abord de sortir de nos jargons. L'objectif principal d'Alternatiba est de montrer que les solutions existent, de dire clairement quel type de société elles construisent et en quoi celui-ci est enviable. L'ensemble des alternatives concernées pose des questions de fond.

Quels sont les positionnements politiques qui fondent Alternatiba ? Le mouvement se définit-il comme un mouvement d'écologie sociale ?

Alternatiba est orienté sur l'écologie sociale en soutenant les luttes contre toutes les formes de domination dont celle qu'exerce l'Homme à l'égard de la nature mais aussi celle qu'il exerce sur ses propres semblables. La multitude des groupes locaux qui composent le mouvement est convaincue qu'il faut un profond changement des modes de vie, de pensée et de production.

Des tentatives d'infiltration par l'extrême-droite ont eu lieu. Que s'est-il passé ? Comment a réagi le mouvement ?

Ces tentatives en sont restées à un stade assez velléitaire. Cependant, le Front National cherche à noyauter



D.R.

Alternatiba Bayonne, village des alternatives

les mouvements sociaux et s'infiltre partout où s'exacerbent les tensions afin de récupérer les protestations. La coordination européenne des Alternatiba a adopté une position claire. Le mouvement est antiraciste et les militants du FN n'y sont pas les bienvenus.

Dans un contexte de défiance à l'égard des politiques, comment se positionne Alternatiba par rapport aux élus locaux ?

Les élus locaux subissent eux aussi la crise de légitimité frappant l'ensemble du système représentatif. Néanmoins, leur échelle d'action fait qu'ils sont souvent moins éloignés des demandes citoyennes locales et des initiatives de transformation, quant ils ne les portent pas eux-mêmes. Une chose est sure et le mouvement l'a bien comprise, il n'y a aucun niveau d'action qui puisse résoudre, à lui seul, la crise climatique. Alternatiba a choisi de valoriser le pouvoir d'agir populaire et de dialoguer avec les pouvoirs publics locaux engagés dans l'effort de transition, en prévoyant, le cas échéant, des espaces de présentation des alternatives municipales ou régionales.

Quel est le profil des personnes qui s'engagent dans Alternatiba ? Retrouve-t-on les militants écologistes habituels ?

Alternatiba fait converger de nombreux nouveaux-venus ayant l'expérience de la solidarité du quotidien, avec des gens qui sont porteurs de solutions très variées et des militants engagés de longue date. C'est même pour l'instant une de ses spécificités. En outre, quand on observe les événements organisés, on constate que l'idée selon laquelle les nouvelles générations ou les classes populaires seraient par principe indifférentes aux thématiques environnementales est fausse.

La stratégie d'Alternatiba est-elle de faire pression sur les 'négociations sur le climat' qui se tiendront à l'ONU lors de la COP 21, et comment ?

Alternatiba s'emploie à mobiliser en valorisant les solutions présentes partout, indépendamment de l'action menée par les autorités nationales et internationales. Dans cette logique, si les élites politiques ne comprennent pas le message de l'urgence à aboutir à un accord international ambitieux, juste et contraignant, leur légitimité s'en trouvera fortement affectée. D'ailleurs, le mouvement n'a pas comme seul horizon la COP21 de Paris 2015. Cette conférence ne sera ni la première ni la dernière réunion de ce type. Elle peut produire un certain nombre d'avancées mais aussi d'importants reculs. Les gens doivent pouvoir se faire une opinion et en débattre.

Quel est le public des Alternatiba ? Quels impacts constatez-vous sur les personnes qui s'y rendent ?

Les temps forts auxquels j'ai pu assister ont rassemblé un public constitué de gens qu'on ne voit pas souvent dans les mouvements écologistes ou sociaux. Ces moments festifs attirent au delà du cercle des engagés chroniques. Les 12 000 personnes venues à Bayonne en octobre 2013 ou les 15 000 personnes présentes à Bordeaux en octobre 2014 s'y sont rendues initialement soit parce que l'une des solutions présentée ou une conférence les intéressaient, soit tout simplement pour l'animation et le plaisir de croquer une tartine paysanne en entendant chanter un groupe "du cru". Ils y trouvent l'occasion d'approfondir leur point de vue, de se mettre eux-mêmes en action et de constater qu'ils ne sont pas les seuls à partager l'espoir d'un mode de vie plus écologique, plus convivial et plus juste.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

Comment se situe Alternatiba par rapport à des mouvements comme les Villes en transition, les Colibris, EELV, Réseau Action climat ?

EELV est un parti politique avec ses propres objectifs et modes d'action. Alternatiba n'en est pas un. Les Colibris sont signataires de l'appel qui a lancé le mouvement. Pour ce qui est de Territoires en transition, Alternatiba partage ses buts et tâche de tenir compte de leurs avancées. Le mouvement est partenaire du Réseau Action Climat qui soutient sa dynamique.

Alternatiba,
http://alternatiba.eu.
Il n'y a malheureusement qu'un contact par leur site internet, sur lequel il y a notamment un kit méthodologique pour organiser un événement dans sa localité.

➤ Il existe des moyens autres que militaires de s'engager activement pour la promotion de la paix. Depuis plusieurs décennies, des volontaires effectuent des interventions civiles non-violentes dans des zones de conflit ou de violence politique, dans le monde entier. Ils contribuent à faire baisser le niveau de violence et à faciliter des issues politiques aux conflits, à travers des missions d'accompagnement, d'interposition et d'observation. En France ils se sont regroupés au sein du comité ICP, Comité pour l'intervention civile de paix.



D.R.

Objecter à la Journée Défense et Citoyenneté ?

Jean-François Aupetitgendre est l'auteur de deux livres : *Le Porte-Monnaie, une société sans argent* et *La Commune libre de Saint Martin*, parus tous deux aux Editions Libertaires.

Actuellement, en France, le service national n'a été que "suspendu". En cas d'ordre de mobilisation, les personnes qui refusent de prendre les armes seront sévèrement punies par la loi si elles n'ont pas fait acte d'objection de conscience.

■ **Comité pour l'intervention civile de paix,** c/o MAN, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris , tél : 01 45 44 48 25, www. interventioncivile.org.

■ **Les Désobéissants,** www.desobeir.net.

■ **Anarchisme et non-violence,** http://anarchisme-nonviolence2.org

La journée d'appel nommée Journée Défense et Citoyenneté (JDC) que doivent faire tous les jeunes hommes et toutes les jeunes filles est bien une journée d'incorporation. Les jeunes gens qui acceptent de participer à cette JDC, doivent savoir qu'ils seront automatiquement mobilisés, réquisitionnés, embrigadés en cas de conflit armé.

Ne plus accepter de tuer autrui est sévèrement puni par la loi

La JDC n'est rien d'autre qu'un recrutement déguisé. En cas de conflit, quiconque ayant assisté à cette journée pourrait être mobilisé et serait considéré comme déserteur en cas de désobéissance. Il est bon alors de rappeler le code de justice militaire. (1)

Tout militaire coupable de désertion (2) à l'intérieur, en temps de paix, est puni de trois ans d'emprisonnement, et cela peut monter à dix ans en temps de guerre ou sur le terrain d'un état de siège. (3)

La situation empire si la décision de quitter les armes se fait à deux ou davantage. Il s'agit alors d'un "complot" passible, en temps de paix, d'un emprisonnement de cinq ans, et de dix ans en temps de guerre. (4)

En cas d'état d'urgence aussi

Il est bon de signaler qu'une mobilisation peut intervenir en cas de danger extérieur mais aussi intérieur. La notion de danger est étendue bien au-delà de l'agression armée d'un pays étranger, à un péril imminent résultant d'une guerre ou d'une insurrection armée. Elle se décline en guerre, état de siège, état d'urgence. Sachant cela, on peut imaginer que le pouvoir exécutif décide un jour de décréter l'état d'urgence pour réprimer une révolte sociale (5).

Faire valoir son droit à l'objection

Il sera donc extrêmement difficile pour les réfractaires, en situation de guerre, d'état de siège ou état d'urgence, de s'opposer à la répression, d'autant que dans tous ces cas, l'autorité policière et judiciaire est transmise à l'armée. Si une personne a déclaré être objecteur avant la situation de crise, elle pourra faire jouer le droit à l'objection qui est reconnu tant en France qu'en Europe. Au pire, elle sera envoyée dans un service de protection civile. Si rien n'a été dit, une fois la crise engagée, c'est le tribunal militaire avec les peines de désertion à la clé.

(1) Toute personne recensée par l'autorité militaire et en âge d'être mobilisée, entre alors dans la catégorie des "militaires" et les textes ci-dessus s'appliquent à elle.

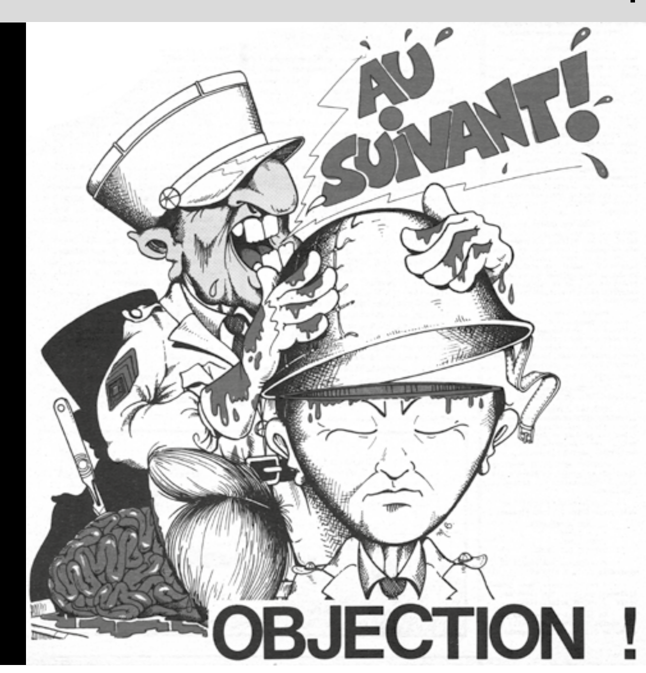
(2) l'article L321-2 du code de justice militaire (pour trouver le texte de l'article voir http://www.legifrance.gouv.fr/initRechCodeArticle.do

(3) Article L321-3 du code de justice militaire.

(4) Article L321-4 du code de justice militaire.

(5) code de la défense, article 1, modifié par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 176 (V).





Michel Balme

Illustration de la couverture du numéro 19 (avril 1983) de Silence.

OBJECTER LORS DE LA JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ

Il est donc important d'informer correctement les jeunes sur les risques associés à suivre cette journée d'incorporation militaire sans se déclarer objecteurs. L'encadré joint à cet article présente un modèle de lettre que les jeunes qui souhaitent être objecteurs de conscience peuvent présenter lors de la Journée Défense et Citoyenneté.

OBJECTER QUAND ON A DÉJÀ RÉALISÉ SON INCORPORATION

Mais il est également possible d'objecter lorsque l'on a déjà réalisé sa journée d'incorporation. On peut alors écrire à son bureau de recrutement une lettre réclamant le droit à être reconnu comme objecteur et expliquant qu'au moment de cette journée, aucune explication de la loi relative à l'objection n'avait été donnée (nul n'étant sensé ignorer la loi, une journée citoyenne aurait dû informer sur le sujet !).

REFUSER LA JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ

Certains peuvent être tentés de refuser cette JDC (6). Il faut savoir alors que c'est un engagement qui peut être lourd de conséquences : l'interdiction de s'inscrire à tous les examens et concours publics (y compris le permis de conduire) ; certaines professions peuvent vous être fermées ; des poursuites judiciaires peuvent être engagées contre vous. Si vous décidiez toutefois de suivre cette voie difficile, vous auriez tout intérêt à vous intégrer dans un collectif capable de vous soutenir et surtout à présenter aux autorités des demandes d'objection types afin que la répression ne puisse être individualisée.

Jean-François Aupetitgendre ■

Comment devenir objecteur ou objectrice de conscience à la Journée Défense et Citoyenneté

Modèle de lettre à remettre lors de cette journée :

"Dans le contexte actuel de suspension de la conscription, l'appel sous les drapeaux peut être *"rétabli à tout moment par la loi dès lors que les conditions de la défense de la Nation l'exigent ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent"* (Loi portant réforme du service national du 28 octobre 1997, L. 112.2).

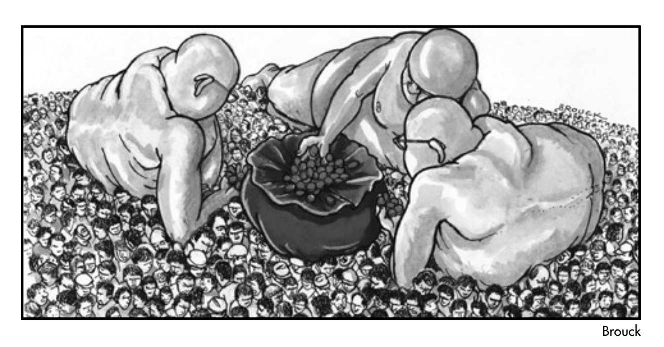
Selon mes informations, l'objection de conscience est un droit reconnu par les articles L. 116.1 à L. 116.9 du Code du Service National dont les dispositions ne sont pas abrogées, mais simplement suspendues par la loi n° 97.1019 du 28 octobre 1997 portant réforme du Service National. Cela signifie que les personnes concernées ne pourront demander à bénéficier de ces dispositions qu'au moment du rétablissement de l'appel sous les drapeaux. En cas d'appel sous les drapeaux redevenu obligatoire "si les conditions de la défense de la Nation l'exigent", il pourrait être difficile pour les services compétents de traiter dans l'urgence et massivement des demandes d'objection de conscience.

C'est pourquoi je désire manifester dès maintenant mon refus d'un service militaire armé pour motif de conscience et vous remettre ma demande de bénéficier du droit à l'objection de conscience exprimé dans les articles L.116.1 à L.116.9. Mes convictions basées sur la recherche de la bonne entente collective me conduisent à d'autres formes d'engagement pour la nation et les peuples qu'un service militaire armé qui redeviendrait obligatoire.

Je vous prie d'ajouter ce courrier à mon dossier de cette Journée Défense et Citoyenneté et j'en garderai copie moi-même".

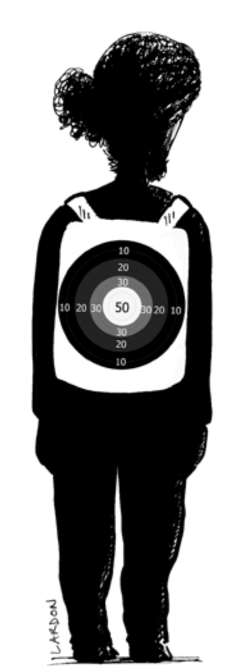
Pour les internautes, cette lettre se trouve sur le blog : http://aptgchronique.overblog.com.
Les adresses des Centres du Service National : http://www.defense.gouv.fr/jdc/ma-jdc/contacts-et-coordonnees/coordonnees-des-centres-du-service-national

(6) Voir Silence n° 426 p.31.



Brouck







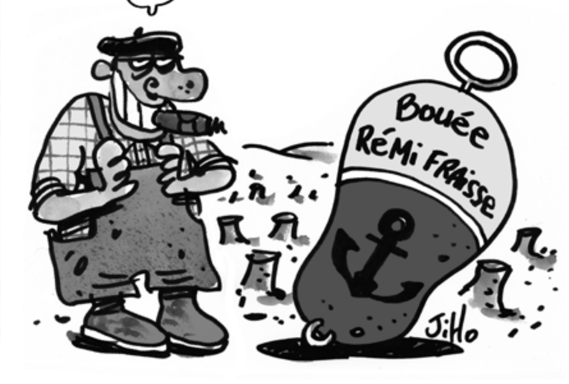














Ballouhey



Quand le barrage de Sivens cède, la colère monte

Pour rendre hommage à Rémi Fraisse, Silence a demandé à une vingtaine de dessinateurs de réaliser un dessin.



SIVENS : UN MORT

AUX VICTIMES DES VIOLENCES POLICIÈRES

RÉMI FRAISSE

GAZ

Red!



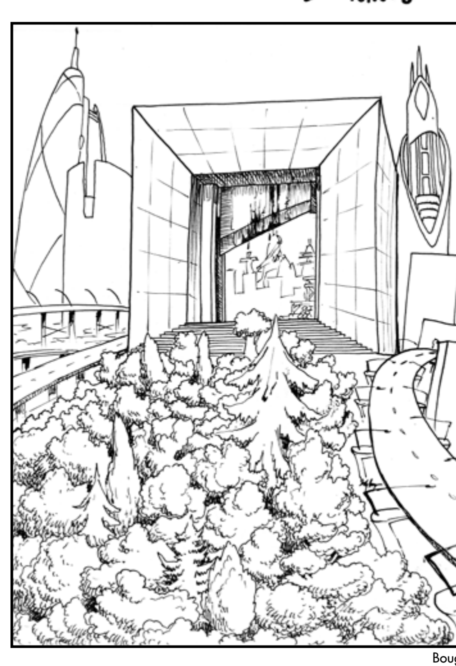






YHAN







Muriel Holderith

Boug

Même si, officiellement, le chantier du barrage de Sivens sur le Testet est suspendu depuis la mort de Rémi Fraisse, le 25 octobre 2014, la lutte sur place se poursuit avec occupation permanente des lieux et actions régulières. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant le Conseil général, à Albi, le 31 octobre 2014 pour demander la démission de son président Thierry Carcenac après ses déclarations : "Mourir pour ses idées, c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête". Du 24 au 30 novembre, une semaine "Sème ta zad" s'est tenue pour replanter des arbres et ouvrir des potagers sur le site.

Au niveau national, la mort de Rémi Fraisse a provoqué de très nombreuses manifestations pour dénoncer les violences policières. Ces manifestations étant réprimées, elles se sont démultipliées et tout au long du mois de novembre (Toulouse, Nantes, Rennes, Paris…). Cela a entrainé des actions dans les lycées et les universités, des grèves et une dénonciation plus générale du système politique actuel, totalement sourd aux revendications des gens (ras le bol des projets financiers qui ne profitent qu'à une petite minorité – une quarantaine d'agriculteurs pour le Testet).

Suivre l'actualité de la lutte

- www.collectif-testet.org
- tantquilyauradesbouilles.wordpress.com





Ces familles qui relèvent le défi de limiter leurs déchets...

Pendant 5 mois, 11 foyers volontaires ont relevé le défi de limiter au maximum leurs déchets et leur consommation. Retour sur une expérience encourageante.

RÉDUIRE NOTRE PRODUCTION DE DÉCHETS, soyons réalistes, nos modes de vie ne nous y incitent pas toujours. Si facile de jeter, de gaspiller… mais les pratiques changent et le recours à la réparation progresse. L'exemple des Foyers témoins le prouve.

Allonger la durée de vie des produits permet de retarder l'apparition de déchets. Mais concrètement comment agir au quotidien et pour quels résultats ? Pour répondre à ces interrogations, les *Amis de la Terre* ont imaginé une expérience "grandeur nature" : suivre pendant 5 mois des foyers volontaires dans leur recherche de solutions pour réparer leur biens, en trouver de seconde main ou encore participer aux initiatives citoyennes de partage de biens ou de savoirs. Onze familles issues de milieu rural ou urbain, en couple avec ou sans enfant ou encore en solo, ont relevé le défi avec succès : plus de 600 kg de déchets ont été évités et 31 biens ont été réparés. Retour sur cette expérience inédite.

L'ACHAT D'OCCASION, PLÉBISCITÉ, LA RÉPARATION EN BONNE VOIE

Avec la crise économique, de plus en plus d'objets s'échangent sur les sites de vente entre particuliers, lors des 50 000 brocantes organisées en France chaque année ou encore dans le cadre des zones de gratuité. Un téléphone portable, une tondeuse, des livres, au final plus de 36 biens ont été acquis par les familles dans le cadre de l'opération *Foyers témoins*. Un bémol : pousser la porte d'un réparateur continue d'être compliqué. Tout d'abord parce qu'en milieu rural les réparateurs sont de moins en moins nombreux ou encore parce que le prix des produits neufs est si bas que celui de la réparation paraît très élevé. Cécile, une des participantes a ainsi été étonnée au moment de passer à la caisse mais le plaisir de continuer à utiliser son bon vieux lecteur CD était là. Une bonne surprise néanmoins : avec des vidéos sur des sites en ligne, ou dans des ateliers pour apprendre à réparer, de nombreux objets reprennent vie. Après quelques opérations de nettoyage et de ré-installation de logiciels, l'ordinateur de Cécile passé par les mains d'un bénévole d'un *Repair café* (1) marche de nouveau. Malgré les rivets utilisés à la place de vis, Monica a réussi à changer la roue de sa valise. Pendant l'opération, 25 objets ont été réparés et 137 kg de déchets ont été évités ! Cinq appareils ont résisté et n'ont pu être réparés, parmi lesquels un aspirateur, un épilateur et une imprimante, en raison de l'absence de schéma de réparation, de pièces détachées, ou du manque d'outils.

(1) Voir *Silence* n°423 p.19.





Un repair café

UN AUTRE REGARD POUR SORTIR DU SYSTÈME MARCHAND ET DE LA LOGIQUE D'ACCUMULATION

Au-delà des difficultés à trouver les idées et adresses clés pour donner une seconde vie à ses produits (2), d'autres barrières existent. S'équiper en achetant d'occasion demande tout d'abord de s'affranchir de certaines règles sociales. Valérie Fayard, sociologue, s'intéresse aux nouvelles pratiques de consommation et notamment à l'achat de cadeaux d'occasion. Malgré l'adage *"C'est l'intention qui compte"*, le cadeau est un indicateur de l'importance que l'on donne à la personne et à sa relation avec elle et donc cela peut être difficile de faire ce pas. Cependant, pour la sociologue, *"s'affranchir de la convention du cadeau neuf équivaut à souligner l'absurdité du système marchand"*. Absurde, le système marchand facilite aussi parfois le quotidien : avec les hypermarchés ou les zones d'activités, les consommateurs disposent de tous les critères de choix tant esthétiques qu'en termes de qualité et de prix. Pour acheter d'occasion en ligne, dans une recyclerie ou à Emmaüs, il faut en revanche, soit faire certaines concessions sur les critères, soit attendre plusieurs jours, voire semaines, pour dénicher le bien recherché. La sobriété n'est pas toujours la simplicité ! Sortir de l'ère de l'instantanéité appelle aussi à accepter de se passer de son lave-linge ou de son ordinateur deux semaines le temps de la réparation ou de trouver des alternatives. Enfin, si pour un des participants passer chez le cordonnier est ancré dans ses habitudes et ne lui prend que 5 min, quand on n'a pas l'habitude, il faut trouver l'information et prendre le temps d'aller un peu plus loin que dans le supermarché du coin. Ce temps peut néanmoins être agréable, ludique et familial : profiter d'une balade pour aller faire un tour à la brocante, *recustomiser* un meuble en famille, ou découvrir l'accueil sympathique des ateliers de réparation.



ON Y PREND PLAISIR

Au départ, les motivations pour participer à cette opération étaient variées : sensibiliser les enfants, aller plus loin dans les gestes déjà adoptés (tri des déchets, lombricompostage, acheter en vrac, etc.) ou encore un changement lié à un déménagement ou à l'arrivée d'un enfant. À l'arrivée, beaucoup retiennent le plaisir passé à comprendre les rouages de leurs biens, à partager des récits de voyage avec les bénévoles des ateliers de réparation de vélo et ont l'envie de transmettre à leur tour.

Camille Lecomte ■

■ **Les Amis de la Terre,** 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22, www.amisdelaterre.org.

(2) Pour trouver des conseils pratiques et les adresses près de chez vous pour donner une seconde vie à vos objets, visitez le site des Amis de la Terre www.produitspourlavie.org

UNE FORESTIÈRE...

ET UNE GRATINÉE.

MOI! ICI!

TU ME DIRAS CE QUE TU PENSES DE CES TARTES!

Une dégustation (D'OLIVE) LA TARTE FLAMBÉE

TU PERMETS?

MH.

Groumf

LA MIENNE A UN PETIT GOÛT DE FROMAGE SYNTHÉTIQUE... J'ATTENDS DE VOIR LA TIENNE.

Bafr

?

EERK...

UN POIL!

?

AH!...

ENCORE UN!

GL!

RGL!

KR- KR- KR

HÉ, C'EST LE ROYAUME DE LA TARTE AUX POILS ICI OU QUOI?!

KR! KR KR

UN PROBLÈME?

ON VOUS A PAS DEMANDÉ DE VOUS RASER LA TÊTE DANS NOS TARTES, BON SANG!

KROUF

Y'A MA COPINE QUI S'ÉTOUFFE AVEC VOTRE TOUFFE!!

NON. PLASTIQUE D'EMBALLAGE!

AAAH OUF, TOI AU MOINS T'AS DE LA CHANCE!

MAIS J'AI FAILLI M'ÉTRANGLER!

OUI, MAIS PAS AVEC UN POIL!

MAIS LE PLASTOC C'EST DU PÉTRÔLE ET DES PRODUITS CHIMIQUES DÉGUEUX ①!!

MAIS... MAIS DES POILS!

DEUX!

J'EN AI EU DEUX!

TU T'RENDS COMPTE?!

LES POILS, ON S'EN FOUT!

LES POILS C'EST PAS HYGIÉNIQUE! ②

VIENS, JE T'INVITE CHEZ MOI..

MOI, MES FONDS DE TARTE ILS SONT EMBALLÉS SOUS PLASTIQUE POUR L'HYGIÈNE.

Les recettes fastoches d'Olive

LA TARTE FLAMBÉE

Fond de tarte :
250g de farine + 0,5l d'huile + 1 pincée de sel + 1 verre d'eau tiède.

Garniture :
1-*Classique* : Crème fraîche + lardons
2-*Gratinée* : idem 1 + fromage fondu
3-*Forestière* : idem 1 + Champignons

1/ Mélanger la farine avec le sel, l'huile et l'eau tiède.

MIAM

2/ Bien pétrir.

MIAM

3/ Étaler en forme de disque et garnir.

T'ES ENCORE AVEC TON GROS NAZE OU T'ES À NOUVEAU CÉLIBATAIRE?

TU DIS?

4/ Mettre 5 min au four très chaud (ou ancien four à pain ouvert).

EN TOUT CAS, MERCI DE M'AVOIR INVITÉ. ÇA TOMBE PILE POIL...

J'AI TROP FAIM

PFOUU

5/ Manger juste sorti du four, c'est au poil !

TSS!

POILS!

ESPÈCE D'HYGIÉNISTE!

AUCUNE SENSUALITÉ! ③

① Voir *Plastic Planet*, film documentaire de Werner Boote, 2009. DVD éditions Montparnasse.
② N'importe quoi ! Voir : http://www.ecologielibidinale.org/fr/miel-etesansepilation-fr.htm
③ L'auteur tient à dire qu'il trouve ça très sensuel !



Lettre ouverte aux agriculteurs

(...) [Les agriculteurs chimiques] ont cru ce qu'on leur disait, 10 000 ans d'agriculture effacés par la voix du progrès (...). On ne leur a rien appris dans ces écoles agricoles où illes sont maintenant obligé-es d'aller, de décrocher un diplôme, obligatoire pour quémander les miettes de l'Europe, devenu-es malgré eux fonctionnaires de Bruxelles, sur siège éjectable. Leur travail ne leur permet plus de vivre décemment.
L'école ne leur apprend plus rien. A l'instar des médecins, auxquels la faculté n'apprend pas la nutrition, des cuisiniers auxquels le lycée hôtelier n'apprend pas la diététique, les agriculteurs n'apprennent pas les bases de leur métier, la connaissance de la vie du sol et de ses habitants. (...) Ils éliminent leurs partenaires les plus précieux, bactéries, micro-organismes, insectes, champignons, pourtant tous unis dans le même destin, trouver l'équilibre. (...)
Savent-ils qu'ils ne sont que les rouages d'une vaste machine, destinée à l'enrichissement de quelques uns ? Savent-ils que leurs terres se meurent, que sans les intrants et pesticides, elles ne produisent plus rien ? (...) Ils ne savent pas ce qu'ils font. Schizophrénie ? Cécité ? Mépris de soi-même ? Peur de l'inconnu ? Méconnaissance ? Spirale infernale ? (...) Les français mangent du pétrole.
Lorsque je vous vois passer devant chez moi avec vos engins : épandeurs, pulvérisateurs, etc, mon cœur se serre. (...)
Marie-Noëlle Stephan
Moselle


Jay Oliver

Nature et politique (1)

Concernant le livre de Fabrice Flipo, *Nature et Politique*, et sa chronique dans *Silence* (n° 427, p. 43) : s'il est bien vrai que pour suivre, il faut avoir bac +5, en revanche, j'ai trouvé ce livre à la fois passionnant, parce que retraçant intelligemment les divers courants de pensées écologistes, et motivant, parce que, du coup, il donne envie de découvrir ces auteurs. (J'avoue n'avoir jamais lu ni Gorz, ni Anders, ni même Sartre). Je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites qu'il réduit l'écologie à un seul courant de pensée. Au contraire, pour moi, il dresse un panorama large, avec les points communs pour dessiner le contour, en filigrane, de ce qui rassemble, je crois, une grande majorité des courants.
Antoine Gallais-Billaud
Indre-et-Loire

Fabrice Flipo
NATURE ET POLITIQUE
CONTRIBUTION À UNE ANTHROPOLOGIE DE LA MODERNITÉ ET DE LA GLOBALISATION
Éditions Amsterdam

Nature et politique (2)

(...) Je trouve que l'utilité de mon livre *Nature et politique* n'est pas mise en avant (dans la chronique de Silence n°427 p.43). De quoi s'agit-il ? D'étudier comment l'écologisme a été reçu par les courants non-écolos. La méthode confère en effet une unité un peu exagérée aux différents courants écolos entre eux, je suis d'accord. Mais il n'y a pas de méthode parfaite et ne voir que cela c'est laisser de côté l'intérêt du livre. Il est le seul à ma connaissance à avoir essayé de comprendre comment l'écologisme est perçu, du côté des deux autres grandes idéologies politiques (marxisme et libéralisme), et donc aussi à essayer de comprendre quels sont les obstacles que rencontre l'écologisme dans sa tentative de percer dans le grand public, où agissent aussi les deux autres grandes idéologies. (...)
La tendance des minorités actives est de se replier sur soi et de faire comme si le reste du monde, étant dans l'erreur, ne devait pas se voir accorder d'importance, et à cultiver son propre paradigme –voire son jardin. Je crois que le combat doit être aussi mené vers l'extérieur. L'exemple de Luc Ferry est assez éclairant. Le monde écolo le méprise à juste titre mais il continue d'être une référence, par exemple j'ai pu vérifier encore récemment que c'est le seul auteur mentionné dans les manuels de science politique. Mon livre est le seul qui lui réponde sur son propre terrain. Doit-on laisser aux Luc Ferry le terrain libre ? (...)
Fabrice Flipo
Paris

Le catalogue et la Loi

Toutes les réglementations n'y changeront rien : il gardera ses semences et mourra avec elles. On le retrouvera, ou non, on ne le retrouvera pas, quelque part, et il les aura comme toujours sur lui, tout contre lui, dans de petits sachets hermétiques, patiemment étiquetés et classés d'année en année.
Portera-t-il alors sa salopette bleue avec sa chemise dessous, la ceinture de contention aussi, pour préserver ses reins de tous ses efforts, tant d'efforts ? Ou alors non, il portera son veston et son pantalon du dimanche, avec des souliers cirés, pas les gros godillots en cuir bien épais du jardin. Choisira-t-il le moment, les circonstances ? Les sèmera-t-il à la va-vite, les enfermera-t-il au contraire à l'attention des survivants, les supprimera-t-il de rage désespérée car la lutte aura échoué ?
Pour l'heure, il sème, il sème... Il arrache les salades : place aux betteraves. Il arrache les melons : place à l'ail. Les tomates ? Il les laisse encore un peu. Elles donnent encore car la maladie, grâce à son savoir, a fait long feu. Alors, au hasard des allées, dans la serre où s'égarent aussi la mésange et le rouge-queue, il en cueille, les dévore, rêvant d'être de ces variétés anciennes l'éternel et secret sanctuaire. Sa bouche est humide des graines de ces fruits, tous ces fruits, qui transitent clandestinement en lui. Il se rêve fécondé, fécond, riche d'une descendance comme avant : en droite ligne, sans interruption.



Il rêve le catalogue officiel des semences brulé en un regrettable mais juste autodafé.
Il rêve la Loi rétablie, enfin rétablie sans plus de coupables discussions ni de rendez-vous manqués.
Il rêve sa mort ; la vie aussi. Ce serait un matin comme ça, dans la forêt, au pied de la montagne. Il les porterait contre lui, tout contre lui, comme toujours, comme à l'accoutumée. Ce serait assurément une belle mort. Tout en un sens y serait. Sauf que cet homme, cette mort, il ne faut pas trop la souhaiter. Car cet homme, c'est le maraîcher rebelle, notre père à tous, nourricier.
Elena Varécy
Savoie

Courrier

Monoculture



Photo du téléfilm "Real Humans"

Il se trouve que la monoculture ne touche pas que le domaine agricole et botanique. La mondialisation aux mains des multinationales est en train de nous imposer une monoculture généralisée. Je suis atterrée par l'offre vestimentaire : les boutiques pullulent, des marques chics aux grandes enseignes type H & M, mais derrière une diversité apparente (réduite aux coloris et à la qualité éventuelle des textiles et des finitions) les vêtements proposés ont tous les mêmes coupes (disons 4 ou 5 variantes) et les mêmes normes : manches et jambes de pantalons trop longues pour qui ne correspond pas à la taille mannequin.
Ne parlons pas du bâtiment, en particulier des chaines internationales des hôtels, ni de nos outils, téléphones, ordinateurs, véhicules. Tenez, comparez la diversité et l'originalité des lignes de voitures jusqu'à la fin des années 60 à celles d'aujourd'hui.
Mais phénomène grave : j'ai l'impression que la culture artistique, y compris la "contre-culture", passe aussi au moule : effet conjugué des dispositifs de sélection et de l'autocensure.
Monique Douillet
Rhône

Temps libre

Rebondissement sur le courrier de Jean Monestier "Temps libéré" (*Silence* n°427 p.41) par un témoignage personnel. Il y a 30 ans, j'arrivais en Isère et cherchais un emploi. Celui qui m'intéressait le plus était à mi-temps. Lorsque j'ai cherché un mi-temps complémentaire, une amie m'a dit : "Tu n'as pas honte de chercher un deuxième mi-temps, alors qu'il y a des gens qui n'ont pas de travail du tout ?"
Cette phrase est restée gravée dans ma tête. Pendant ma carrière professionnelle, j'étais plus souvent à mi-temps (stable) qu'à plein temps (plus souvent des CDD). J'ai la chance de travailler dans le médico-social où beaucoup de postes sont à temps partiel. Cela m'a permis d'être plus disponible dans mon travail et pour ma fille, en lui évitant le "dépêche-toi !" dès 6h du matin, la garderie matin et soir, la cantine tous les jours... (J'avais même pris un congé parental, pendant lequel on me regardait comme une bête curieuse : elle reste à la maison pour élever son enfant ! Et j'avais choisi d'habiter près du boulot : peu de temps de trajet, que je fais en vélo ou à pied, donc presque pas de frais ni de pollution/gaspillage de ressources.)
Au lieu d'acheter des plats tout prêts au supermarché, je choisis mes légumes au marché et cuisine, je me déplace à vélo, à pied, en transports en commun... Je peux vivre et militer et ai même fait un mandat comme conseillère municipale.
Maintenant, j'arrive à l'âge potentiel de la retraite et j'accepte tout à fait de travailler un peu plus longtemps, car : longues études + temps partiel = petite retraite. Je me sens moins fatiguée que mes collègues que je voyais languir leurs 60 ans et ne suis pas frustrée comme ceux qui n'avaient pas trouvé le temps de faire des choses intéressantes ou de vivre, simplement. Justement, vivre simplement fait partie de mes choix. Plus de temps = plus de qualité de vie. Ayant un travail intéressant et socialement utile (je sais que ce n'est pas le cas de tout le monde), je me sens plus privilégiée que si j'avais une grande maison avec piscine et plein de gadgets et pas le temps d'en jouir.
Alors, au lieu de dire "temps libéré", j'ai la chance du "temps libre"!
Ingeborg Eilers
Isère

Incompréhensions

Fidèle lectrice de votre mensuel depuis de nombreuses années, j'avoue être quelque peu décontenancée par vos derniers articles, au point d'avoir hésité à conserver mon abonnement…
En tant que féministe, j'ai été choquée par l'interview d'Hélène Vincentini (*Silence* n°422 p.15) (…). Votre revue se dit non-violente, mais elle cautionne la violence faite aux femmes, sous prétexte que nous, les blancs (ex) colonisateurs, ne devons pas les couper de leur "culture" d'origine.
Par ailleurs, vous vous révoltez contre les machines et la technique, mais vous n'avez pas hésité à créer un compte Facebook. Pour quelle raison ? Gagner des lecteurs qui risquent de ne pas être acquis à vos idées et perdre les anciens ? Ces nouveaux réseaux sociaux ne sont, à mon sens, que des chaînes supplémentaires pour le peuple subjugué.
Catherine Chavichvily
Rhône

***Silence :** Le témoignage d'Hélène Vincentini nous a semblé intéressant dans le cadre d'un dossier s'interrogeant sur notre colonialisme intériorisé…chaque lecteur/trice peut se faire son avis. Concernant les "réseaux sociaux", nous avons, précisément, longuement hésité avant d'ouvrir un compte sur Facebook, démarche que nous assumons comme problématique et que nous avons expliqué dans notre n° 419 p.2.*

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Le réchauffement climatique et ses impacts,** *Jacques Exbalin, L'Harmattan, 2014, 292 p. et 296 p.,22 € chacun.* Dans ces deux tomes développant la situation globale puis de celle spécifique de la France, l'auteur tente une synthèse pédagogique des principales connaissances actuelles à ce sujet. Dans le tome sur la France, il aborde notamment les situations de la Camargue qui prend l'eau, du Mont Blanc, des méduses et poissons d'eau douce, de la diversité de la faune et de la flore, de l'impact sur la viticulture, sur les maladies, sur les villes… non sans touches d'humour parfois.

■ **La fin de l'éducation ? Commencements...** *Jean-Pierre Lepri, éd. L'instant présent. 2014, 137 p. 13 €. DVD même titre. Réflexions sur les thèmes développés dans le livre CREA-Apprendre la vie. 1 h 30. 15 €.* L'auteur, sociologue de formation, puis formateur d'enseignants et inspecteur de l'éducation nationale livre ici une série de réflexions et de critiques de l'enseignement en France, suivie de quelques pistes sur les manières d'apprendre et de transmettre pour que l'éducation devienne un creuset d'épanouissement et de socialisation.

■ **Avec conviction, sans espoir,** *film de Christian Fournier et Sylvain Rivière. CREA-Apprendre la vie F-71300 Mary. DVD, 52mn. 16 €.* Entretien avec Léandre Bergeron qui a été enseignant à Montréal avant de s'installer comme fermier boulanger en Abitibi, avec sa femme. C'est là que leurs trois filles ont grandi "sans éducation" dit-il, ou comme des "invitées de marque" (titre de son livre). Parvenu à l'âge où l'on se retourne sur son parcours, il livre ses réflexions, étayées par des observations de sa fille aînée. Sagesse du désespoir ?

■ **Réinventons l'humanité** *Albert Jacquard, Hélène Amblard postface de Serge Latouche. Ed. Sang de la terre. 2014. 153p. 16 €.* Ce petit ouvrage qui avait été entrepris peu de temps avant la disparition d'Albert Jacquard, recense les principaux thèmes de réflexion du généticien philosophe connu pour ses engagements citoyens, et nous permet de découvrir quelques aspects de sa biographie. Soulignons la présentation agréable et soignée du livre.

■ **Billets du Mur,** *Thierry Tanghe, dit "TNT", Bibliocratie.com. Autoédition. 2014. 165 p. et... pas de prix.* Ce petit livre réjouissant réunit des chroniques pamphlétaires sur les thèmes de la décroissance, la non-violence, l'écologie. C'est écrit comme on parle quand on parle bien, avec de l'humour et du style. Si j'étais maître d'école, j'en lirais une en ouverture de chaque leçon de morale avant de lancer le débat.

■ **Que diraient les animaux si on leur posait les bonnes questions ?** *Vinciane Despret, éd. La Découverte,/ Poche, 2014, 326 p., 11 €.* Sous forme d'abécédaire, ce livre pose 26 questions inhabituelles qui invitent à interroger notre rapport aux animaux à travers de nombreuses expériences et récits prenant place dans des laboratoires de recherche, des terrains d'observation "naturels" ou encore le milieu de l'élevage et celui des relations courantes avec les animaux domestiques. Ce sont nos idées reçues qui tombent une à une. Et si la question principale était celle, éthique et politique, de la relation que nous entretenons avec les animaux ? Des réflexions philosophiques originales et éclairantes.

Romans

■ **Le Roman de la communauté,** *Philippe de la Genardière, éd. Acte Sud / Babal, 2014, 290p. 8,70 €.* Au début on croit que c'est un gag, mais non tout le livre est écrit ainsi : des phrases interminables qui se répètent presque identiques et qui se modifient peu à peu comme des mantras. Comment un tel verbiage imbuvable peut-il se retrouver en poche ?

■ **Triburbia,** *Karl Taro Greenfeld, traduit par Françoise Adelstain, éd. Philippe Rey, 2013, 284 p. 20 €.* Dans le nouveau quartier bobo de Manhattan, des pères de famille se retrouvent au café le matin après avoir déposé leurs enfants à l'école. Chaque chapitre permet de découvrir l'histoire de l'un d'eux. Puis tout se croise progressivement, histoire de couples, d'argent, de travail… L'ensemble raconté avec pas mal d'humour.

L'habitat participatif
40 ans d'habitat participatif

Pierre Lefèvre

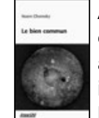


L'auteur, architecte, a fait partie des pionniers de l'habitat autogéré des années 1970. Après avoir suivi plusieurs projets et choisi d'habiter dans l'un d'entre eux, il a participé à différentes structures qui, au fil des années, ont fait évoluer le concept : alors que les premiers projets cherchaient à se concrétiser seuls, aujourd'hui, l'évolution et la complexification des règlements rend presque obligatoire le passage par un maître d'œuvre (office HLM par exemple). Sont apparues des nuances : montée en puissance des critères écologiques, désir d'intégration dans le quartier (éventuellement éco), choix entre le locatif ou l'accession à la propriété, mélange interculturel, intergénérationnel, mesures antispéculatives… Après un creux dans les années 90, le mouvement est reparti de plus belle et la prise en considération de ces formes d'habitat dans la loi ALUR de 2014 devrait faciliter sa diffusion auprès d'un public plus large. L'auteur, après avoir décrit de nombreux expériences dans le détail grâce à ses précieuses archives, termine l'ouvrage par de nombreuses questions ouvertes. Indispensable à ceux et celles qui veulent se lancer dans un tel projet. MB.

Ed. Apogée, 2014, 240 p. 20 €

Le bien commun

Noam Chomsky



Au cours d'une série d'entretiens qui ont eu lieu au tournant du XXIe siècle avec David Barsamian, journaliste indépendant, Noam Chomsky, célèbre linguiste et analyste des médias livre son analyse sur un grand nombre de questions, toujours d'actualité en 2014, concernant les puissances émergentes et la mondialisation, les multinationales, l'état des organisations internationales, le triangle Israël - Palestine - Etats-Unis et la poudrière du Moyen-Orient. (Notons avec regret l'absence de questions sur l'écologie, les migrations climatiques, etc.) Dans une langue simple et à l'aide d'exemples concrets, il recense les contradictions et les croyances auxquelles nous souscrivons, en particulier au sujet de la liberté, de l'égalité, de la démocratie en revisitant, sans a priori, les positions de la gauche et de la droite à travers l'Histoire. Une lecture aisée et stimulante. MD.

Ed. Ecosociété, 2013, 190p., 14 €

Insoumise



Delphine Batho

Le titre de cet essai éminemment recommandable relève davantage d'un gimmick d'accroche de l'éditeur que d'autoestampillage par l'ex-ministre de l'Écologie. Nullement mue par la rancœur ou un désir de vengeance, la députée des Deux-Sèvres détaille ses nombreuses initiatives (dont beaucoup, comme la loi-cadre sur «l'économie circulaire», furent scandaleusement snobées par ses supérieurs), expose les circonstances de son limogeage, le 2 juillet 2013, et dresse un tableau assez effarant du mode de gouvernance sous l'ère Hollande/Ayrault. La priorité de l'exécutif : surtout pas de «choc avec les marchés financiers». Bien que ne partageant pas l'ensemble de ses analyses et options, je sais gré à Delphine Batho de son intégrité foncière et des éclairages qu'elle fournit sur la réalité du pouvoir. La «lanceuse d'alerte» continue de croire aux vertus de la «gauche», un vocable qu'elle n'encadre pas de guillemets. RH.

Ed. Grasset, 2014, 269 p. 18 €

Vino business

Isabelle Saporta



La diplômée de sciences politiques avait déjà frappé les esprits avec «Le livre noir de l'agriculture : comment on assassine nos paysans, notre santé et l'environnement» (février 2011 chez Fayard). Dans son dernier ouvrage et le documentaire éponyme de Damien Vercaemer, diffusé le 15 septembre 2014 sur France 3, elle brosse l'univers de la viticulture, qu'elle assimile à un «impitoyable Dallas hexagonal». Ce «voyage au cœur du raffinement et de la perversité», tant dans le Bordelais qu'en Champagne, ne manque pas de susciter la controverse et d'exposer l'enquêtrice à la menace d'un procès en diffamation intenté par Hubert de Boüard de Laforest (Château Angélus à Saint-Émilion). Celui-ci serait juge et partie dans le classement des grands crus par l'Institut national de l'origine et de la qualité. Que trop de vignes subissent un «matraquage» par des substances phytosanitaires n'inquiète pas que les vinophiles… RH.

Ed. Albin Michel, 2014, 256 p. 19 €

Fabrication et usage des écoquartiers

Vincent Renauld



Vincent Renauld, que nous avions cité dans notre dossier sur les écoquartiers (Silence n°416), publie ici une intéressante étude sur la façon dont les écoquartiers sont devenus la norme des nouvelles zones d'aménagement (500 projets en cours en France) et comment le fossé est encore vaste entre les intentions des promoteurs et la réalité sociale des habitants. Donnant des exemples précis (l'entretien des sols écologiques, la présence d'interrupteur de veille, les façades végétalisées), il montre comment la technologie essaie d'imposer de nouveaux comportements sociaux et comment les habitants s'adaptent, rusent ou refusent. Il fait une intéressante conclusion en expliquant que cette mode du "durable" s'intègre tout à fait dans la logique de la croissance : en imposant de nouvelles normes, fussent-elles écologiques, les bâtisseurs cherchent à rendre obsolète l'existant, ce qui leur ouvre de nouveaux marchés. L'écoquartier est un exemple de "croissance verte", à l'opposé de l'habitat participatif. MB.

Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, 122 p. 27,50 €

L'ère du peuple

Jean-Luc Mélenchon



L'ex-coprésident du Parti de gauche reste un mystère. Véritable Janus, il clame sans ciller son attachement à la dissuasion nucléaire («le désarmement, c'est pour les autres!»), se réjouit de la perspective d'un contrat avec l'Inde de 126 avions de combat Rafale, entonne à pleins poumons «La Marseillaise» comme «L'Internationale». À l'été 2014, le brillant rhétoricien rédige cet ouvrage, à lire absolument. Il énonce «une théorie de la révolution citoyenne» qui s'articule autour de la «6ème République» portée par le «peuple souverain, la multitude urbaine» (les campagnards restent exclus de ce projet émancipateur ?) et fondée sur les principes d'un «écosocialisme» forcément «anticapitaliste». Libéraux et sociaux-démocrates, que ne distinguent plus que deux ou trois nuances, «ignorent la centralité de la menace sur l'écosystème», vénèrent le productivisme, meurtrier pour les humains et la biosphère. RH.

Ed. Fayard, 2014, 159 p. 10 €

Le principe démocratie
Enquête sur les nouvelles formes du politique

Albert Ogien et Sandra Laugier

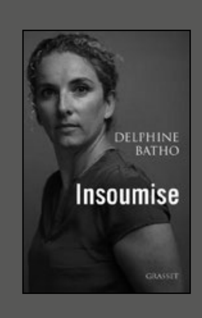


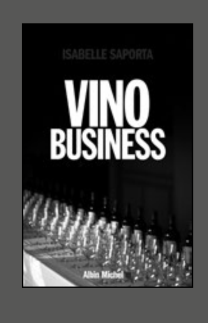
En 2011, le monde est entré dans une période d'effervescence politique. Au "dégage", scandé en Tunisie et en Egypte ont fait écho le "Y en a marre" de Dakar, le "Nous existons" des Russes et le "Nous sommes tous des manchots" à Istanbul. Ces mouvements se sont créés hors des institutions politiques en place. Les auteurs du livre, un sociologue et une philosophe scrutent les contours de ces nouvelles revendications, aspirations et stratégies de luttes qui se dessinent dans le monde. Plutôt optimiste, ce qui est assez rare pour être souligné, le livre, sans prétendre dégager de nouvelles perspectives sur un temps si court, se termine sur la relation positive d'expériences de démocratie directe et la revendication d'un romantisme réaliste. MD.

Ed. La découverte, 2014. 270 p. 21 €.



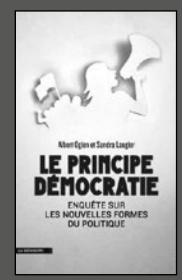












Le Livre du mois

Renverser nos manières de penser

Entretiens avec Serge Latouche
Daniele Pepino, Thierry Paquot, Didier Harpagès

Interrogé par trois personnes successives, Serge Latouche, auteur de très nombreux ouvrages (et articles dans Silence) critiquant le développement est amené à préciser de nombreux points de sa pensée, que ce soit contre le développement durable, pour l'objection de croissance, le mouvement des villes en transition et la résilience, Illich, Castoriadis, la place de la monnaie, du social, de l'Etat, l'Europe, le bonheur, l'engagement politique, les traditions… Une partie du livre essaie de comprendre son itinéraire intellectuel. On y découvre sa perte de la foi en l'économisme — alors qu'il est coopérant au Laos — la manière dont il a vécu mai-68, son intérêt pour la psychanalyse, l'anthropologie, ses rencontres intellectuelles, de quelle façon il a découvert la place centrale de l'écologie, ses influences et ses confrontations. La forme de l'entretien permet une facilité de lecture, tout en permettant d'approfondir certaines sujets. Le dialogue permet aussi de mieux cerner les doutes qui le traversent alors qu'il cherche à proposer un nouvel imaginaire. Cela se dévore. MB.

Ed. Mille-et-une-nuits, 2014, 190 p. 5 €

Prise de Terre

Red ! et Stephen Kerckhove

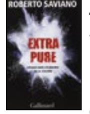


Cet abécédaire illustré des luttes environnementales fait la part belle aux dessins de Red !, mais aussi à l'humour de Stephen Kerckhove, de l'association Agir pour l'environnement. Pour chaque double page, un grand dessin à droite, un autre en plus petit à gauche, un commentaire sur les éléments de langage, une présentation de la problématique (abeille, nucléaire, OGM, pesticides…) et des renvois à des livres et sites internet. Reliure cartonnée comme pour une BD. FV.

Ed. Le passager clandestin, 2014, 56 p. 12 €

Extra Pure

Roberto Saviano



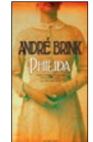
A l'heure où l'on cherche les corps de 43 étudiants mexicains enlevés dans l'état du Guerrero, le livre de ce Salman Rushdie de la presse d'investigation éclaire les zones d'ombre du trafic de cocaïne dans de monde. Si c'est un secret de polichinelle que de dire que le Mexique est devenu après la Colombie la plaque tournante du trafic de cocaïne, raconter les circuits de circulation de cette marchandise n'est pas si commun. Saviano qui vit entouré d'une garde de carabiniers montre les routes et les réalités de ce trafic intégré au capitalisme de marché. A une différence, la cocaïne rapporte mille fois plus que n'importe quelle autre marchandise. Elle brule les vies de ceux qui y touchent, elle tue en son nom des milliers d'hommes et torture autant de femmes. Dénoncer un cartel, toucher à un revendeur au Mexique vous emmène droit en enfer. Saviano démontre comment le blanchiment de l'argent est réalisé par des banques et des institutions honorables. On ne sait plus qui gangrène qui. L'Etat est-il "La Mafia" ou est-ce le contraire ? ChG.

Ed. Gallimard, 2014, 21,90 €

Romans

Philida

André Brink



André Brink a multiplié les œuvres dénonçant la politique d'apartheid de son pays, l'Afrique du Sud. Ce grand romancier, dont plusieurs romans ont été repris en films, publie cette fois-ci une œuvre originale : l'histoire d'une esclave, Philida, qui au milieu du 19e siècle a eu 4 enfants avec un membre de sa famille, François Brink, juste au moment de l'abolition de l'esclavage par les colonisateurs anglais. L'auteur a fait le choix d'écrire à la première personne, changeant de personnage avec les chapitres, et donc changeant de style également, Philida étant supposée avoir un vocabulaire plus limité. Il a compliqué cela en maintenant de nombreux mots d'origine hollandaise dans le texte (avec traduction en annexe), ce qui au départ rend la lecture un peu laborieuse. Mais très vite, on entre dans cette vie violente, à un moment clé de l'histoire du pays. En fin de livre, André Brink explique ses recherches historiques et la part romancée du récit. Une vraie histoire de rebelle. MB.

Traduction de Bernard Turle, éd. Actes Sud, 2014, 282 p. 23 €

Le règne du vivant

Alice Ferney



S'inspirant de l'histoire de Sea Shepeard, l'auteure raconte à travers le récit d'un caméraman, l'épopée du leader d'un mouvement dissident, ici Magnus Wallace. De quoi aborder pas mal de questions autour de la souffrance animale, de l'équilibre de la biosphère, des risques de dérèglement de la planète, du végétarisme et des stratégies des mouvements écologistes plus ou moins radicaux… Appuyer un récit romancé sur une réalité militante est un exercice toujours délicat. Alice Ferney le réussit plutôt bien. FV.

Ed. Actes Sud, 2014, 208 p. 19 €.

Beaux livres

Quand l'écologie politique s'affiche

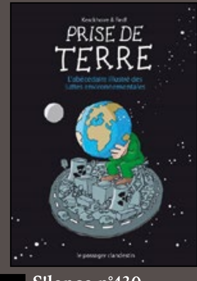
40 ans de militantisme graphique

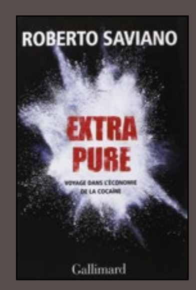
Textes de Dominique Bourg

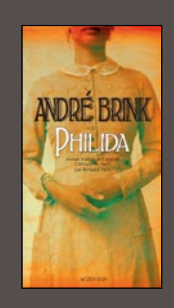


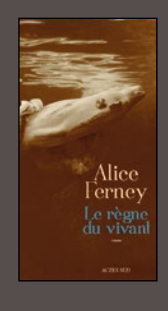
Environ 150 illustrations sont présentées dans ce livre, en grand format. On y trouve des incontournables (l'affiche de Lalonde en 1976), mais également des affiches du PSU, du PS, du PC, de la CFDT… et étrangement assez peu des Verts alors que l'on pourrait faire un livre rien qu'avec leurs affiches. On trouve nombre de couvertures et dessins de la Gueule ouverte, mais bizarrement, à l'exception de couvertures du Réseau Sortir du nucléaire, rien sur les couvertures de revues actuelles alors que plusieurs d'entre elles reprennent ou ont inspiré des affiches. Le côté social de l'écologie est quasi invisible. Le texte de Dominique Bourg est à l'avenant : tourné vers une vision "l'écologie c'était mieux avant" quand il n'y avait pas ces écolos-gauchistes d'EELV. Bizarre. MB.

Ed. Plume de carottes, 2014, 140 p. 34 €













B. D.

Prokon

Peter Haars

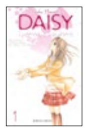


Traduite du norvégien, cette histoire qui date de 1971 est une violente dénonciation de la société de consommation (Pro = production/Kon : consommation), dessinée dans un style "comics", avec d'énormes trames (à la Roy Liechtenstein). Un marginal invente un spray qui, une fois pulvérisé sur un produit, le rend inusable. Un industriel achète le brevet sans se rendre compte que cela va provoquer progressivement l'arrêt des ventes de ses produits, donc licenciements dans l'usine, et baisse du pouvoir d'achat… la décroissance avant l'heure ! Heureusement, l'odieux inventeur va être arrêté, expédié dans l'espace et la croissance va pouvoir repartir. Bref, mais vraiment précurseur. FV.

Traduction Laurent Bruel, éd. Matière (Montreuil), 2014, 62 p. 13 €

Daisy
Lycéennes à Fukushima

Reiko Momochi



Inspiré de témoignages recueillis auprès de jeunes de Fukushima, ce manga nous fait entrer dans le quotidien d'une bande de lycéennes de cette province dans les mois qui suivent le début de la catastrophe, en 2011. Les amitiés et les familles sont déchirées par le départ de certains vers d'autres provinces, le lycée accueille des réfugiés issus des zones interdites, les habitant-e-s paniquent à chaque fois qu'il pleut, les filles sont rejetées par leurs petits copains d'autres régions qui ont peur de fonder une famille avec elles… "Durant toute notre vie, il ne se passera pas un jour sans que nous pensions à ce 11 mars 2011". Ce manga fait toucher du doigt les questions qui se posent à chaque famille, chaque jeune sur son avenir après la catastrophe, au quotidien. Il montre aussi des témoignages de solidarité humaine qui jaillissent au milieu de cela, et la prise de conscience des mensonges du gouvernement. Le tout est vivifié par l'amitié joyeuse malgré tout entre ces quatre lycéennes. GG

Ed. Akata, traduction Ryoko Sekiguchi, 2014, 2 tomes de 184p. et 170p., 6,95 € chacun.

Merci

Zidrou et Arno Monin



Merci est une jeune ado tout ce qu'il y a de plus branchée (téléphone portable, fast-food, baladeur…). Elle fait les conneries de son âge et se retrouve condamnée par le juge pour enfants… à suivre les élus municipaux et à proposer un projet de développement durable. Elle va non seulement réussir un beau projet (vraiment durable), mais y entrainer toute sa petite ville. Même si la vision du conseil municipal est peu réaliste, l'histoire est bien sympathique et pleine d'optimisme : les jeunes peuvent changer le monde. FV.

Ed. Bamboo, coll. Grand angle, 2014, 64 p. 15 €

Jeunesse

Des filles dans l'équipe

Sophie Dieuaide, Fred L.



Dès 8 ans. C'est la révolution chez les garçons de la classe de Chloé : le nouveau règlement du tournoi de football inter-écoles stipule qu'il devra y avoir au moins deux filles constamment présentes sur le terrain par équipe. Les garçons répondent à cette annonce par l'incrédulité, puis la colère et la moquerie envers les performances des filles, qu'ils croient incapables de bien jouer. Devant l'attitude méprisante des garçons qui veulent leur faire passer des tests pour entrer dans l'équipe, les filles de la bande à Chloé optent alors pour une solution aussi surprenante que radicale : monter une équipe exclusivement féminine. Attention, l'égalité est en marche ! Un beau récit, plein de malice, qui présente une approche résolument féministe sans lourdeur, mais au contraire avec une légèreté stimulante. Une bonne base de réflexion sur les stéréotypes de genre et les discriminations, pour les filles et pour les garçons. GG.

Talents Hauts, 2014, 48p., 7 €.

Le journal de Barbara Eicher

Régis Pasquet



L'instituteur de Barbara est odieux. Comme les grands-parents connaissent la sœur de ce tyran pédagogique, Barbara va la questionner pour comprendre cette violence. Parallèlement, Barbara raconte sa vie quotidienne, pas toujours facile, car ses parents sont absents, son père musicien gitan est parti sur les routes, sa mère est dépressive. Le projet d'abattage d'un arbre centenaire va permettre à la classe de se mobiliser et de comprendre que collectivement on peut être fort. Un acte de désobéissance collective débouchera sur une fin heureuse. FV.

Illustrations Fred Morisse, éd. Chant d'Orties, 2014, 132 p. 15 €

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Une vie de lumière et de vent,** *Christian Signol, éd. Albin Michel, 2014, 248 p. 19,50 €.* Jean, enfant trouvé, élevé à l'écart par des bergers sur un causse, part à la guerre. Démobilisé en 1940, il s'installe près de Millau, s'éprend d'une fille simple d'esprit et ne veut plus repartir quand il est appelé à rejoindre le STO. Avec une écriture d'un grand classicisme, une petite histoire dans la grande comme les aime l'auteur.

■ **Le secret d'Edwin Strafford,** *Robert Goddard, traduction de Catherine Orsot-Cochard, éd. Livre de Poche, 2014, 744 p. 8,90 €.* En 1977, Martin Redford est engagé pour enquêter sur la fin de la vie politique de Strafford, ministre ayant disparu de la scène politique en 1908. Le début d'une enquête passionnante qui met en scène les suffragettes et les débuts politiques de Churchill. Cynisme politique et histoires sentimentales se croisent tout au long du roman.

Jeunesse

■ **Ah l'eau !** *Jasmine Francq et Marta Orzel. Cahier d'activités. Actes-Sud Junior. 2014. 50 p. 9,90 €.* Perchée sur un nuage, Lili, la petite goutte part en voyage à travers les villes et les champs, des stations d'épuration jusqu'à la mer, en passant par les salles de bains, les lacs et les glaciers. L'eau dans tous ses états, quoi. On est invité à colorier certaines pages. Joli.

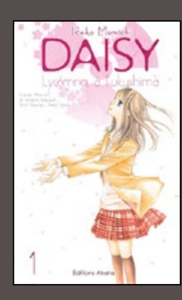
■ **La lune nue,** *Marie Sellier, Hélène Rajcak, éd. Talents Hauts, 2014, 48 p., 14,90.* La lune veut les plus beaux vêtements pour se vêtir, mais au fur et à mesure qu'elle croît et décroît, ces derniers craquent ou tombent et elle est obligée d'en changer. Une histoire qui peut être aussi une métaphore des différents âges de la vie, ou encore des manières d'habiter son corps quand on est une femme, le tout servi par un dessin magnifique.

BD

■ **Thomas Silane, T5 Poisons,** *Patrice Buendia, Philippe Chanoinat, Roberto Zaghi, éd. Bamboo, coll. Grand angle, 2014, 48 p. 13,90 €.* Grand reporter, notre héros enquête en Argentine pour retrouver ses parents. Il se trouve mêlé à une affaire de serial-killer : d'anciens militaires de la junte sont abattus un peu partout dans le pays. Il trouvera le lien avec une firme qui cherche à implanter ses OGM dans tout le pays. Si c'est un plaidoyer contre les semenciers, la recherche de sensationnel et trop d'actions violentes font que l'on reste au niveau d'une BD d'aventure.

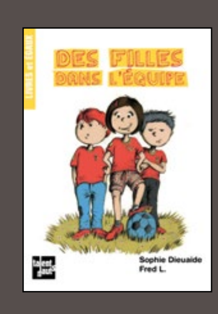
■ **Le village des femmes,** *Wolinski, éd. Seuil, 2014, 126 p. 19 €.* Olivier, dessinateur d'âge mûr, rencontre Anna, jeune étudiante, qui l'emmène dans un "village des femmes" dans lequel tous les codes de la domination patriarcale sont inversés. Mais l'expérience tourne court… Une tentative de réflexion féministe sur un vieux fond de sexisme "à la papa".

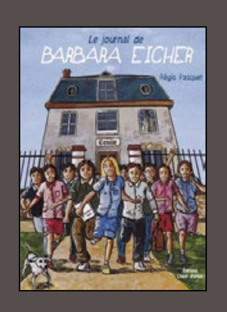
■ **Les chemins de Compostelle, T1, Petite licorne,** *Jean-Claude Servais, éd. Dupuis, 2014, 80 p. 16,50 €.* Début d'un long récit annoncé en sept volumes et présentation de quatre personnages qui vont entamer une marche vers Compostelle. Le dessin très naturaliste de Servais est merveilleux, par contre pour le récit, il faut s'intéresser à l'ésotérisme, à l'alchimie et à la religion pour apprécier.











Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

429



428



427



426



424



422



Silence, c'est vous aussi…

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **31 janvier** (pour le n° de mars), **28 février** (pour le n° d'avril), **28 mars** (pour le n° de mai)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

S!lence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1er janvier 2014, l'association ne délivre plus plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec S!lence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Bibliothèques

Nous proposons l'abonnement de 6 mois gratuit à toute bibliothèque qui en fait la demande, à titre de découverte.

Parlez-en à votre bibliothécaire !

Rejoignez un relais local

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85

> **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr, Nicolas Hounot à Saint Dié des Vosges, nicolasferry88@gmail.com

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 décembre 2014** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1er trimestre 2015 - **Tirage :** 5150 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Myriam Grataloup, Justine Lamonerie, Federico Witula - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Ballouhey, Michel Balme, Boug, Brouck, Pascal Gros, Muriel Holderith, JBGG, Jiho, Lardon, Marc Large, Lasserpe, Micko Mix, Sylvain Moizie, Pröz, Gilles Rebechi, Red !, Thiriet, Tignous, Yakana, Yhan - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** Pierre Aime, Michel Bernard, Nancie Battaglia, CEA, Marie Clem's, EU2013, Joli Jardin de Julie, Nabil al-Jurani, Grégory Lombard, Ilvy Njiokiktjien, Jay Oliver, François de Rugy, Romain Saada, SDN Bugey, Alice Stella, Luc Viatour - **Et pour ce n° :** Jean-François Aupetitgendre, Vincent Chambarlhac, Dominique Lalanne, Amélie Lavin, Camille Lecomte, Thomas Noirot, Benjamin Pietrapiana (www.reporterre.net), Betrrand Tillier - **Couverture :** Drapeau Corse modifié par Damien Bouveret - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



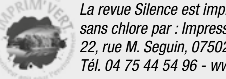
Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire"



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

419 418 417 416 415 414











Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 422 Décolonisons nos luttes
- ☐ 424 Lent, léger… le voyage
- ☐ 426 D'autres formes de democratie
- ☐ 427 Penser l'agriculture de demain
- ☐ 428 La forêt brûle
- ☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !

Numéros régionaux

- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie
- ☐ 430 Corse

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 € *
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



☐ Manuel de transition, 212 p. - 20 € **
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 € ***
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

*Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€.*
Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter.
Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine			Autres pays et Dom-tom		
☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		20 €	☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		27 €
☐ Particulier	1 an	46 €	☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Bibliothèque, association...	1 an	60 €	☐ Bibliothèque, association...	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +	☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €	☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	32 €	☐ Petit budget	1 an	39 €
☐ 5 abonnements Découverte offerts		100 €	*Abonnement en ligne :* **www.revuesilence.net**		
Groupés à la même adresse			***Total de votre règlement :***		
☐ par 3 ex.	1 an	115 €			
☐ par 5 ex.	1 an	173 €			

Règlement par chèque à l'ordre de Silence.

Vos coordonnées (Merci d'écrire en majuscules)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ .... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

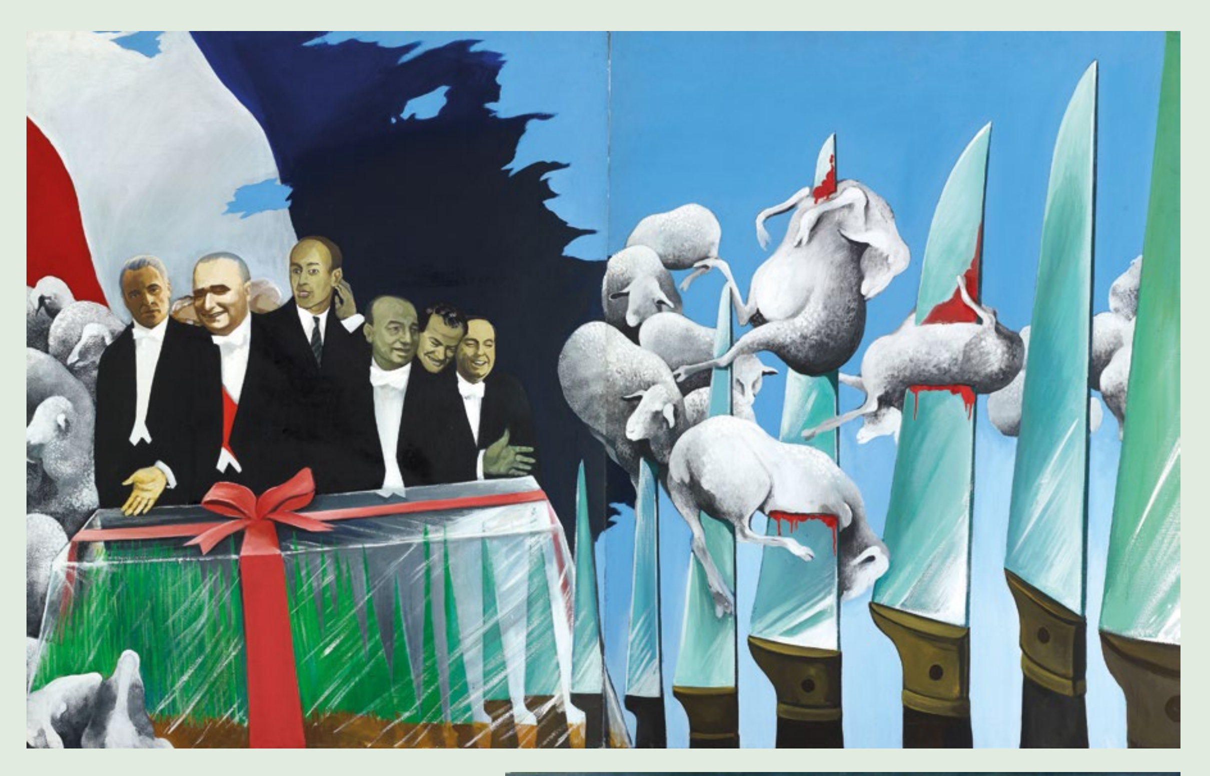
Les Malassis

Une coopérative de peintres toxiques (1968-1981)

Dans l'entre-deux-Mai, 68 et 81, six artistes (Henri Cueco, Lucien Fleury, Jean-Claude Latil, Michel Parré, Gérard Tisserand et Christian Zeimert - ce dernier partira au bout d'un an) fondent une coopérative au sein de laquelle ils vont produire une peinture politique et figurative dirigée contre la société de consommation.

Contestant la figure romantique de l'artiste solitaire, ces peintres créent un art collectif, inscrit dans le quotidien et facilement accessible, qu'ils exposent dans des lieux non dédiés à l'art et à la culture. Ainsi, ils préfèrent louer leurs oeuvres afin de les soustraire au marché et de pouvoir se tenir à distance des institutions.

Les Malassis optent pour une peinture monumentale, sarcastique et virulente. Ils mènent une réflexion critique sur les structures politiques, sociales, économiques et industrielles, dont les dérives sont dénoncées et le naufrage annoncé.



Le Grand Méchoui ou douze ans d'histoire de France, 1972.
Faisant partie de 45 peintures, acrylique sur toile, 162 x 130 cm chacune.
Le titre fait référence à l'exposition controversée "72 - 72 : douze ans d'art contemporain en France" au Grand Palais à Paris.
Les Malassis exposent une frise monumentale au vitriol contre le régime capitaliste.
L'intervention des CRS qui chargent les manifestants bouleverse le vernissage.
Les Malassis renoncent immédiatement à l'exposition et sortent avec leurs œuvres qu'ils utilisent pour repousser les policiers dans un happening aussi improvisé que saisissant.



Onze variations sur le Radeau de la Méduse ou La Dérive de la société de consommation, 1974.
Vaste décor de près de 2000m^2.
C'est une commande publique pour décorer le centre commercial Grand'place, à Échirolles en banlieue grenobloise (Isère).
L'œuvre des Malassis se présente comme une critique de la société de consommation articulée à la notion de crise. À sa livraison en 1975, elle ne convainc guère le public. "Toxique" selon les termes d'Henri Cueco, leur peinture ne survivra pas aux logiques de rénovation urbaine de la Villeneuve minée par la crise dans les dernières décennies du 20e siècle.



Le paysan pauvre, 1969, 8 peintures, acrylique sur toile.
L'itinéraire en images d'un jeune paysan qui devient CRS.

Les Malassis, une coopérative de peintres toxiques (1968-1981),
coordonné par Vincent Chambarlhac, Amélie Lavin et Betrrand Tillier,
L'Echappée, 2014, 192 p, 32€.